

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 371 - AVRIL 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 371

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Recul des abattages et hausse des cours
- En février, moins d'import de viandes bovines néerlandaises

Jeunes bovins

Europe

- Un marché européen en manque d'offre

Femelles

Europe

- La hausse du prix des vaches laitières se poursuit en UE

Maigre

- Fléchissement des cours des animaux lourds

Veaux de boucherie

- Une baisse des abattages qui soutient les cours

Veaux laitiers

- Les cours des veaux en croissance continue

Lait de vache

Collecte laitière

- Une collecte laitière à deux vitesses

Commerce extérieur

- Quels effets des mesures protectionnistes de Trump sur le marché européen des produits laitiers ?

Consommation

- L'inflation modérée soutient les achats de produits laitiers

Marché des produits laitiers

- Prix des beurres, poudres, fromages : les États-Unis à la baisse

Viande ovine

France

- Contre toute attente, la production française dépasserait ses niveaux des années passées pour Pâques

UE et monde

- L'Espagne, seul grand producteur à voir ses abattages progresser début 2025

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- En attendant des fourrages meilleurs

Marchés stables malgré les incertitudes

L'Europe manque de viande

Dernière révision le 28 avril 2025

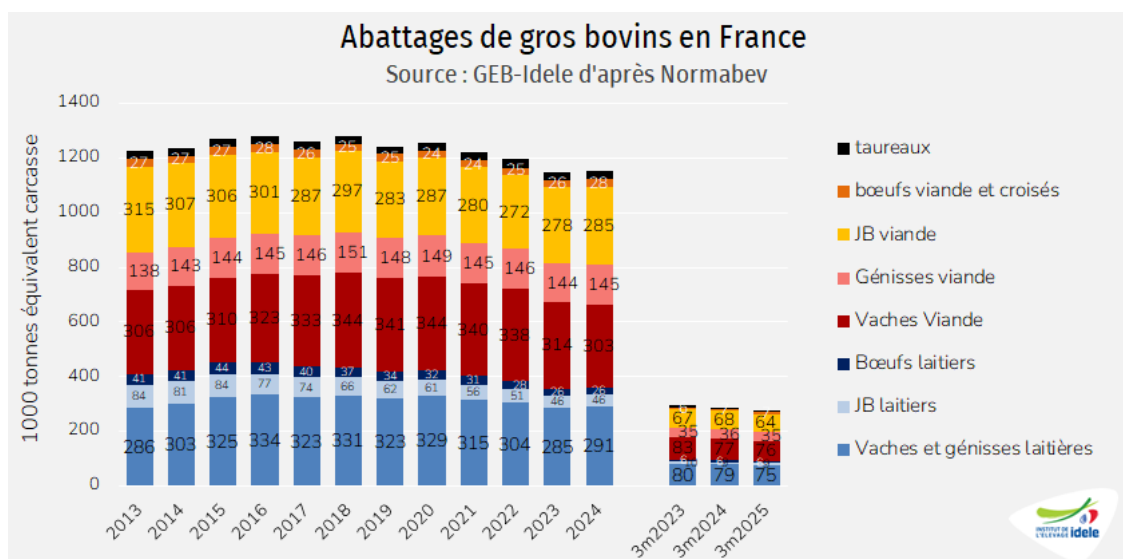
Viandes bovines » Gros bovins » France » Recul des abattages et hausse des cours

Dernière révision le 28 avril 2025

Les abattages de gros bovins ont enregistré un retrait marqué au 1er trimestre. Dans ce contexte de raréfaction de l'offre, tant en France qu'en Europe, les cours poursuivent leur hausse.

-4% pour les abattages au 1er trimestre

Au 1er semestre 2025, la production française de viande de gros bovins a totalisé 278 000 téc, soit -3,9% par rapport au 1er trimestre 2024 d'après les données Normabev. Cette baisse fait suite à une stabilisation des volumes annuels abattus en 2024 grâce à la hausse de la production de jeunes bovins de type viande, ainsi que des génisses et des bœufs, qui compensait la baisse des abattages de vaches laitières et allaitantes.



Sur le 1er trimestre 2025, quasiment toutes les catégories ont décroché :

- **-5,4% pour les vaches laitières** à 75 000 téc, une baisse liée au recul du cheptel et à un prix du lait qui incite les éleveurs à conserver leurs vaches
- **-1,2% pour les vaches de type viande** à 76 000 téc
- **-3,4% pour les génisses de type viande** à 35 000 téc
- **-6,6% pour les jeunes bovins de type viande** à 64 000 téc
- **-5,2% pour les JB laitiers** à 9 000 téc
- **Seuls les bœufs se maintiennent** : +0,3% pour les bœufs laitiers à 6 000 téc et +1,4% pour les bœufs de type viande à 7 000 téc.

Si l'on ajoute la production de viande de veau (-6,5% à 36 000 téc), la baisse de la production totale de viande bovine atteint **-4,2% au 1er trimestre 2025**, à 314 000 téc.

Il y aurait eu un petit rattrapage en avril d'après les données hebdomadaires de Normabev. Le nombre de gros bovins abattus serait en hausse de 3% sur semaines 14 à 16, dont +12% pour les vaches de type viande et +10% pour les génisses, en lien possiblement avec la forte demande pour Pâques. Cette situation ne devrait pas perdurer compte tenu de la baisse de cheptel toujours en cours.

La baisse de cheptel se poursuit dans un contexte sanitaire inquiétant

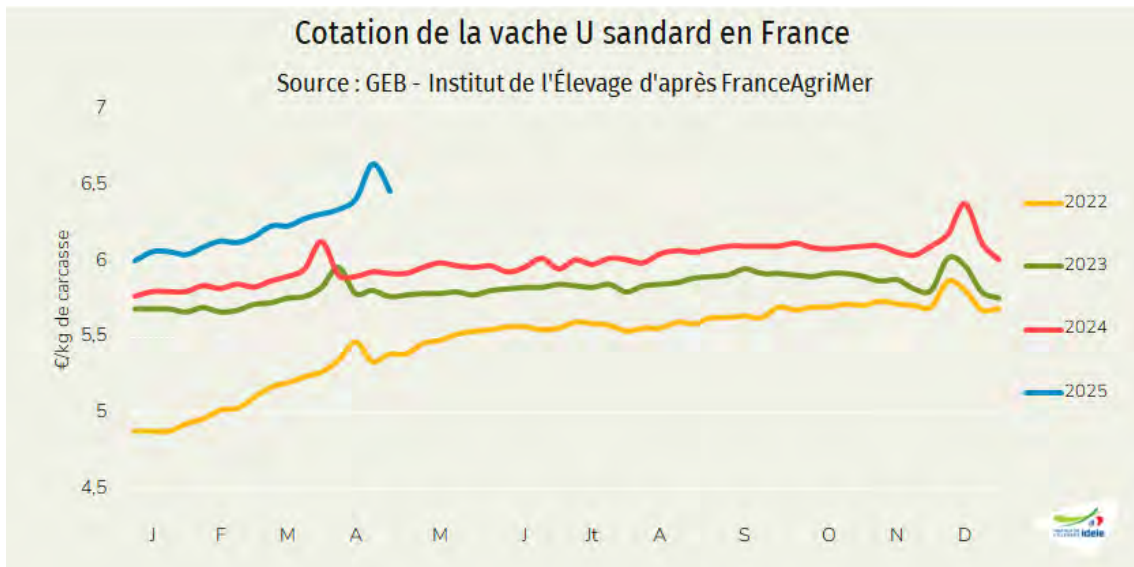
Au 1er mars 2025, la ferme France comptait **3,432 millions de vaches allaitantes, soit -2,4% /2024 ou -85 000 têtes**. Les génisses de type viande âgées de plus de 18 mois étaient en revanche plus nombreuses qu'il y a un an : +2,4% à 1,620 million de têtes, soit +38 000 têtes /2024. Une partie d'entre elles sont sans doute des génisses destinées à la reproduction mais ayant eu des problèmes de fertilité liés aux épizooties présentes depuis l'automne 2023 sur le territoire.

Le nombre de vaches laitières était lui aussi en baisse au 1er mars, de **2,3% à 3,265 millions de têtes, soit -75 000 têtes /2024**. Les génisses laitières de plus de 18 mois étaient également moins nombreuses avec 1,044 million de têtes (-1,9% ou -20 000 têtes /2024).

Le contexte sanitaire (MHE, FCO8 et FCO3) impacte fortement les troupeaux. De nombreuses naissances manquent à l'appel (voir notre article sur les broutards) et la mortalité est également plus élevée sur les vaches comme sur les veaux dans le cheptel allaitant comme dans le cheptel laitier.

Le cours de la vache U au plus haut pour Pâques

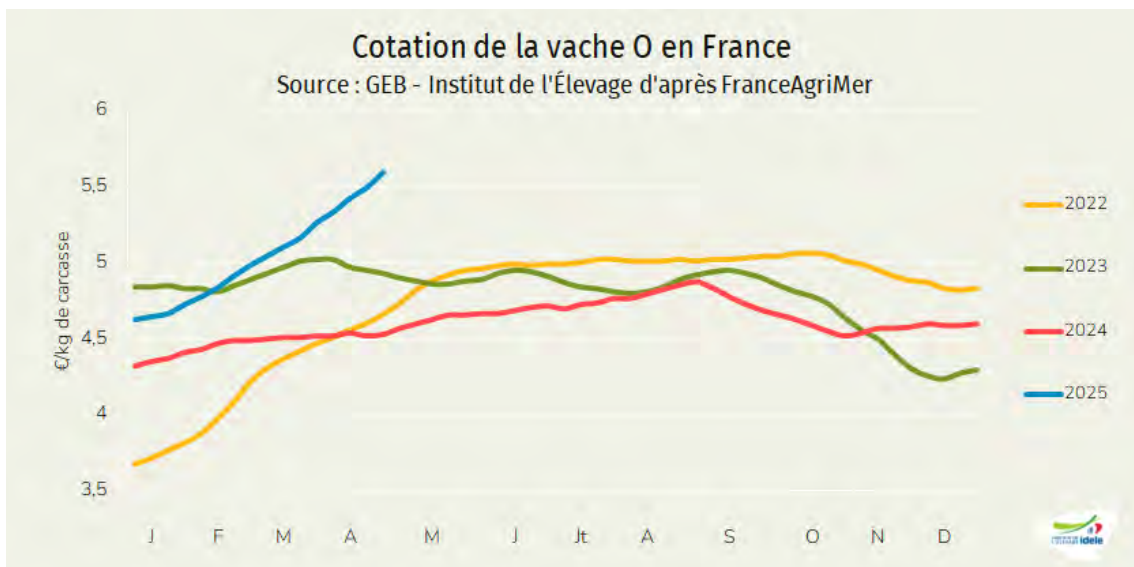
Les cours des vaches de race à viande continuent de progresser, l'offre étant relativement limitée. **La cotation de la vache U standard a atteint 6,64 €/kg de carcasse en semaine 15**, un record historique, avant de redescendre à 6,46 €/kgéc la semaine suivante, se maintenant 9% au-dessus de son niveau de 2024. Elle a gagné 46 centimes depuis le début de l'année.



La cotation de **la vache R** a quant à elle **gagné 53 centimes** depuis le début de l'année, à **6,11 €/kg** de carcasse en semaine 16 (+11% /2024).

Hausse quasi linéaire des prix des réformes laitières

Les cours des vaches laitières enregistrent une hausse ininterrompue et quasiment linéaire. Non seulement **les réformes laitières se font rares** en France, mais la situation est similaire dans les autres États membres, **ce qui fait grimper les prix partout en Europe** (voir notre article sur le marché des réformes en Europe) et réduit la pression de l'import sur les prix français.

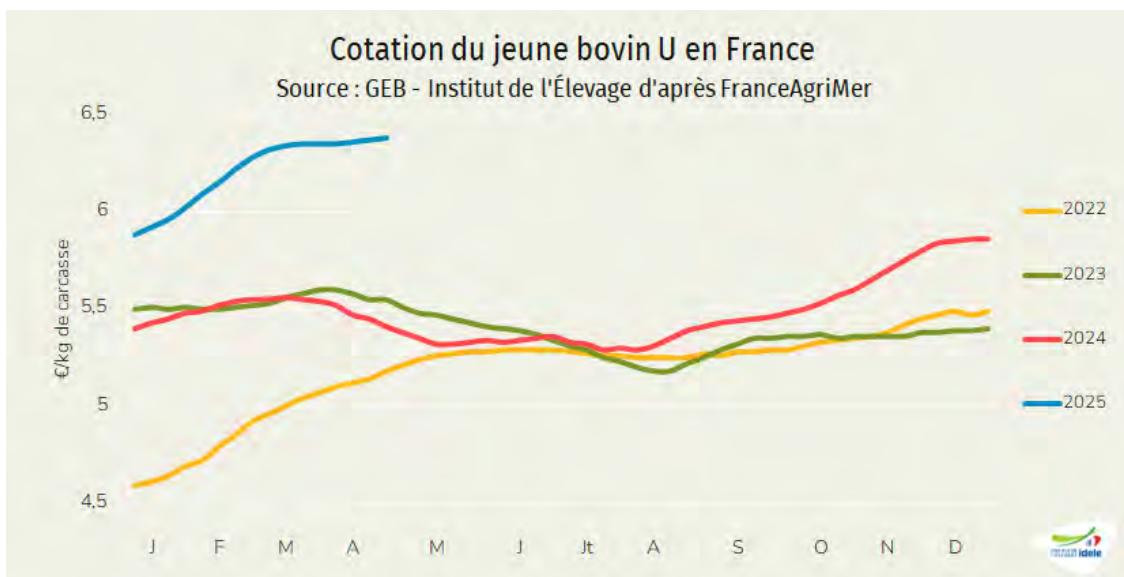


La cotation française de **la vache O** a gagné **1 euro/kg de carcasse** depuis le début de l'année et celle de **la vache P** **1,15 €/kg**, pour atteindre respectivement **5,60 €/kg de carcasse (+24% /2024)** et **5,43 €/kg (+29%)** en semaine 16.

On est toutefois loin des prix atteints par les vaches irlandaises en semaine 15 : **6,88 €/kg de carcasse** pour la vache O et **6,52 €/kg** pour la vache P !

Les prix des JB continuent de gagner quelques centimes chaque semaine

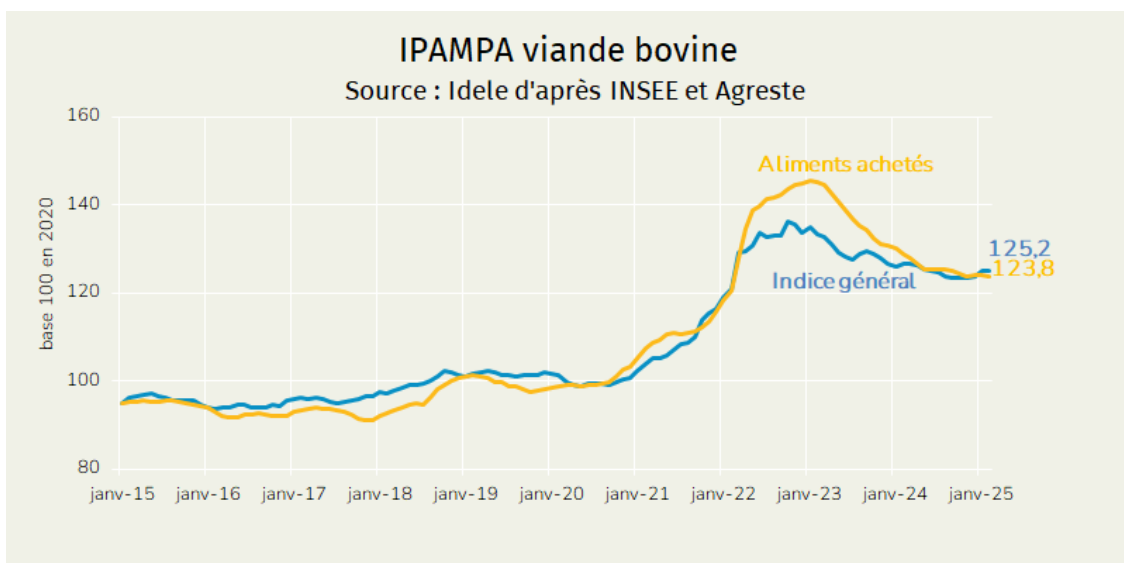
Les cotations françaises des jeunes bovins, qui avait pris du retard par rapport à celles de nos partenaires européens, continuent de gagner quelques centimes chaque semaine. Le contexte européen reste porteur, avec une production européenne de jeunes bovins globalement en baisse face à une demande qui demeure ferme tant en Europe que dans les pays tiers du Maghreb ou des Balkans.



- La cotation française du **jeune bovin U** a gagné 50 centimes depuis le début de l'année pour atteindre **6,38 €/kg de carcasse** en semaine 16 (+18% /2024).
- La même semaine, le **jeune bovin R** cotait **6,21 €/kg** (+19% /2024 et +49 centimes depuis le début de l'année).
- Le **jeune bovin O**, dans le sillage des vaches laitières, poursuit sa hausse (+22 centimes en un mois et +63 centimes depuis le début de l'année), à **5,57 €/kg** en semaine 16 (+18% /2024).

L'IPAMPA stabilisé en février

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) s'est **stabilisé en février** à 125,2. Le repli des postes énergie-lubrifiants et aliments a compensé la hausse des autres postes de charge. Sur un an, l'IPAMPA est en baisse de 1,2%.



Attention, rebasement de l'IPAMPA viande bovine

L'IPAMPA viande bovine a été rebasé. L'indice 100 correspond maintenant à l'année 2020 (contre l'année 2015 précédemment). Par ailleurs, la pondération des différentes charges a très légèrement évolué pour tenir compte de l'évolution constatée dans le RICA (réseau d'information comptable agricole) entre 2015 et 2020. L'indice des aliments achetés a lui aussi légèrement évolué pour tenir compte des changements constatés dans le panier d'aliments (un peu plus de céréales, moins de tourteau de soja et moins d'aliment composé). Pour plus de détail, consulter la page IPAMPA sur le site idele.fr.

Noter par ailleurs que l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations : d'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

Dernière révision le 28 avril 2025

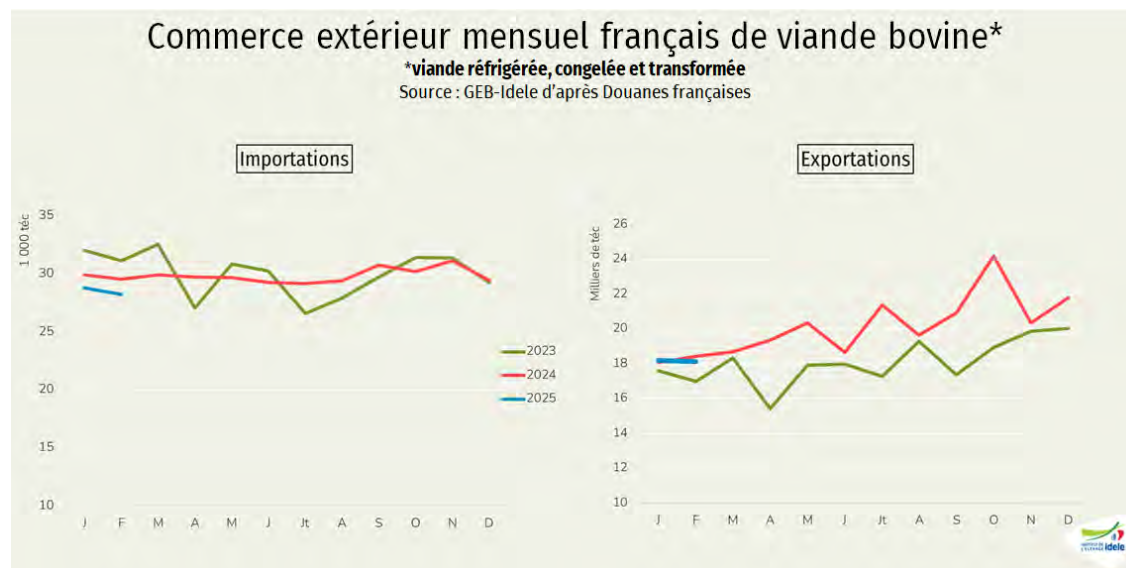
En mars, l'inflation française est restée modérée, comme en février. Nos importations de viande ont reculé en février, notamment des Pays-Bas, où les abattages de veaux ont nettement baissé. Nos exports sont restés équivalents à ceux de 2024, avec une belle progression des envois vers l'Italie, où la baisse de production accroît les besoins à l'import.

Une inflation en dessous de 1% pour le deuxième mois consécutif

L'inflation était toujours ralentie en mars en France : l'évolution de l'indice des prix à la consommation n'était que de +0,8% sur un an, comme le mois passé. Les prix de l'énergie ont reculé (-6,6% en mars après -5,8% sur un an en février) via la baisse du gasoil (-7,8% sur un an après -5,9%) de l'essence (-7,2% après -2,8%) et de l'électricité (-12,8% /mars 2024, grâce à la baisse de 15% du tarif réglementé le 1er février 2025). Le prix des produits manufacturés a légèrement faibli en mars (-0,2% / mars 2024) mais ceux des services progressaient encore (+2,3% sur un an, contre +2,2% un mois plus tôt). Le prix de l'alimentaire progressait peu (+0,6% sur un an, après +0,3%), en particulier pour les produits frais. Le prix des viandes, y compris volaille, reculait de 0,4%, celui du bœuf et du veau progressait de 2,2% sur un an, celui du lait, fromage et œufs s'érodait (-0,8% sur un an, contre -0,9% un mois plus tôt).

En février, moins d'import de viandes bovines depuis les Pays- Bas

En février 2025, les importations sont restées modestes, à 28 000 téc (-4% /2024 comme un mois plus tôt) tandis que **les exportations de viandes bovines ont un peu mieux résisté** (seulement -2% /2024 après +1% un mois plus tôt) à 18 000 téc.



En cumulé sur les deux premiers mois de l'année, nos importations ont reculé de 4% /2024.

Les imports ont notamment reculé depuis notre principal fournisseur, les Pays-Bas, de 13% /2024 (- 1 700 téc) à 12 000 téc. Ces volumes incluent le veau. Or, les abattages de veaux aux Pays-Bas ont reculé de 12% en 3 mois (nov. 2024 à janv. 2025) et notamment de 21% en janvier 2025 (-3 900 téc) ce qui a réduit les exportations vers la France, une des principales destinations du veau néerlandais (voir notre article sur le veau de boucherie).

Dans le même temps, nos imports ont progressé depuis l'Irlande à 10 000 téc (+7% /2024) et la Pologne (+13%, à 6 000 téc). Nos imports en provenance d'Allemagne se sont effrités (-2%) à 4 800 téc et ceux depuis l'Espagne s'écroulent depuis le début de l'année (-25%) à 3 000 téc.

Enfin, nos achats au Royaume-Uni, en partie redirigés ensuite vers d'autres pays de l'UE, ont reculé de 6% /2024 (-500 téc) à 6 700 téc.

Nos expéditions de viande bovine à l'étranger sont restées équivalentes à celles de l'an passé sur les deux premiers mois de l'année. Elles ont progressé vers deux destinations importantes :

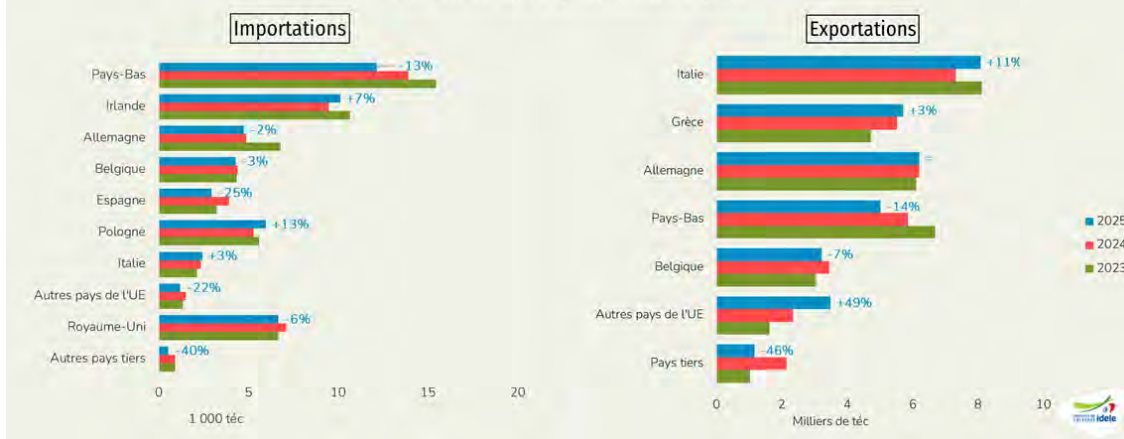
- **vers l'Italie (+11% /2024, à 8 000 téc)** du fait du manque de viande produite de l'autre côté des Alpes lié à la réduction des envois de broutards depuis la France,
- **et vers la Grèce (+3%, à 5 700 téc).**

Nos exportations étaient robustes vers l'Allemagne (= /2024, à 6 200 téc).

Nos exportations vers les Pays-Bas ont par contre nettement reculé, de 14% /2024 (-800 téc) à 5 000 téc, en parallèle du recul de nos achats au Royaume-Uni (-500 téc). Nos envois vers la Belgique ont aussi reculé (-7%, à 3 200 téc).

Commerce extérieur français de viande bovine réfrigérée et congelée en janv.-févr. 2025

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



Attention, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

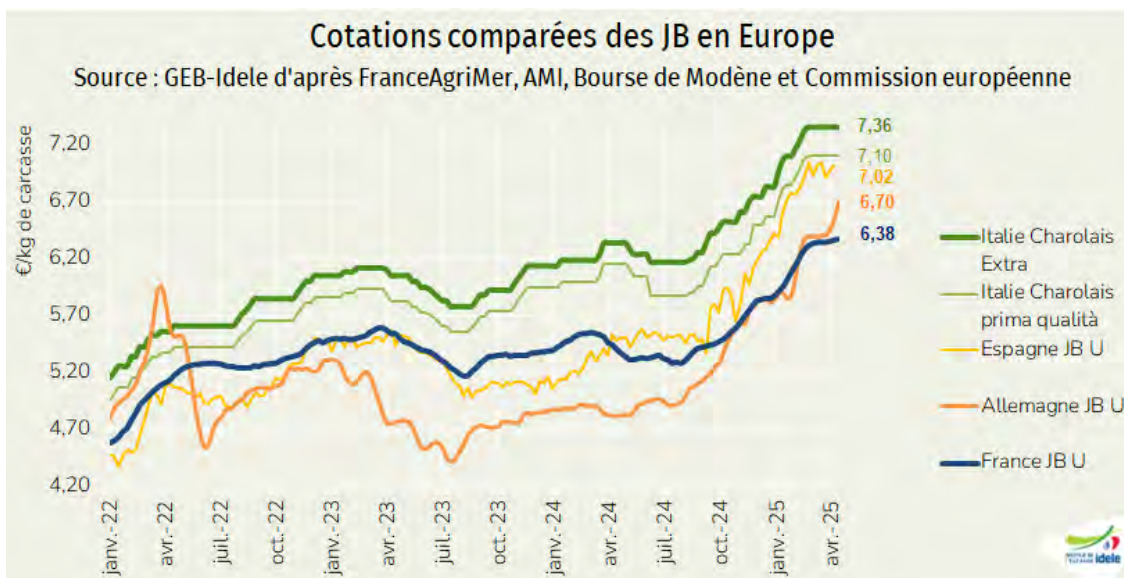
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Un marché européen en manque d'offre

Dernière révision le 28 avril 2025

Le recul de l'offre sur le marché européen, alors que la demande a retrouvé du dynamisme tant dans l'UE que sur les pays tiers, maintient les prix des jeunes bovins finis à de hauts niveaux, voire conduit à une poursuite de la hausse dans certains États membres.

Des cours élevés pour les jeunes bovins finis

Alors qu'à cette saison les années précédentes les prix des jeunes bovins finis avaient déjà enclenché leur baisse saisonnière, **ils se maintiennent cette année à un haut niveau en Italie et en Espagne et continuent de progresser en Allemagne**. La France est à la traîne par rapport aux autres États membre, même si la cotation du jeune bovin U continue de gagner 1 centime par semaine.

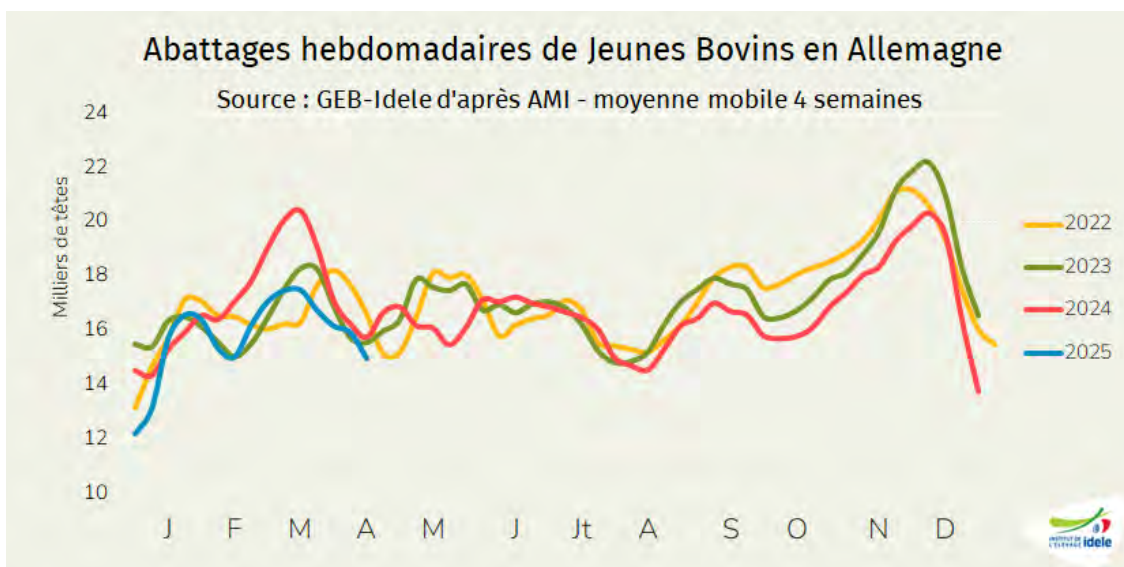


En semaine 16, la cotation du jeune bovin charolais « *prima qualità* » à la bourse de Modène s'était stabilisée à 7,10 €/kg de carcasse (+15% /2024). La cotation allemande atteignait 6,70 €/kg (+39% /2024). Le JB U français cotait quant à lui 6,38 €/kg (+18% /2024).

La cotation du JB U espagnol, arrêtée en semaine 15, atteignait 7,02 €/kg de carcasse (+27% /2024). **En Espagne, la demande du Maghreb et du Liban s'est tassée avec la fin du ramadan**, ce qui a suspendu la hausse des prix. Mais quelques flux vers la Méditerranée persistent ce qui continue de soutenir les cours.

De fortes tensions sur l'offre en Allemagne

L'offre en Allemagne est particulièrement restreinte, en lien avec la baisse du cheptel national et le recul des naissances de veaux, notamment ceux de race *Fleckvieh*, depuis de nombreux mois. **Les abattages de jeunes bovins sont donc en retrait** par rapport aux années précédentes.



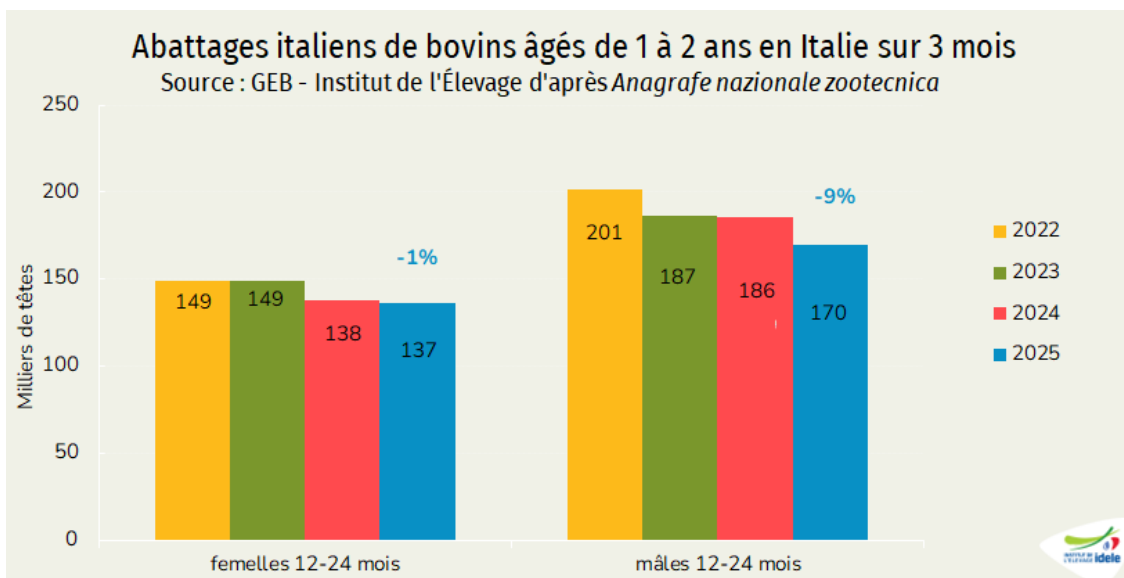
Sur les semaines 13 à 16, les abattages de jeunes bovins étaient en recul de 5% /2024 et de 4% /2023. Rappelons que le **nombre de bovins mâles était en forte baisse** sur un an dans l'enquête cheptel de novembre :

- **-8,3% pour les mâles âgés de 1 à 2 ans**, à 767 000 têtes
- **-3,5% pour les mâles âgés de 8 à 12 mois**, à 375 000 têtes.

Pour les mois qui viennent, les inquiétudes sont toujours vives sur le potentiel de production, la FCO ayant conduit à une réduction des naissances qui n'a pu être quantifiée pour l'instant.

Production en baisse en Italie

En Italie, la baisse des disponibilités en broutards français a réduit les mises à l'engraissement depuis de longs mois. Les sorties de jeunes bovins sont donc limitées et **le premier trimestre 2025 a été particulièrement affecté**.



D'après la base de données nationale d'identification, 169 900 mâles de 1 à 2 ans ont été abattus au 1er trimestre 2025 (-9% /2024 et 2023) ainsi que 137 600 femelles (-1% / 2024 et -8% /2023), soit en tout 306 500 têtes (-5% /2024 et -9% /2023).

Pour rappel, la base de données nationale enregistrait au 31 décembre 2024 une baisse de 4% du nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans par rapport à 2023, à 306 000 têtes. La baisse était encore plus forte pour les mâles âgés de 6 à 12 mois : -7% à 299 000 têtes.

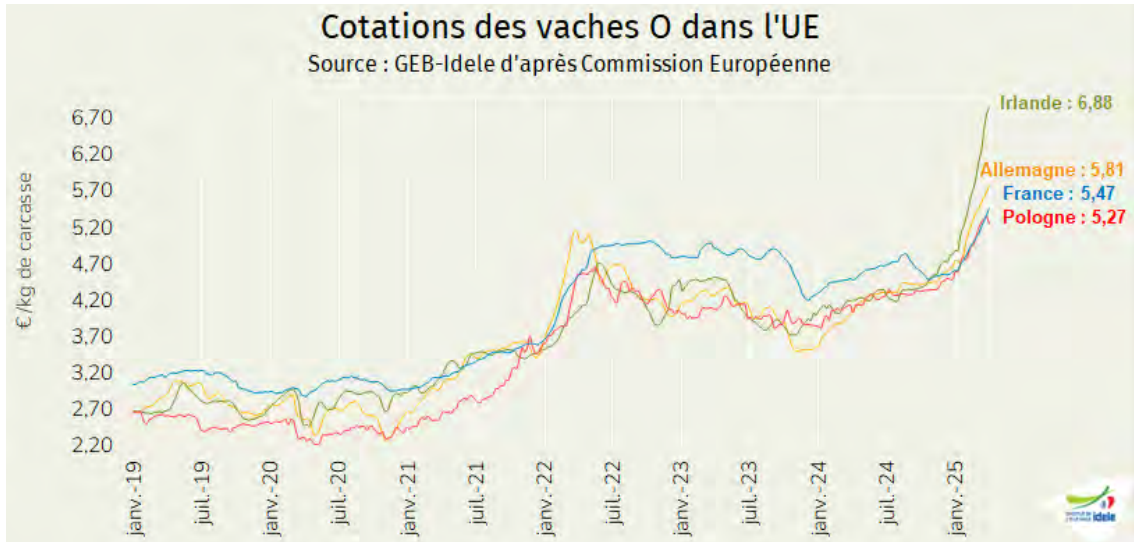
La hausse du prix des vaches laitières se poursuit en UE

Dernière révision le 28 avril 2025

Les prix des vaches laitières continuent de grimper, en raison du manque global de disponibilité en viande bovine au sein de l'UE.

Le cours des vaches O toujours en hausse

Les cours des vaches laitières de réformes ont poursuivi la hausse entamée cet hiver du fait du recul du cheptel et du prix du lait plutôt incitatif, réduisant les réformes.

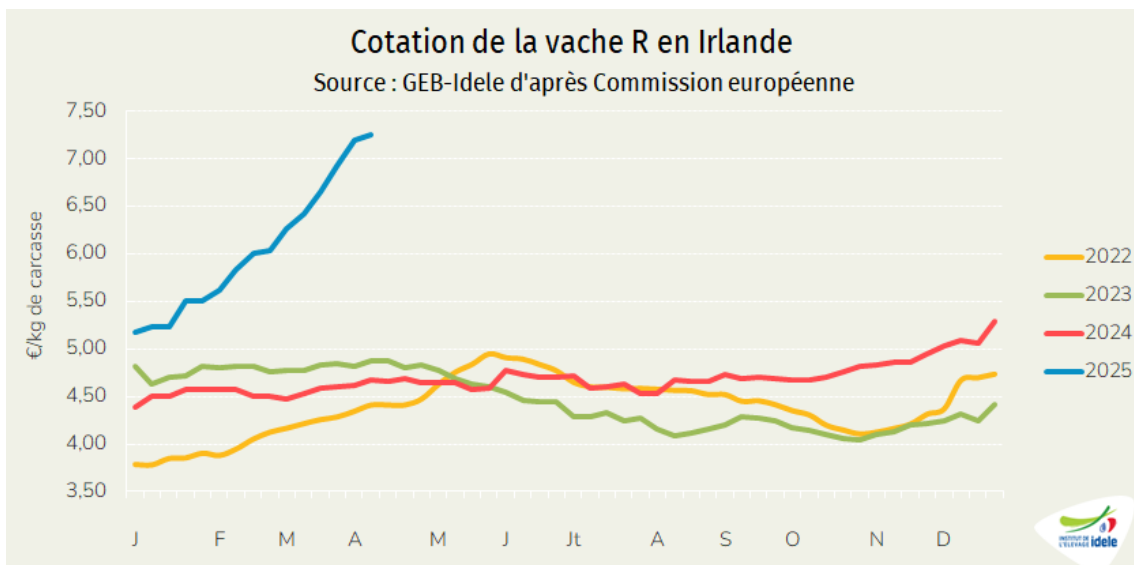


En semaine 15, les cotations sont en forte hausse : +74 centimes en quatre semaines en Irlande, +30 cts aux Pays-Bas, +32 cts en Allemagne, +33 cts en France et encore +5 cts en Pologne. Comparées à l'année dernière à même époque, les hausses sont toujours frappantes : +63% en Irlande, +41% aux Pays-Bas, +42% en Allemagne, +22% en France et +30% en Pologne. La cotation irlandaise poursuit son envolée en atteignant un nouveau record : 6,88 €/kg de carcasse en semaine 15.

IRLANDE : Le prix de la vache irlandaise toujours boosté

Le cours de la vache O progresse encore, les abatteurs irlandais cherchant toujours tous types de bovins, du fait de l'offre restreinte et des besoins en viande en Europe. **Après la Saint Patrick mi-mars, les prix ont donc poursuivi leur hausse en avril.**

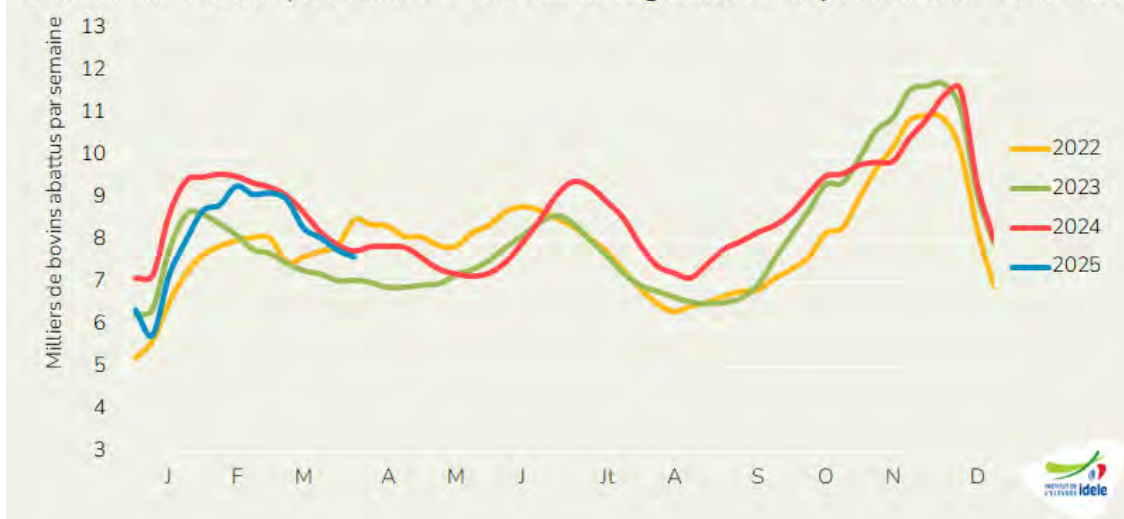
La vache O a ainsi pris 74 centimes en quatre semaines, atteignant 6,88 €/kg de carcasse en semaine 15, prix jamais égalé (+63% /2024). La vache R a suivi la même évolution spectaculaire, engrangeant 82 cts en quatre semaines, à 7,25 €/kg de carcasse (+55% /2024) et la génisse R a gagné 81 cts sur la même période, à 7,76 €/kg (+49% /2024).



Côté abattages, après un début d'année ralenti, le rythme s'est accéléré en mars-avril. **Entre les semaines 12 et 15, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches avaient presque retrouvé le rythme très soutenu de l'année dernière à même époque (-2% /2024).**

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

Source : GEB-Idele d'après ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



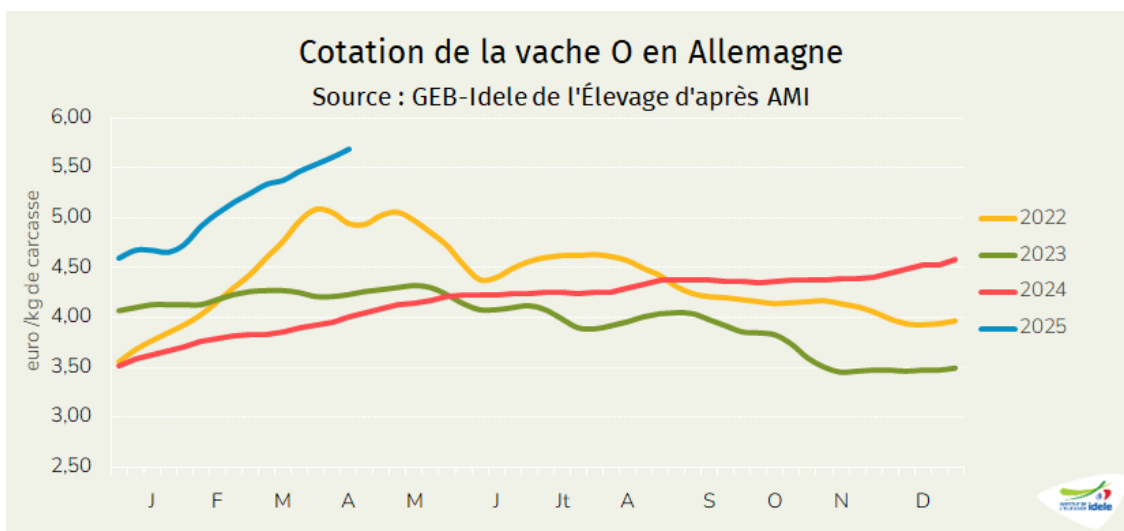
L'AIM (agence d'identification animale irlandaise) vient de publier les chiffres du cheptel irlandais au 1er mars 2025. Selon l'article du *Irish Farmer's Journal* le nombre de vaches laitières irlandaises est en net recul de 49 000 têtes (-3%) comparé à mars 2024, contre 2% de recul en décembre 2024, 3 mois plus tôt. Selon l'article, il y aura donc moins de production de viande en Irlande dans les années à venir.

Les génisses laitières ayant vêlé entre janvier et mars ont reculé de 10% comparé à 2024, les naissances de femelles laitières pures ou croisées lait-lait ont baissé également de 12%. La baisse drastique de naissances laitières est liée :

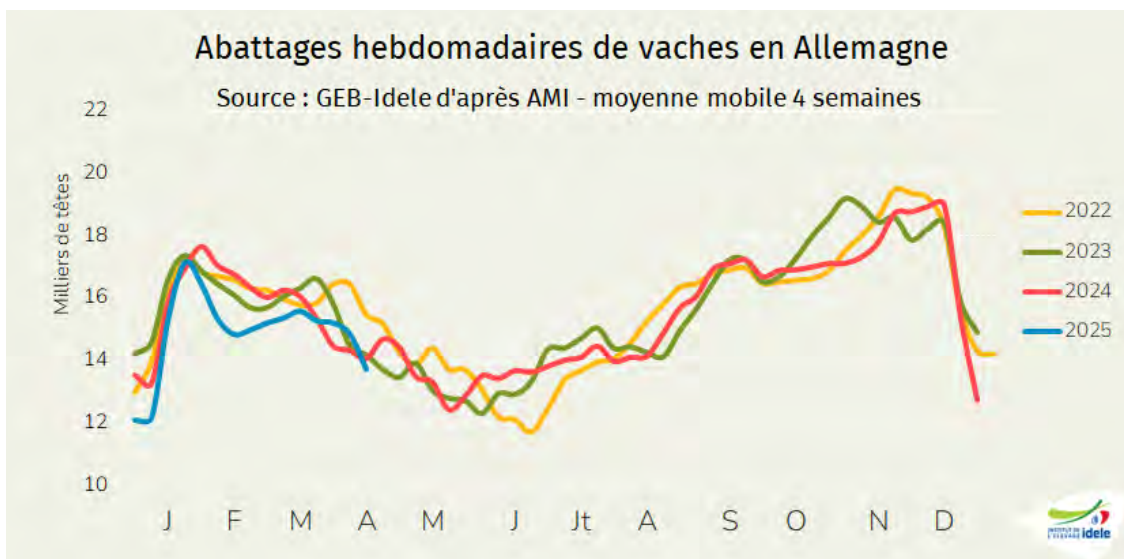
- à la baisse du cheptel laitier,
- à la hausse du croisement viande,
- à la réduction du nombre de génisses destinées au renouvellement,
- et aux craintes sur la fin de la dérogation à la directive Nitrates en 2026 sur l'île, décision que le gouvernement tente toujours de contrecarrer auprès de la Commission.

ALLEMAGNE : les prix toujours en hausse, faute d'offre

Outre-Rhin, le nombre de réformes est insuffisant pour couvrir la demande des abattoirs. La vache O allemande a donc grimpé à 5,69 €/kg de carcasse en semaine 15, +31 centimes en quatre semaines, largement au-dessus de sa valeur 2024 (+42%).

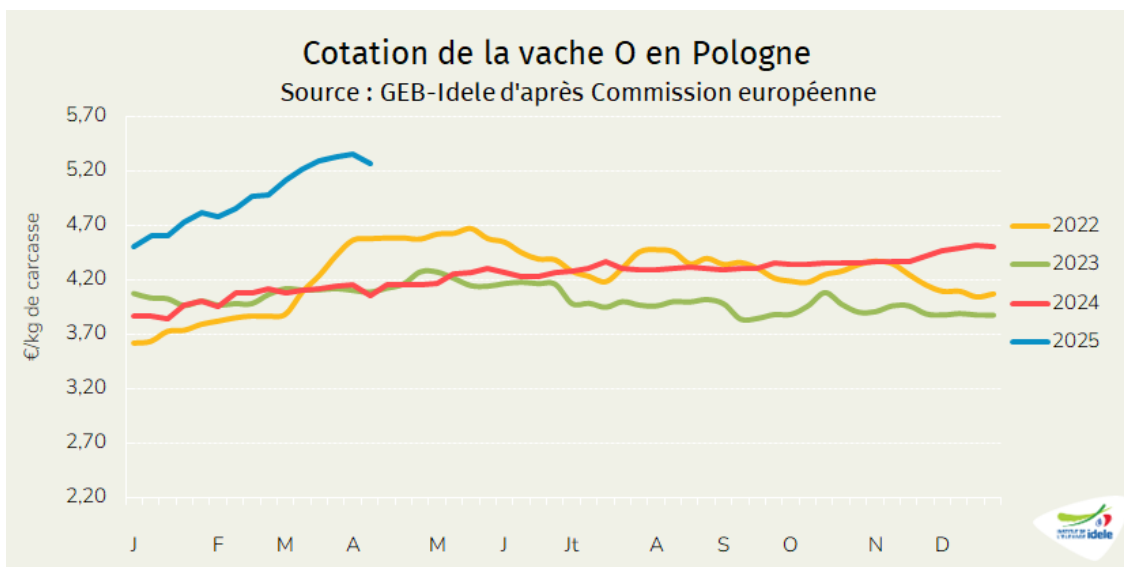


Le bon prix du lait jusqu'en mars et la réduction du cheptel de vaches laitières au 1er décembre ont incité les éleveurs à conserver leurs productrices et réduit les abattages en février-mars. Les abattages reculaient encore entre les semaines 13 et 16 (-2% /2024). Les experts d'AMI projettent une baisse globale de la production de viande bovine dans les prochains mois en Allemagne, du fait du recul du cheptel.



POLOGNE : la cotation de la vache O marque une pause

En Pologne, les prix des vaches ont augmenté depuis le début de l'année, notamment avec la bonne demande en UE pour de la viande de transformation. **Cependant en semaine 15, le prix de la vache O polonaise a perdu quelques centimes, partiellement du fait d'un effritement du Zloty face à l'Euro au cours de la semaine.** Le cours s'est établi à 5,27 €/kg de carcasse (+30% /2024 et +1% en un mois). La vache O française est ainsi passée devant la polonaise.



Viandes bovines » Maigre »

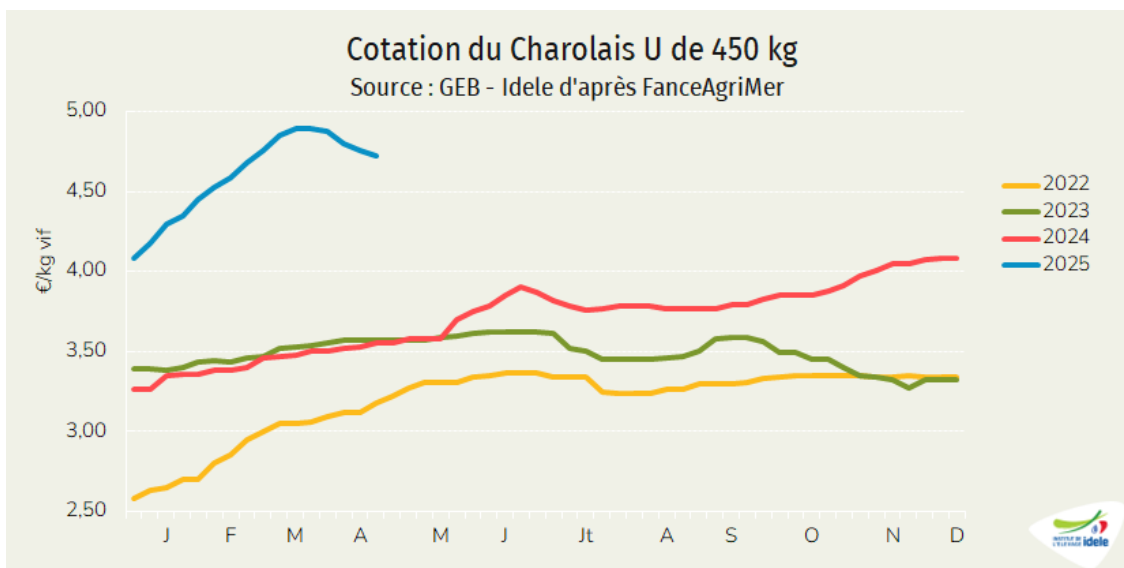
Fléchissement des cours des animaux lourds

Dernière révision le 25 avril 2025

L'offre plus abondante au printemps conduit à une baisse des cours des broutards lourds. Les prix des animaux plus légers et des femelles poursuivent leur hausse.

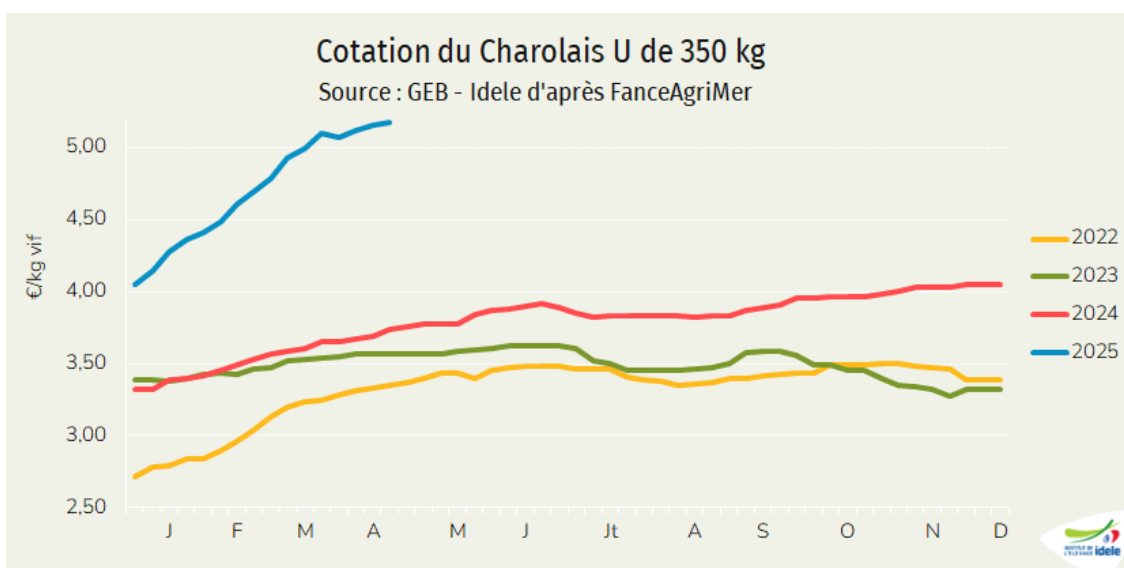
Évolution contrastée des cotations

Après une hausse ininterrompue depuis l'automne, les cours des broutards charolais lourds ont reculé en avril, sous l'effet d'une offre renforcée par les ventes de broutards alourdis à l'étable durant l'hiver.



Après un pic en semaine 12 à 4,88 €/kg vif, les **Charolais U de 450 kg** ont ainsi reflué à 4,76 €/kg vif en semaine 16, un niveau cependant supérieur de 33% à l'année précédente. Les femelles charolaises suivaient une tendance similaire, à 4,47 €/kg vif pour la **Charolaise U de 270 kg** en semaine 16 (-16 cts en quatre semaines).

À l'inverse, les cours des catégories plus légères et des femelles poursuivaient leur hausse, l'offre dans ces gammes de poids étant restreinte du fait de la forte baisse automnale des naissances.

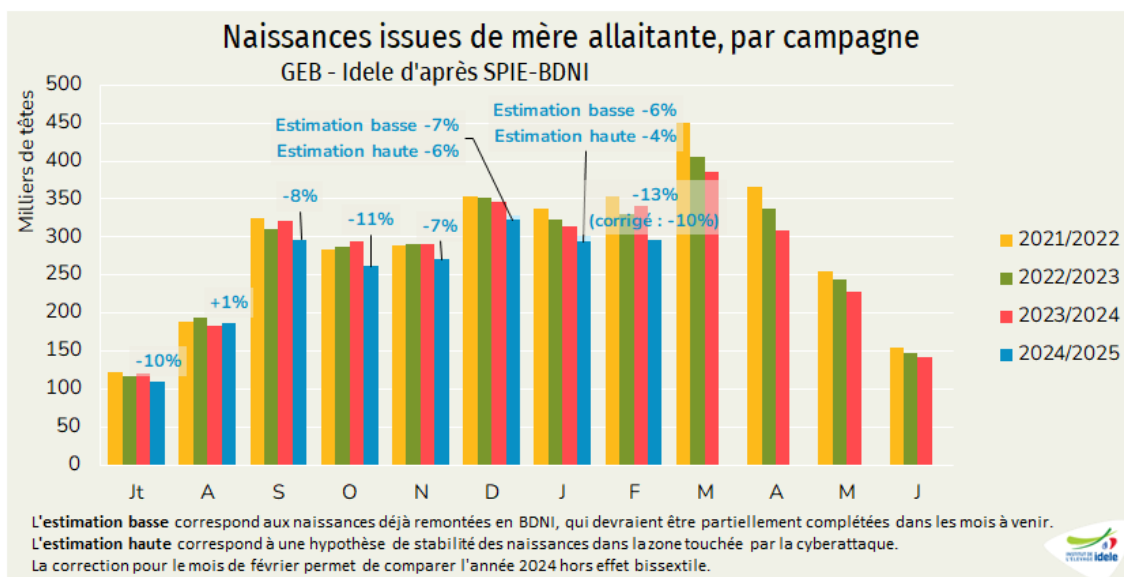


En semaine 16 :

- Le **Charolais U de 350 kg** cotait 5,18 €/kg vif (+39% ou +1,44 €/2024)
- Le **Limousin E de 350 kg** cotait 5,05 €/kg vif (+28% /2024),
- Le **Croisé R de 300 kg** cotait 4,75 €/kg vif (+38% /2024),
- La **Limousine E de 270 kg** cotait 4,75 €/kg vif (+32% /2024).

Fort recul des naissances en février

L'attaque informatique sur l'ARSOE de Soual, qui représente environ un quart des naissances allaitantes, complique toujours l'interprétation des données de la BDNI pour décembre 2024 et janvier 2025. Cependant, les remontées récentes nous permettent d'estimer l'évolution des naissances allaitantes pour ces mois.



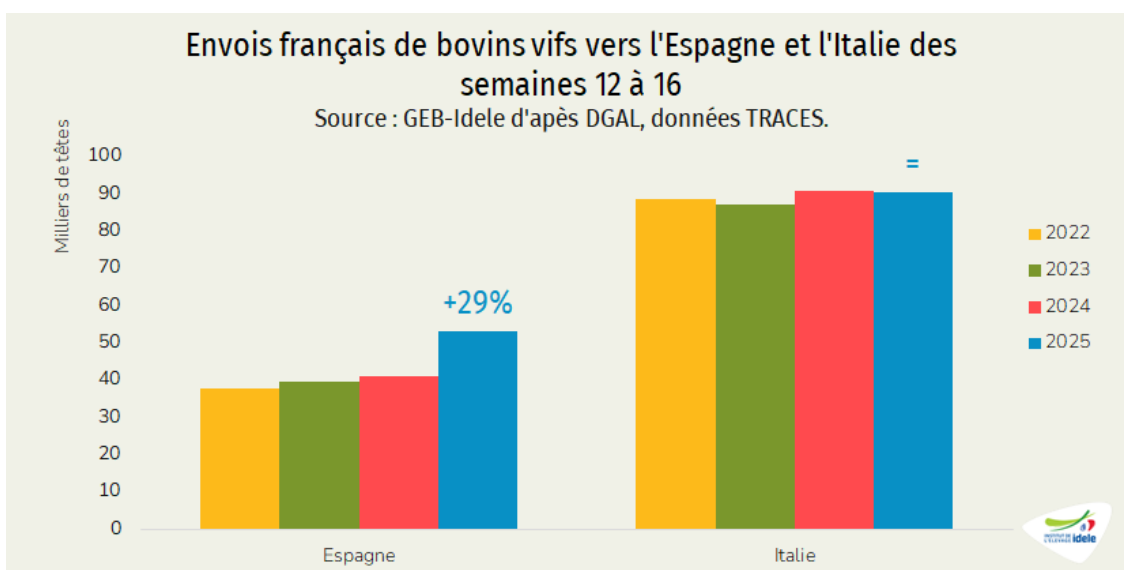
Après un fort recul automnal des naissances en lien avec le contexte sanitaire, les vêlages de vaches allaitantes étaient en forte baisse de 10% en février (valeur corrigée de l'effet bissextile de 2024).

Assouplissement des conditions sanitaires pour l'export vers l'Italie

Dans la foulée des annonces espagnoles en mars, l'Italie a levé l'obligation de vaccin et de test PCR pour les sérotypes de la FCO présents sur son territoire (FCO 3, 4 et 8). Cela concerne toute l'Italie à l'exception des zones indemnes (province de Bolzano et région autonome du Frioul-Vénétie julienne). En pratique, les animaux français peuvent donc voyager sans restriction vis-à-vis de la FCO vers l'Italie. Les protocoles sanitaires restent cependant en vigueur pour ce qui concerne la MHE.

L'Espagne toujours aux achats

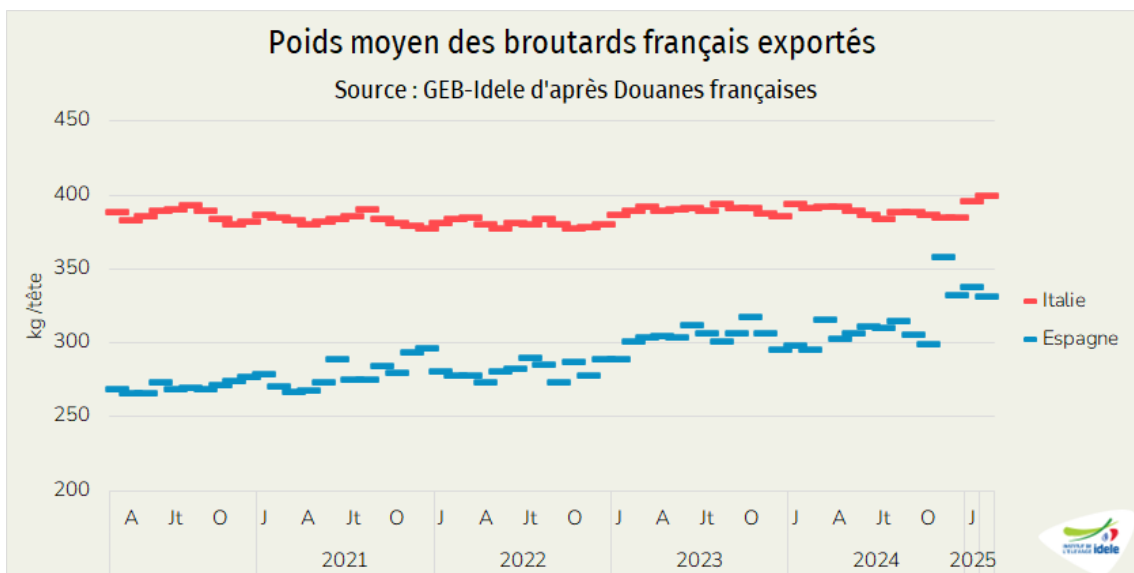
Les envois de bovins vifs vers l'Espagne sont restés très dynamiques depuis le début de l'année, au détriment notamment des exportations vers l'Italie.



Sur les cinq dernières semaines, 53 000 bovins ont été expédiés vers l'Espagne, en forte progression sur un an (+29% /2024) dans la lignée des derniers mois. En début d'année, ces envois s'étaient faits au détriment de l'Italie. Il semble que ce ne soit plus le cas : malgré la semaine pascale, qui peut perturber les mouvements transalpins d'animaux, les exportations vers l'Italie étaient stables sur un an sur les cinq dernières semaines.

En début d'année, les exportations vers l'Espagne de broutards lourds ont fortement progressé (x2,8 /2024 pour les mâles de plus de 300 kg sur janvier-février), au détriment notamment des exportations de veaux (voir notre article dédié aux veaux laitiers). La poursuite de cette tendance sera confirmée ou infirmée dans les mois à venir, à mesure de la publication des données des douanes.

La réorientation des achats espagnols vers des animaux plus lourds est bien visible à travers les poids des broutards et broutardes français exportés (codes douanes 01022949, 01022959 et 01022999).



Depuis novembre, les broutards exportés vers l'Espagne sont ainsi de 35 à 50 kg plus lourds que les références historiques. Cette augmentation se retrouve dans une moindre mesure pour les animaux maigres exportés vers l'Italie (+5 à +10 kg /2024).

Cette situation a amplifié la pénurie de broutards lourds, traditionnellement destinés à l'Italie, et a conduit à la tension observée sur les marchés jusqu'en mars.

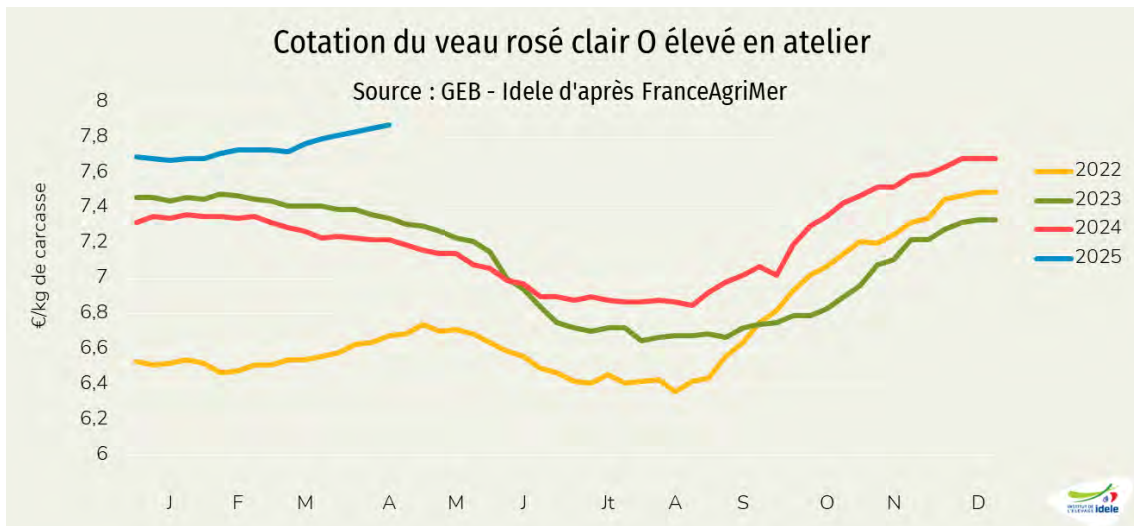
Viandes bovines » Veaux de boucherie » Une baisse des abattages qui soutient les cours

Dernière révision le 28 avril 2025

La réduction de l'offre en France et aux Pays-Bas vient soutenir les cours des veaux de boucherie, qui poursuivent leur hausse.

Des cours en progression depuis fin 2024

Les cours des veaux de boucherie **ont poursuivi leur progression en mars**, creusant l'écart avec leurs niveaux de 2024.



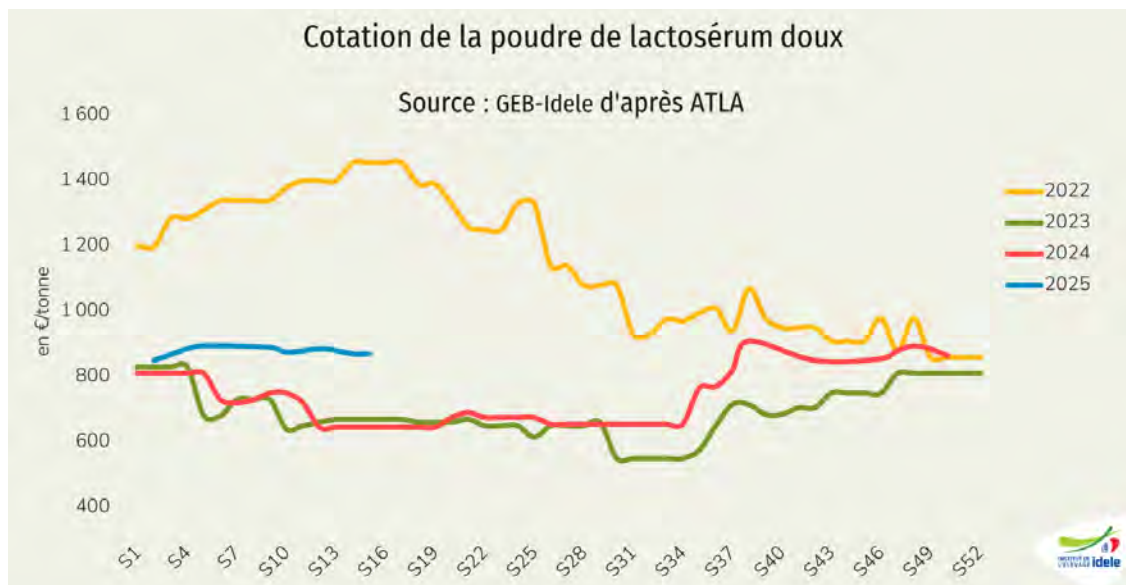
En semaine 16 :

- Le **veau rosé clair R élevé en atelier** cotait **7,87 €/kgéc**, en hausse de 8 cts sur quatre semaines, soit +65 cts /2024 (+9%).
- Le **veau rosé clair O élevé en atelier** était à **8,09 €/kgéc**, soit +8 cts en quatre semaines et +65 cts /2024 (+9%).
- Le **veau rosé clair U élevé au pis** s'est établi à **10,37 €/kgéc**, en hausse de 77 cts /2024 (+8%).

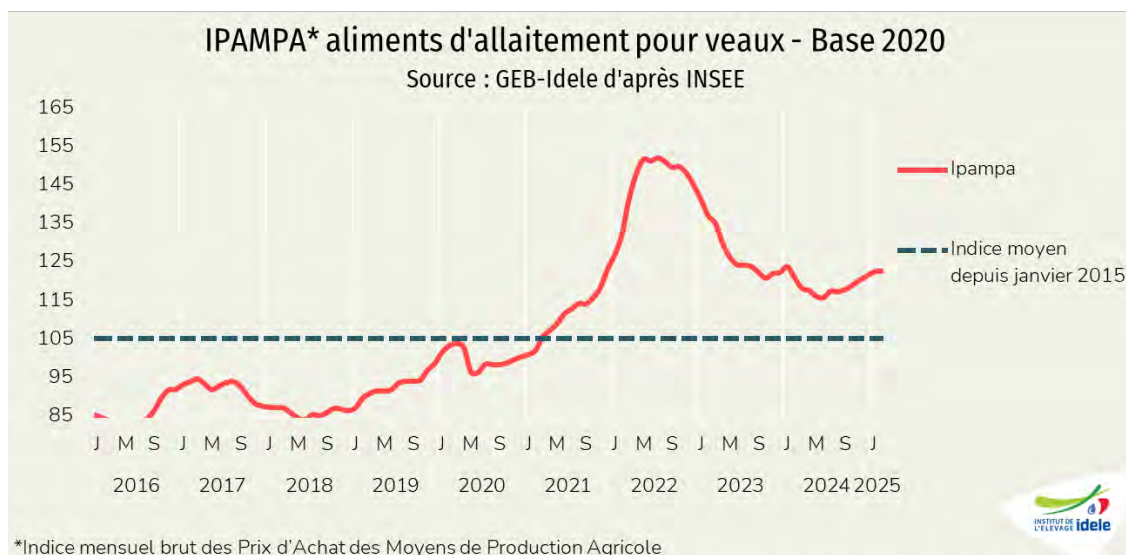
Aliments et de l'énergie : des cours relativement stables

Les prix des aliments pour veaux sont relativement stables depuis le début de l'année.

La poudre de lait maigre atteignait 2 410 €/t en semaine 16, stable par rapport à 2024 .Le lactosérum doux était à 870 €/t en semaine 15, se maintenant au-dessus des chiffres de l'année dernière de +35% /2024.



L'IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux s'élevait à 122,8 points en février, soit -1% /2024. L'IPAMPA autres aliments pour veaux est resté stable sur un mois, à -5% /2024.



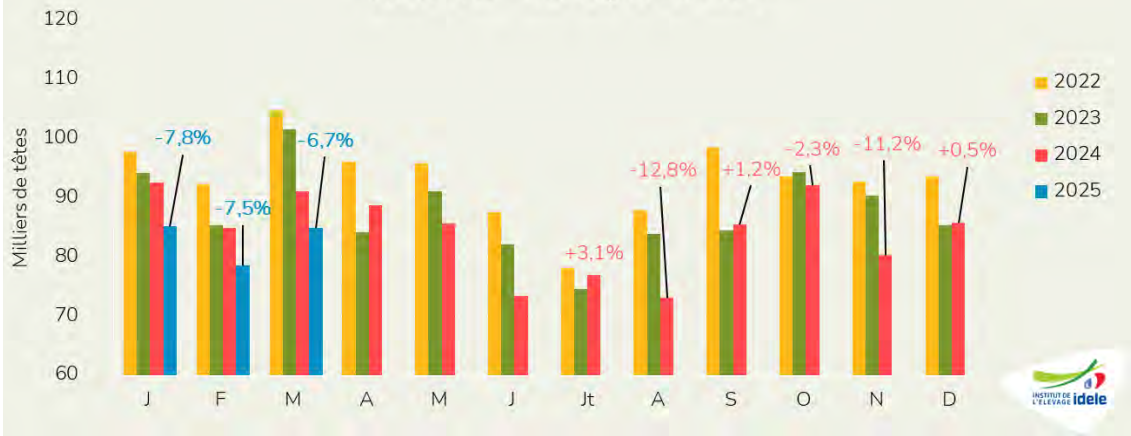
En février, le prix du propane affichait lui aussi une grande stabilité sur un mois (+0,1% par rapport à janvier). Son indice était à 143,1, il restait en légère hausse de 0,7% par rapport à 2024.

Recul des abattages en France au 1^{er} trimestre

En mars, **85 000 veaux ont été abattus, soit -6,7% /2024** (-6 000 têtes). Sur les 3 premiers mois de 2025, le total était lui aussi en repli (-20 000 /2024, soit -7,3%) avec 249 000 veaux abattus. La production atteignait 36 000 téc en cumul sur le 1^{er} trimestre (-6,5% /2024).

Abattages bruts de veaux (têtes)

Source : GEB - Idele d'après Normabev



Le poids carcasse moyen en mars était de 145,8 kgéc (+2,0 kg /2024) et l'âge à l'abattage était en légère hausse à 186,4 jours. Ces deux indicateurs peuvent laisser penser que les veaux sont gardés en atelier plus longtemps, afin de les alourdir, dans une période de manque d'animaux.

Poids carcasse moyen des veaux

Source : GEB - Idele d'après Normabev

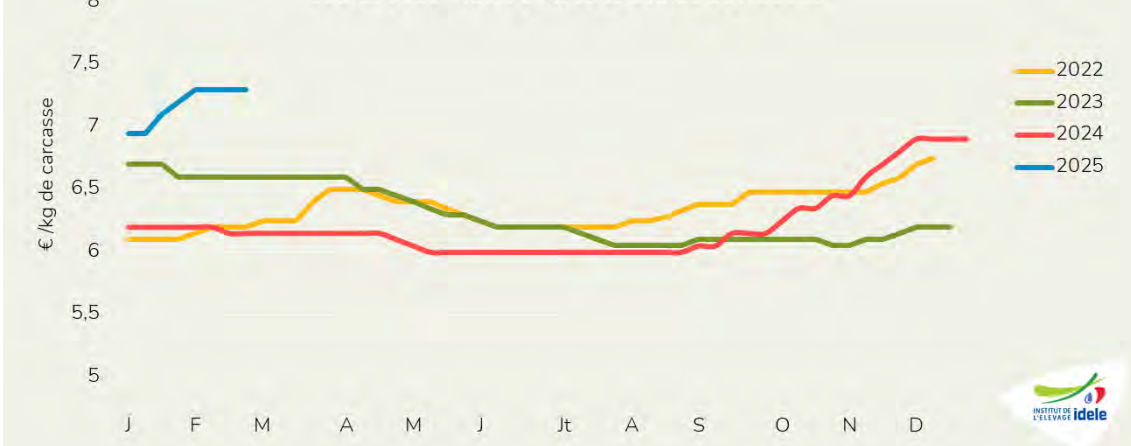


La progression des cours aux Pays-Bas se poursuit

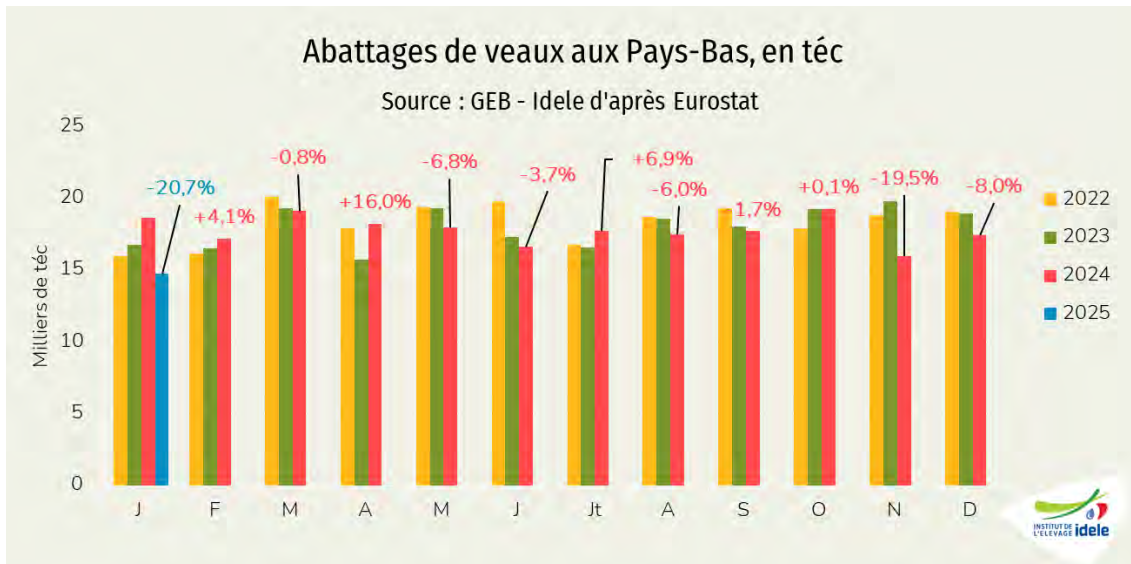
En semaine 15, le veau de boucherie pie-noir néerlandais cotait 7,20 €/kgéc, en hausse de +65 cts /2024 (+9%).

Cotation du veau de boucherie en Italie

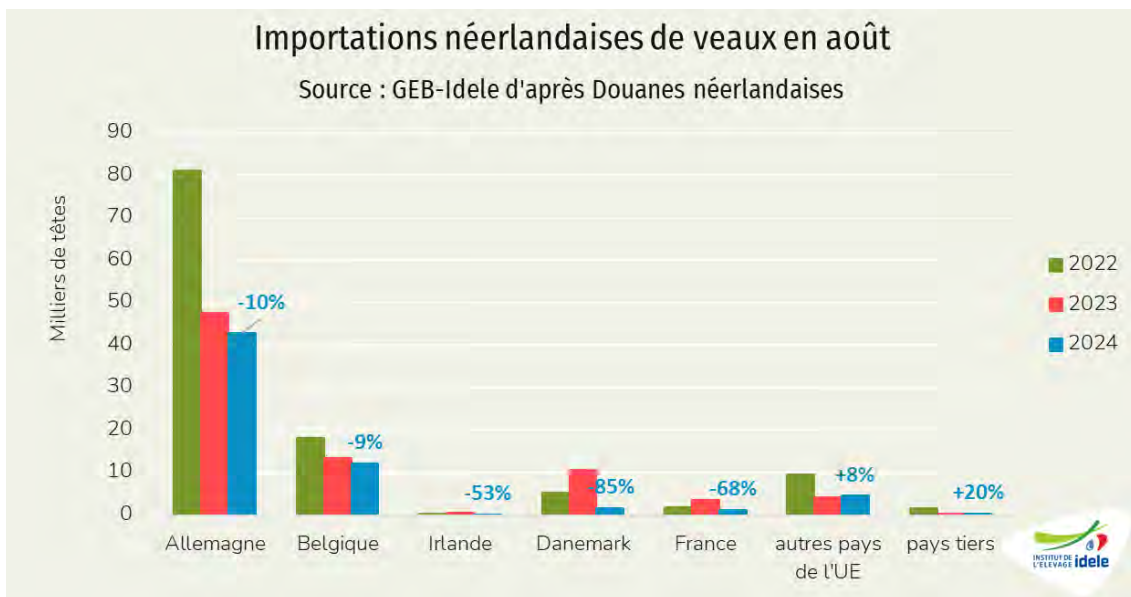
Source : GEB - Idele d'après la bourse de Modène



Dans la même dynamique que les mois précédents, la production néerlandaise est en recul, ce qui contribue à la hausse des prix du veau local. Les abattages néerlandais en janvier ont chuté à 98 000 têtes (-19,5% /2024) contrastant avec un mois de janvier 2024 très productif. La baisse était encore plus forte en tonnage, atteignant 20,7%, à 15 000 téc.



La réduction des abattages aux Pays-Bas est à mettre en lien avec la baisse notable des importations de veaux depuis les pays voisins. Sur la période de juin-août 2024 les Pays-Bas ont en effet importé 65 000 jeunes veaux de moins qu'en 2023. Le pays a importé moins d'animaux d'Allemagne, de Belgique et du Danemark notamment. Ceci a conduit à une baisse des mises en place qui s'est répercutée sur les sorties de veaux de boucherie entre novembre 2024 et janvier 2025, lesquelles ont accusé un recul de 44 000 têtes par rapport à 2023/2024.



Viandes bovines » Veaux laitiers »

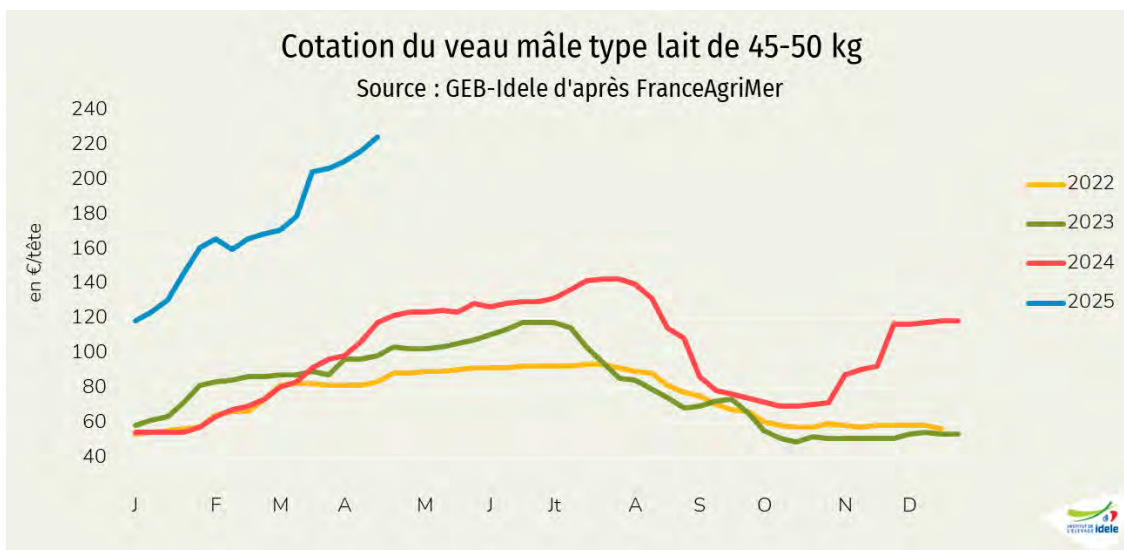
Les cours des veaux en croissance continue

Dernière révision le 25 avril 2025

Les prix des jeunes veaux laitiers sont toujours en forte hausse et atteignent des niveaux records. En cause : l'offre toujours insuffisante sous l'effet de la décapitalisation laitière et de la baisse de fertilité liée au contexte sanitaire.

Poursuite de la hausse des cours en France

Les cours des veaux laitiers ont poursuivi leur ascension en mars, le **manque d'animaux** mettant le marché sous tension.

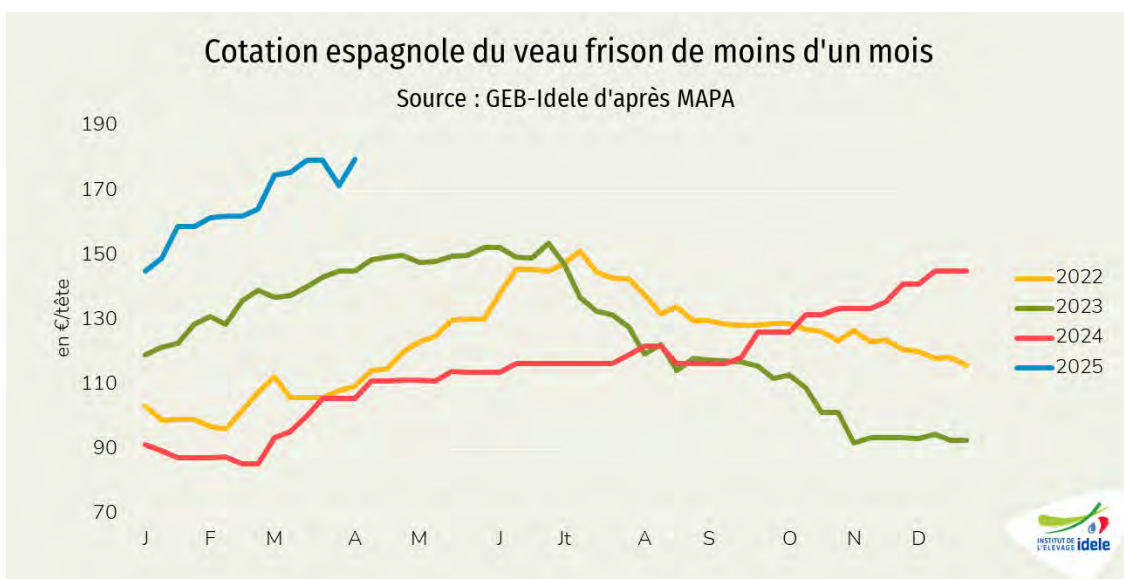


En semaine 16, les prix ont repris de plus belle leur progression, atteignant des niveaux largement supérieurs à ceux des années précédentes :

- Les veaux mâles laitiers de 45 à 50 kg cotaient à **225 €/tête**, soit 107 € de plus qu'en 2024,
- Les veaux mâles laitiers de 50 à 55 kg cotaient **256 €/tête**, soit 117 € de plus que l'année précédente,
- Les veaux mâles de type viande (de races mixtes, croisés et allaitants) cotaient **392 €/tête** (+120 € /2023).

Le prix des veaux espagnols poursuit également sa croissance

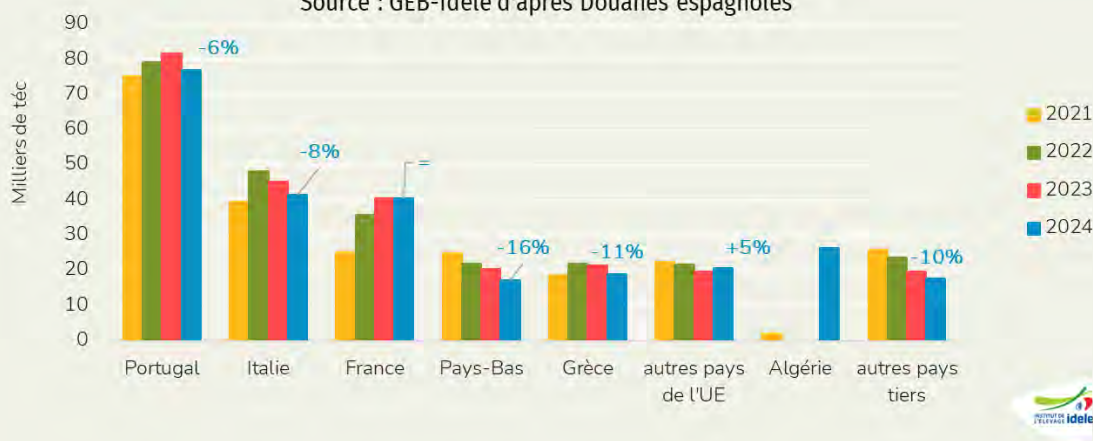
Comme en France, les cours des veaux laitiers espagnols ont poursuivi leur hausse entamée à l'automne.



Ainsi, en semaine 14, **le veau frison espagnol cotait 180 €/tête**, un niveau fort supérieur aux deux années précédentes : les prix ont été multipliés par 1,7 en comparaison à 2024 (+74 €/2024, +34 €/2023). Les prix de ces jeunes veaux sont particulièrement élevés à cause de la raréfaction de l'offre en Europe et de la forte demande des engraisseurs espagnols. La viande bovine espagnole s'est fortement exportée en 2024 : +5% à 261 000 téc sur l'année d'après les douanes. Les envois vers l'Algérie ont notamment atteint 27 000 téc en 2024.

Exportations espagnoles de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée entre janvier et décembre (12 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes espagnoles

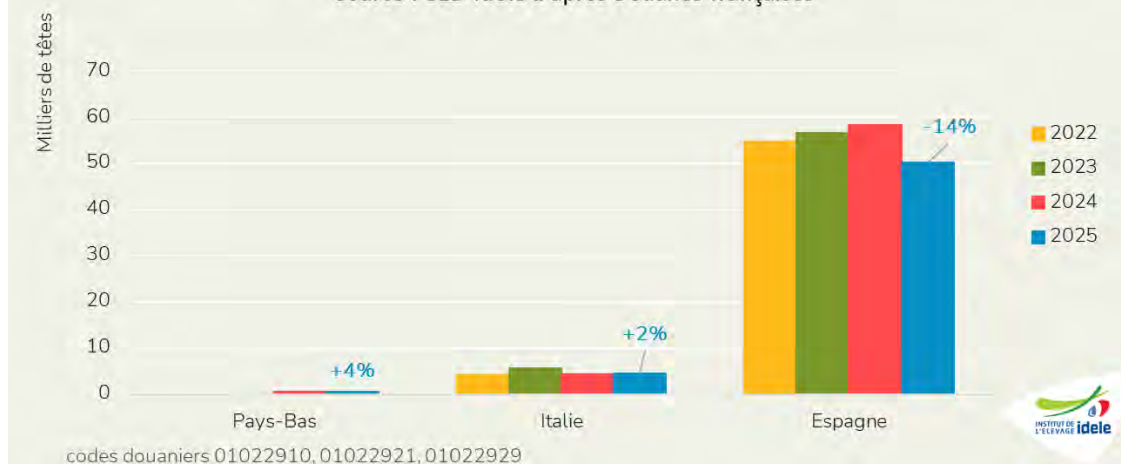


Baisse des envois de veaux français vers l'Espagne

Faute de disponibilités et dans un contexte de prix très élevés en France, **les exportations de veaux étaient en fort recul ce début d'année 2025**, notamment vers l'Espagne.

Exportations françaises de veaux <160 kg entre janvier et février (2 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



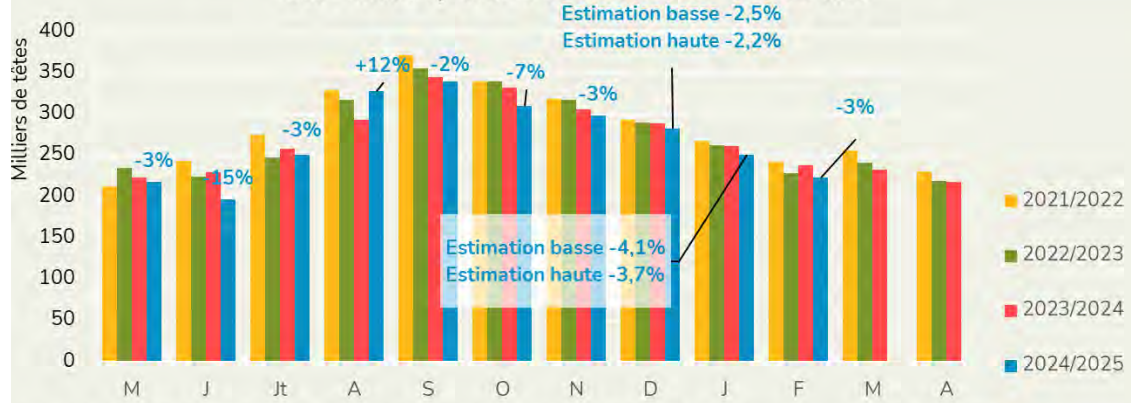
D'après les Douanes, 50 000 veaux ont été exportés vers la péninsule ibérique entre janvier et février 2025, en recul de 14% par rapport aux chiffres de 2024, soit -8 000 têtes. Dans le même temps les envois étaient en légère hausse vers l'Italie (+2% /2024), bien que cette destination reste secondaire en comparaison à l'Espagne.

Naissances en baisse en février

À la suite d'une année 2024 en baisse sous l'**effet conjoint de la décapitalisation et de la FCO-3**, les naissances de veaux laitiers étaient également en net recul en ce début 2025.

Naissances issues de mère laitières, par campagne

GEB - Idele d'après SPIE-BDNI - extraction 1er mars 2025



L'**estimation basse** correspond aux naissances déjà remontées en BDNI, qui devraient être partiellement complétées dans les mois à venir.
L'**estimation haute** correspond à une hypothèse de stabilité des naissances dans la zone touchée par la cyberattaque.



En février, 224 000 veaux sont nés, soit 6% de moins qu'en 2024. Toutefois, février 2024 comptait 29 jours. Si on rapporte les naissances de février 2024 à 28 jours, la baisse de naissances en février 2025 se limite à 3% (ou -7 000 têtes).

Les annonces douanières de Trump : une menace pour l'équilibre des marchés laitiers ?

Dernière révision le 28 avril 2025

Lait de vache » Collecte laitière »

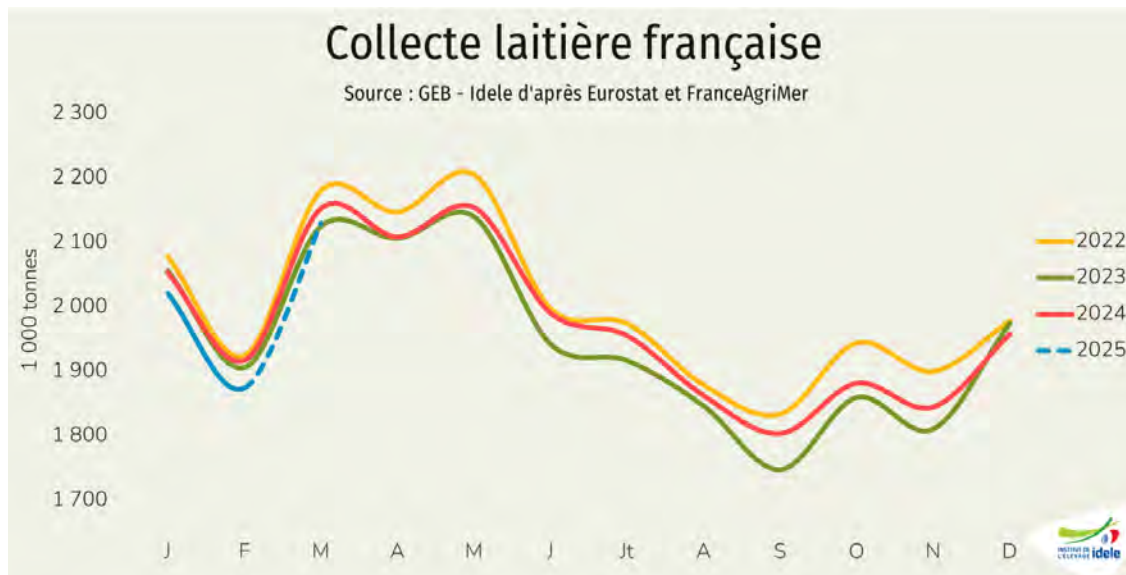
Une collecte laitière à deux vitesses

Dernière révision le 28 avril 2025

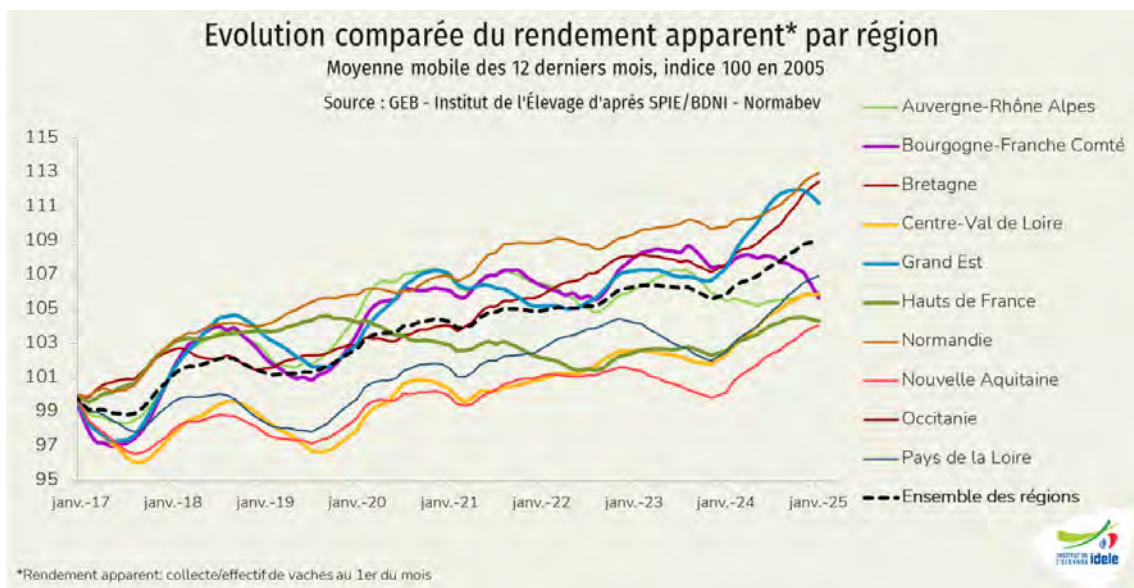
La collecte laitière française demeure fragilisée par les effets persistants de la FCO dans le Nord et l'Est. En parallèle, le maintien d'un prix incitatif et des conditions de pâturage favorables soutiennent la production dans les autres régions.

Signaux contrastés pour la collecte laitière

En février 2025, la collecte laitière française a reculé de 2,3% /février 2024, poursuivant sa baisse amorcée depuis décembre dernier. D'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, ce repli devrait se poursuivre en mars mais de manière plus modérée (-1% /2024).



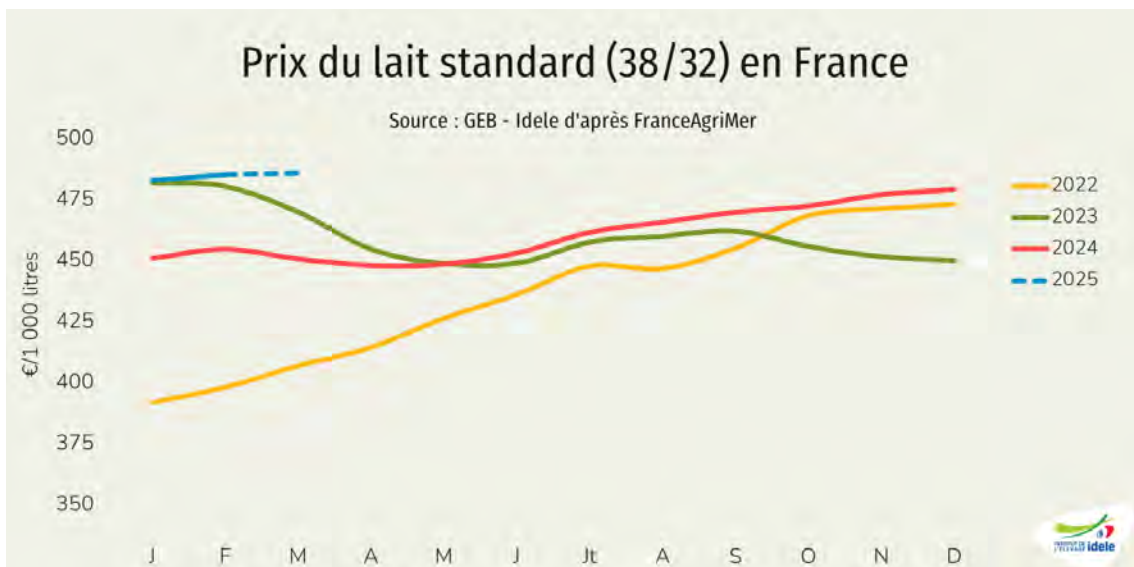
Depuis la fin septembre, **le Nord et l'Est de la France sont particulièrement touchés par la FCO**. Cette crise sanitaire perturbe directement le cheptel et son renouvellement, en générant des problèmes de fécondité, d'avortement et de mortalité, susceptibles d'avoir des répercussions à long terme. Mais elle affecte aussi la collecte. En effet, de forts reculs des rendements laitiers ont été observés depuis quelques mois dans le Grand Est, en Bourgogne-Franche-Comté, et dans une moindre mesure dans les Hauts-de-France ainsi que dans le Centre-Val de Loire. Pourtant, **le rendement laitier français a connu une forte progression en 2024**, stimulé par des fourrages de haute qualité récoltés en 2023 et par une hausse significative de la distribution de concentrés. En mars, les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer ont fait état de reculs marqués de la collecte laitière, estimés entre -8% et -9% dans le Grand Est et en Bourgogne-Franche-Comté. Sur les deux premières semaines d'avril, les baisses se sont poursuivies, dépassant les -6% dans le Grand Est et avoisinant les -5% en Bourgogne-Franche-Comté. En dépit de ces replis régionaux, **la collecte nationale afficherait une légère progression sur la première quinzaine d'avril. La mise à l'herbe des vaches s'est déroulée dans de bonnes conditions**, contrairement à l'année précédente, et l'herbe de qualité contribue à améliorer la productivité laitière. Ainsi, les déclinés observés dans l'Est sembleraient compensés par des progressions dans l'Ouest.



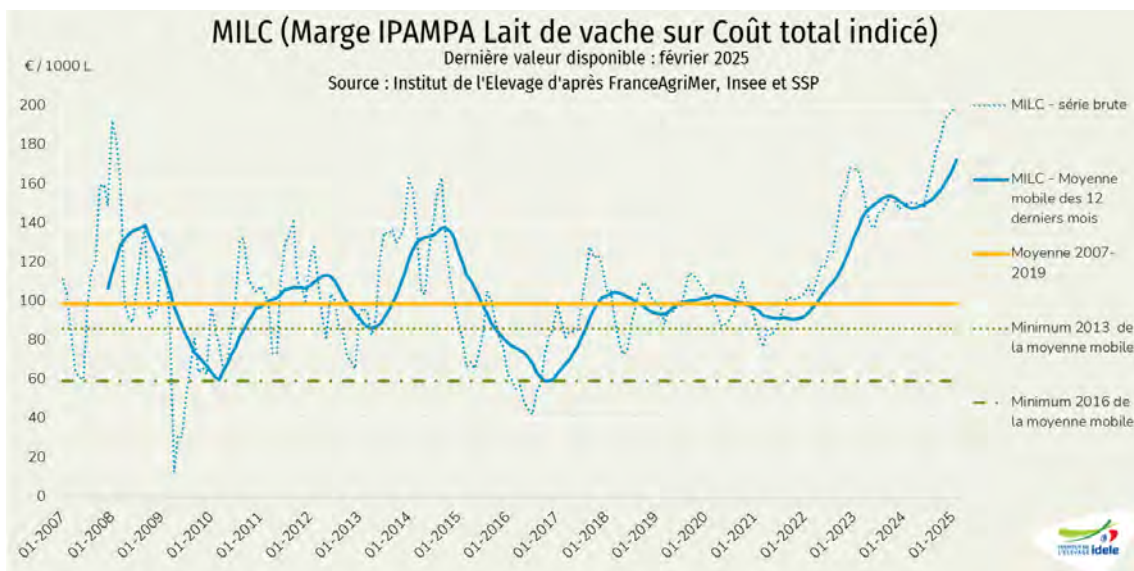
Un prix du lait porteur

En France, le prix du lait reste à un niveau soutenu, incitant les éleveurs à produire davantage de lait dans un contexte de tension sur la ressource laitière. Pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix a atteint **485 €/1 000 litres en février 2025**, porté à la fois par la **fermeté du marché du beurre** et par une **hausse de la consommation de produits laitiers par les ménages**.

Selon les estimations de l'Observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix pourrait atteindre 486 €/1 000 litres en mars 2025. En revanche, un repli sensible serait estimé en avril, de l'ordre de 5 €/1 000 litres, avec des prix stables dans certaines laiteries et des baisses dans d'autres, en lien avec le pic saisonnier de collecte.



Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), ont **légèrement reculé en février 2025** d'un mois sur l'autre (-0,3%) et ont diminué de 2,1% / février 2024. Sur un an le recul est très marqué pour le poste aliment acheté (-5,5% /2024) et l'énergie (-10,8%). En revanche, le poste engrais a enregistré une hausse (+2,8%). La plupart des autres charges, incluses dans l'IPAMPA, sont en augmentation, à l'exception des produits de protection des cultures et du matériel. Par ailleurs, certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, telles que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, continuent de progresser.



La marge MILC, estimée à 206 €/1 000 l en février, a gagné 8 € en un mois portée par la hausse du produit lait, l'augmentation du produit de la vente des animaux et un léger recul des charges. La MILC a augmenté de 56 €/1 000 l sur un an. Le produit lait a progressé de 35 €, les coproduits viande ont augmenté de 13 €, tandis que les charges se sont réduites (-8€).

Lait de vache » Commerce extérieur »

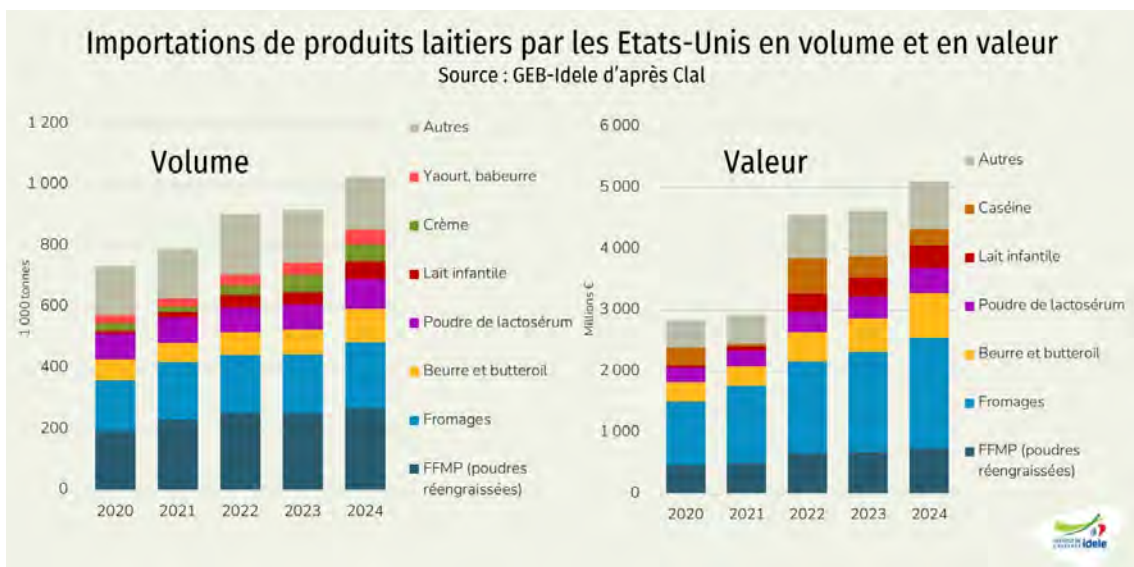
Quels effets des mesures protectionnistes de Trump sur le marché européen des produits laitiers ?

Dernière révision le 28 avril 2025

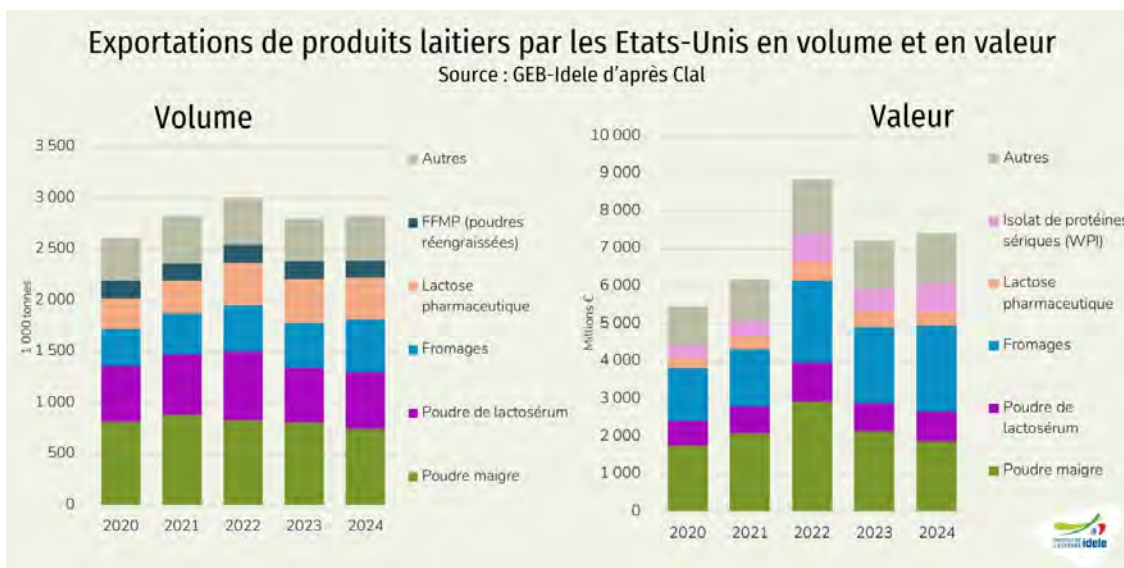
Depuis le 5 avril, un droit de douane additionnel de 10% s'applique sur l'ensemble des exportations à destination des États-Unis. Pour le moment, la hausse supplémentaire prévue pour l'UE le 9 avril dernier a été reporté de 90 jours. Ces mesures pourraient avoir des effets sur les exportations européennes de produits laitiers.

Jusqu'ici, les échanges de produits laitiers des États-Unis n'ont cessé de progresser

Les États-Unis ont un taux d'autosuffisance en lait dépassant les 110%. Néanmoins, le secteur laitier du pays n'est pas fermé aux échanges, à l'export comme à l'import. Du côté des importations, la croissance est continue depuis le début des années 2020. En 2024, les États-Unis ont importé pour 5,10 milliards d'euros de produits laitiers, un record (+10,3% /2023). Les fromages représentaient le premier poste d'import, à 1,80 Mds € (+10% /2023) suivis des poudres de lait réengraissées à 749 M€ (+9% /2023) et du beurre et du *butteroil* à 737 M€ (+33%).



Côté export, le pays a exporté en 2024 pour environ 7,41 milliards d'euros de produits laitiers (+2,6% /2023). Premier poste en valeur, les exportations de fromages ont dépassé 2,28 Mds € (+13%), devant la poudre maigre à 1,89 Md € (-12%), la poudre de lactosérum à 780 millions € (+4%) et d'autres produits dérivés du lait comme l'isolat de protéines sériques (WPI pour *whey protein isolate*, 747 M€ à +29% /2023) ou le lactose pharmaceutiques (370,5 M€ à -13%).



Des droits de douane étasuniens très variables selon les produits

Très variables selon les produits laitiers, les droits de douanes peuvent être fixes, *ad valorem* ou les deux à la fois. Certains produits sont libres de droits comme la poudre de lactosérum. Le droit de douane moyen de la nation la plus favorisée (NPF) pour les produits laitiers est de 16,8% d'après les profils tarifaires dans le monde publié par l'OMC en 2024. Certains produits sont soumis à des plafonds d'imports, fonctionnant comme des contingents. Le constat est le même pour les fromages (cf. infra).

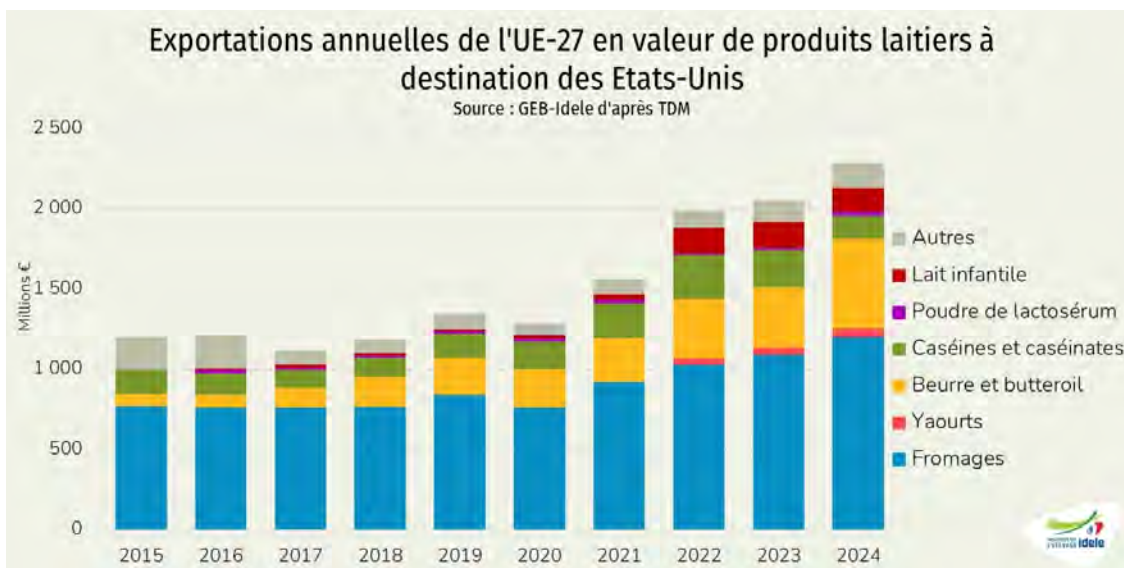
Droits de douane NPF des Etats-Unis sur divers produits laitiers

Source : GEB-Idele d'après United States International Trade Commission

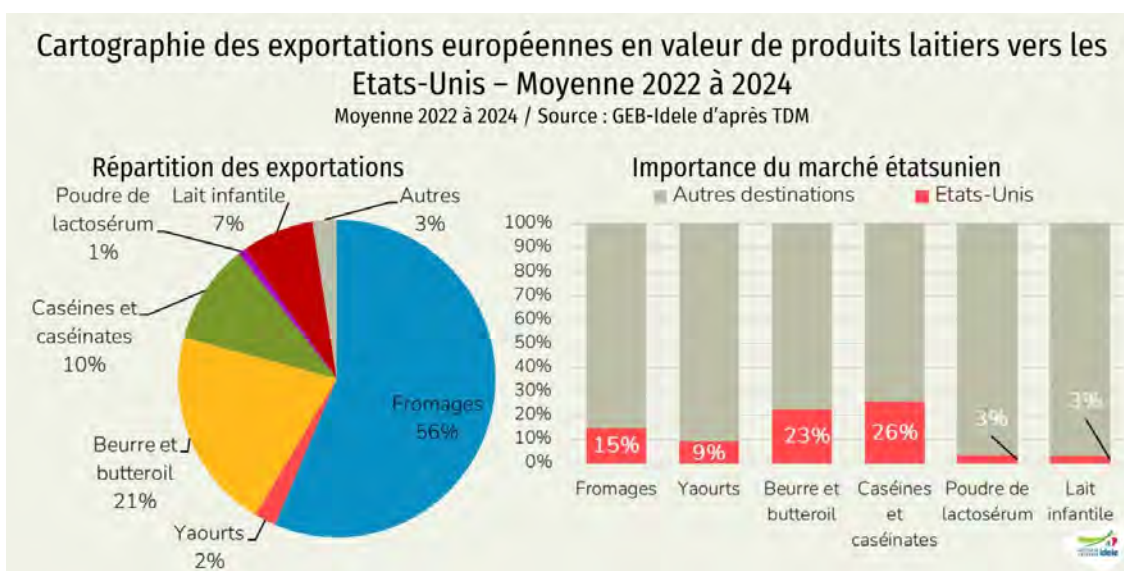
Produit	Code douanier US (NC8)	Droit de douane NPF	Droit de douane Russie, Cuba, Biélorussie, Corée du Nord
Yaourts	04032005 & 04032010	20%	20%
	04032050	1,035 \$/kg +17%	1,217 \$/kg +20%
	04032090	17%	20%
Beurre et dérivés	04051005 & 04051010	12,3 c/kg	30,9 c/kg
	04051020	1.541 \$/kg	1.813 \$/kg
	04052010 & 04052020	15,4 c/kg	31 c/kg
	04052030	1,996 \$/kg	2,348 \$/kg
	04052040	13,1 c/kg	31 c/kg
	04052050 & 04052060	10%	20%
	04052070	70,4 c/kg + 8,5%	82,8 c/kg + 10%
	04052080	6,40%	20%
	04059005 & 04059010	10%	20%
	04059020	1,865 \$/kg +8,5%	2,194 \$/kg +10%
Caséines et caséinates	35011010	0,37 c/kg	12 c/kg
	35019020	6%	30%
	35019060	0,37 c/kg	12,1 c/kg
Poudre de lactosérum	35022000	0%	0%

Les États-Unis, un marché d'importance croissante pour les exports de produits laitiers de l'UE

Les importations de produits laitiers des **États-Unis** quelle que soit l'origine n'ont cessé de croître depuis le début des années 2020, et les produits laitiers fabriqués au sein de l'UE-27 ont participé à cette croissance. Ainsi, **l'UE a exporté vers les États-Unis pour 2,29 milliards d'euros de produits laitiers en 2024 (+11,4% /2023), dont 1,20 milliard pour les seules fromages (+10%).**

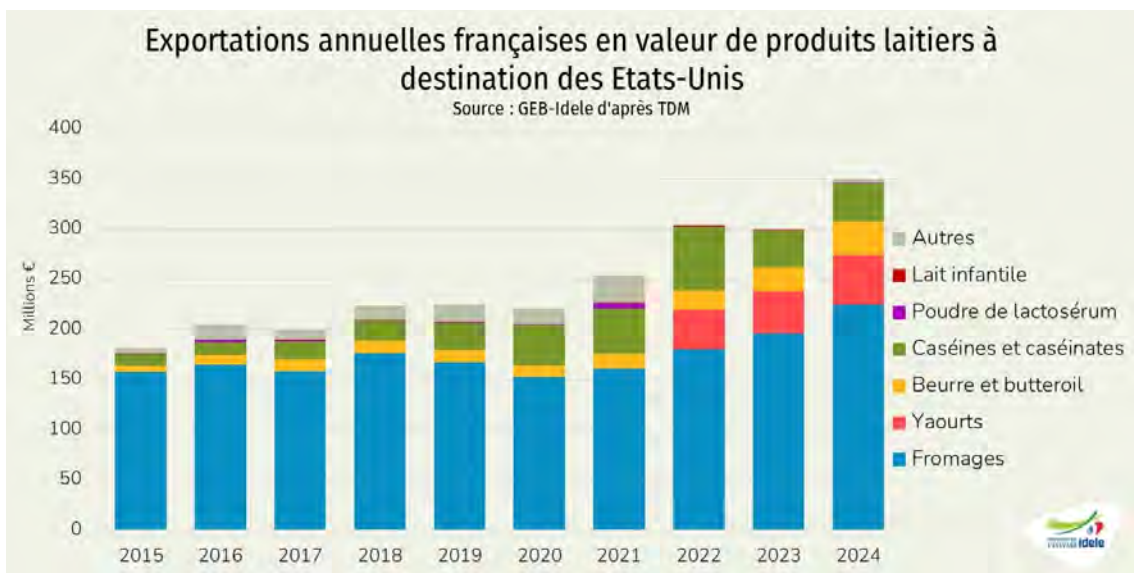


En moyenne entre 2022 et 2024, les exportations de fromages ont représenté 56% des envois en valeur de produits laitiers de l'UE vers les États-Unis. Suivaient le beurre et *butteroil* (21%), les caséines (10%) et le lait infantile (7%). Sur la même période, les États-Unis ont concentré 15% des envois en valeur de fromages de l'UE, 23% des envois de beurre et *butteroil* et même 26% des envois de caséines et caséinates.



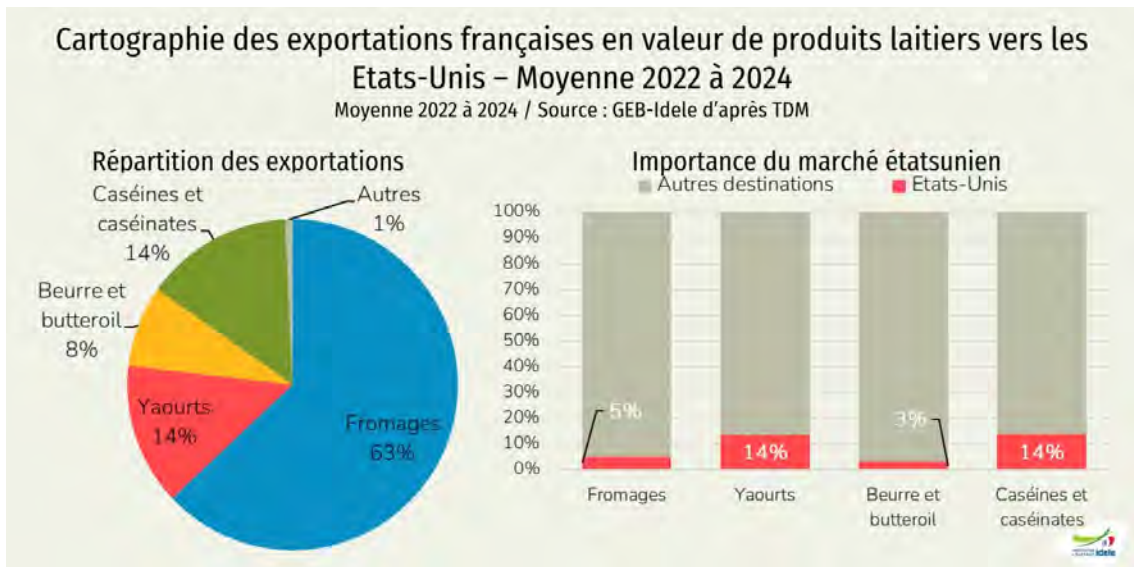
Les États-Unis, un marché clé pour les exportations françaises de produits laitiers

A l'instar de l'UE, les importations étasuniennes de produits laitiers originaires de France ont connu une nette progression depuis le début de la décennie 2020. En 2024, la France a ainsi exporté pour près de 349,5 millions d'euros de produits laitiers (+16,4% /2023). **Particularité en UE, la France expédie des yaourts vers les États-Unis depuis 2022.** C'était en 2024 le 2^{ème} poste d'exportation en valeur, avec 50 millions € (+17%).



En moyenne entre 2022 et 2024, les exportations de fromages vers les États-Unis ont représenté près de deux tiers (63%) des envois en valeur de produits laitiers français. Suivaient à égalité les yaourts et les caséines (14% chacun) devant le beurre et *butteroil* (8%).

La France est un peu moins dépendante du marché étatsunien que la moyenne de l'UE. En effet, sur la même période, les États-Unis ont concentré 5% des envois en valeur de fromages de France, 14% des envois de yaourts et de caséines et caséinates et seulement 3% des envois beurre et *butteroil*.



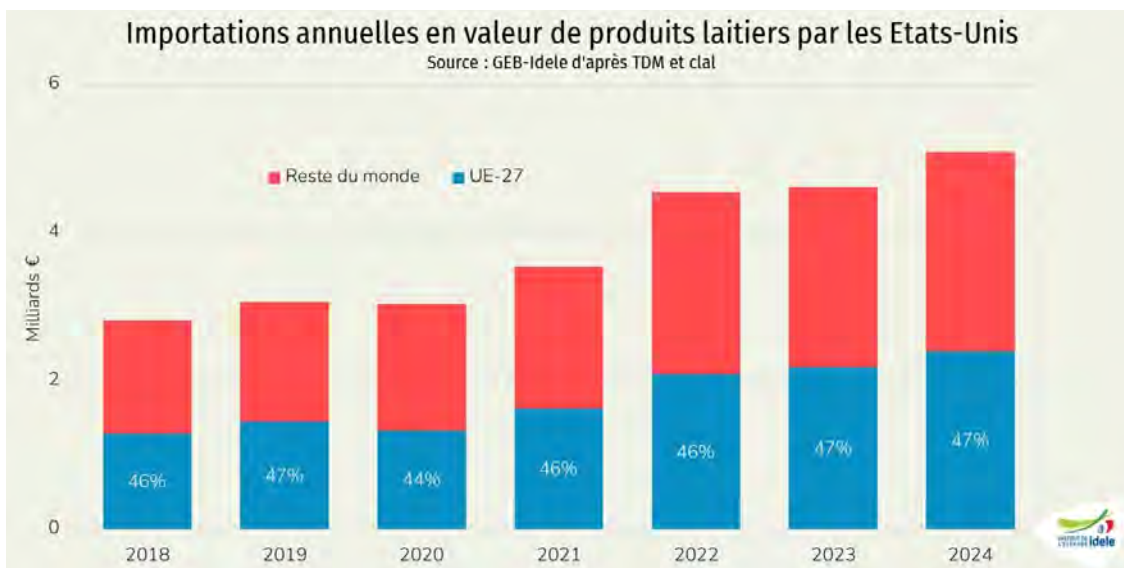
Les effets de la politique protectionniste de Trump de 2019

Les États-Unis avaient déjà expérimenté les hausses de droits de douane sur les produits laitiers européens lors du premier mandat de Donald Trump à la Présidence du pays. Sous l'administration Biden, les droits de douane sur les produits laitiers étaient revenus à leur niveau initial.

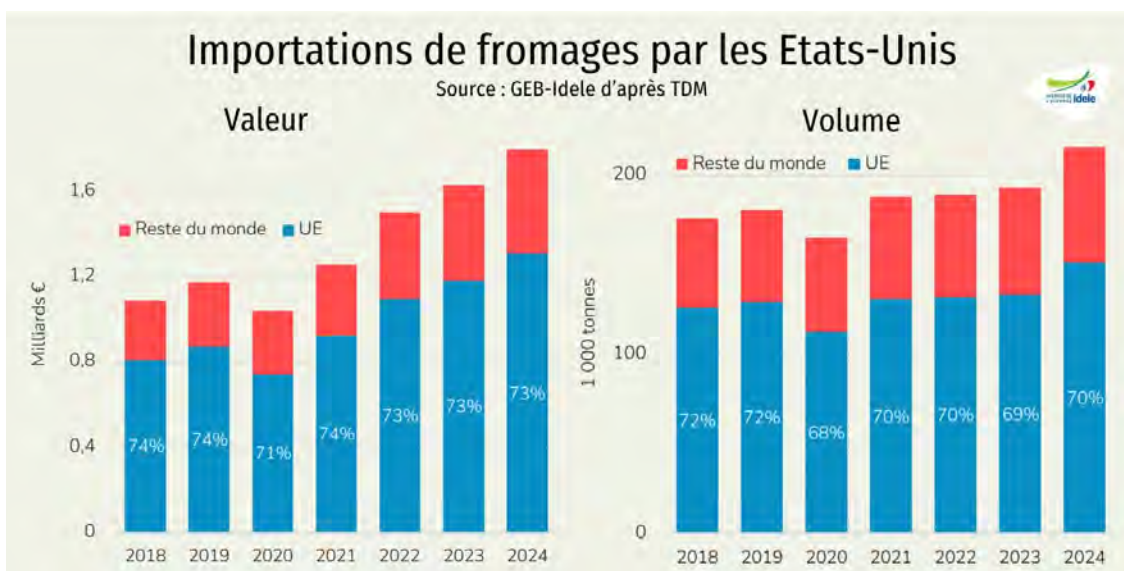
La hausse unilatérale des droits de douane des États-Unis n'est donc pas une première. Le conflit entre les États-Unis et l'UE initié au début des années 2000 avec les dépôts de plaintes réciproques à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) dénonçant des subventions illégales de Boeing et d'Airbus s'était envenimé durant la première mandature de Donald Trump. Ce conflit avait abouti à l'augmentation des droits de douane sur une liste de produits exportés par l'UE, en utilisant la section 301 de la loi sur le commerce extérieur des États-Unis de 1974 qui permet au Bureau du représentant américain au commerce de prendre des mesures contre les politiques commerciales de pays étrangers, à la demande du président des États-Unis.

De nombreuses lignes tarifaires concernant les produits laitiers de l'UE (fromages, yaourts, beurre, ...) avaient été affectées par un droit de douane additionnel de 25 % *ad valorem* à partir du 18 octobre 2019, bien au-delà du droit additionnel de 10% *ad valorem* appliqué depuis le 5 février 2025.

Entre 2019 et 2020, la part de marché en valeur de l'UE, seul partenaire touché par ces droits additionnels, est ainsi passé de 47% à 44% dans les importations de produits laitiers des États-Unis, avant de se rétablir progressivement.



Pour les fromages, premier poste d'importation de produits laitiers européens par les États-Unis, les évolutions pour l'année 2020 ont été encore plus contrastées, en valeur comme en volume. Entre 2019 et 2020, la part de marché en valeur de l'UE est ainsi passé de 74% à 71% dans les importations de fromages des États-Unis quand celle en volume est passée de 72% à 68%, avant de se rétablir partiellement.

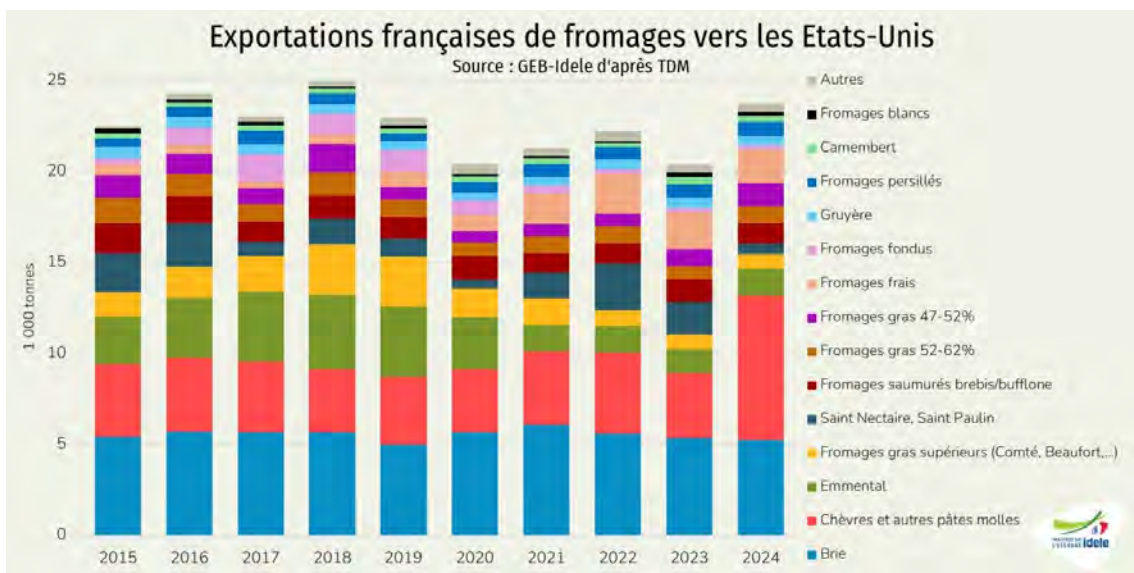


Attention toutefois, l'année 2020 a été marquée par le développement de la pandémie de Covid-19 et les premiers confinements qui ont fortement affecté le commerce mondial.

Quels effets de la nouvelle politique protectionniste de Trump ? L'exemple des fromages français

Il est difficile de tirer des conclusions claires à partir du précédent de 2019. En effet, contrairement à cette première hausse de droits de douane et au moins pour 90 jours, l'UE est désormais soumise aux mêmes hausses de droits de douanes que les autres fournisseurs des États-Unis, limitant les possibilités de substitutions de produits européens par d'autres origines. Ceci pourrait toutefois changer en cas de hausse différenciée des droits de douane, comme initialement prévu (cf. infra).

En France comme en UE, le secteur des fromages semble particulièrement sensible. Du côté de l'Hexagone, ce sont chaque année entre 20 000 et 25 000 tonnes de fromages (issus de tous types de lait) qui sont expédiés vers les États-Unis.



Soumis à un large panel de droits de douane différents, les fromages européens à destination du marché étatsunien sont également contingentés. L'UE dispose donc d'un accès limité au marché des États-Unis en fonction du type de fromages allant d'un peu plus de 417 tonnes pour le cheddar à plus de 25 632 tonnes pour une large variété de fromages, passant par 6 389 tonnes pour l'Edam et le Gouda ou 2 805 tonnes pour les fromages persillés.

Limites étatsuniennes de volumes à l'import pour les fromages de l'UE à 27

Source : GEB-Idele d'après United States International Trade Commission

Note du chapitre 4	Produit	Codes douaniers US (NCB)	Quantités annuelles maximales (kg)
16	Certains fromages et substituts de fromage (hors fromages ne contenant pas de lait de vache, fromages à pâte molle affinés au lait de vache, fromages <0,5 % de MG)	0406.10.04, 0406.10.84, 0406.20.89, 0406.30.89 et 0406.90.95	25 632 850
23	Fromages <0,5 % de MG	0406.10.74, 0406.20.85, 0406.30.85, 0406.90.93 et 1901.90.34	4 242 907
18	Cheddar et dérivés de cheddar	0406.10.24, 0406.20.31, 0406.20.65, 0406.30.24, 0406.30.65, 0406.90.08 et 0406.90.76	417 052
19	Fromages de type américain, fromages à caillé lavé et fromages granulaires (hors Cheddar) et dérivés	0406.10.34, 0406.20.36, 0406.20.69, 0406.30.34, 0406.30.69, 0406.90.52 et 0406.90.82	354 000
17	Fromages à pâte persillée et dérivés	0406.10.14, 0406.20.24, 0406.20.61, 0406.30.14, 0406.30.61, 0406.40.54, 0406.40.58 et 0406.90.72	2 805 083
20	Edam, Gouda et dérivé	0406.10.44, 0406.20.44, 0406.20.73, 0406.30.44, 0406.30.73, 0406.90.16 et 0406.90.86	6 389 000
21	Fromages de type italien et dérivés (Reggiano, Parmesan, Provolone, Provoletti, Sbrinz et Goya)	0406.10.54, 0406.20.51, 0406.20.77, 0406.30.77, 0406.90.31, 0406.90.36, 0406.90.41 et 0406.90.66	5 407 000
22	Emmental, Gruyère, Suisse sans trous et dérivés	0406.10.64, 0406.20.81, 0406.30.51, 0406.30.81 et 0406.90.90	5 925 000
25	Emmental, Suisse avec trous et dérivés	0406.90.46	22 900 000

Le relèvement des droits de douane étatsunien depuis le 5 avril dernier renchérit le prix des importations des fromages européens et français. Avant leur relèvement, les 5 premiers postes d'importations de fromages à base de lait de vache expédiés depuis la France étaient frappés par des droits de douanes de 6%, 10%, 15% et 1,509 US\$/kg (1,395 €). Sur la base des prix de 2024, la hausse de 10% des droits de douane imposée par l'administration Trump sur ces 5 lignes tarifaires entraîne mécaniquement une **augmentation des prix des imports comprise entre environ 60 cts €/kg et 1,60 €/kg**. Bien évidemment, ces données moyennes par lignes tarifaires cachent une large variété de prix.

Droits de douanes et effets de la politique de Trump sur le prix des cinq principaux fromages français à base de lait de vache expédiés aux Etats-Unis



Source : GEB-Idele d'après USITC et Douanes

NC8	Produit	Prix 2024 (€/kg)	Droit de douane appliqué avant le 5 avril 2025	Prix après douane avant le 5 avril 2025	Prix après douane depuis le 5 avril 2025	Prix après douane si 20% de droit additionnel
04069095	Fromages éligibles à la note 16 du chapitre 4 du tarif douanier étasunien	8,68	10%	9,55	10,42	11,29
04069046	Fromages suisses ou emmental avec trous (yeux) éligibles la note 25 du chapitre 4 du tarif douanier étasunien	6,61	6%	7,04	7,70	8,36
04063089	Fromages fondus (y compris les mélanges), éligibles à la note 16 du chapitre 4 du tarif douanier étasunien	6,15	10%	6,76	7,38	7,99
04069097	Fromages et substituts de fromage (y compris les mélanges) non éligibles à la note 16 du chapitre 4 du tarif douanier étasunien	15,77	1,509 US\$/kg	17,17	18,74	20,32
04064054	Fromage à pâte persillée (bleu), non spécifié ailleurs, en meules d'origine, éligibles à la note 17 du chapitre 4 du tarif douanier étasunien	8,76	15%	10,07	10,95	11,82

Début juillet, en cas de rehaussement des droits additionnels de 10 à 20%, ces prix pourraient croître d'environ 1,20 €/kg à 3,20 €/kg par rapport aux prix initiaux des importations après douane.

Ramené à la valeur de 2024 de l'ensemble des expéditions françaises de produits laitiers, **la hausse de 10% des droits de douane étasuniens représente une valeur globale de 35 millions € de taxes supplémentaires** et de 70 millions € en cas de hausse des droits de 20%.

Les mesures du gouvernement Trump pourraient perturber l'ensemble du marché mondial des produits laitiers

Les effets des mesures tarifaires du gouvernement Trump pourraient être multiples, bien que très incertains. Si la hausse des droits de douane imposée fin 2019 donne quelques éléments de réponse, la situation de 2025 est bien différente. En effet, pour le moment et à l'exception de la Chine, la hausse des droits de douane s'applique à l'ensemble des partenaires des États-Unis. **Cette hausse étant ad valorem, elle accroît cependant légèrement le différentiel de compétitivité en prix**, notamment pour les ingrédients laitiers (beurre, poudres) et les fromages industriels. Ce différentiel de compétitivité en prix pourrait cependant être bien plus important si les hausses de droits différenciés entre partenaires prévus par l'administration dans l'ordre exécutif du 2 avril 2025 s'appliquent. L'UE verrait ainsi sa compétitivité réduite vis-à-vis des principaux exportateurs mondiaux tels que la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou encore l'Argentine.

Taux de droits de douanes initialement prévus dans l'ordre exécutif du 2 avril 2025 par l'administration Trump pour certains pays partenaires

liste non exhaustive / Source : GEB-Idele d'après administration

Pays	Droit de douane	Pays	Droit de douane
Chine	34%	Suisse	32%
Union européenne	20%	Afrique du Sud	31%
Israël	17%	Taiwan	32%
Japon	24%	Thaïlande	37%
Corée du Sud	26%	Vietnam	46%
Inde	27%	Algérie	30%

NB : il n'est pas prévu de hausse supplémentaire au-delà des 10% déjà appliqués depuis le 5 avril pour la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Argentine



Dans ce cas, d'après une étude d'impact de la Rabobank, les effets sur les produits haut de gamme tels que les fromages premium pourraient être modestes tant que la hausse des droits de douane reste relativement limitée car il existe peu d'alternatives aux États-Unis pouvant les remplacer. Cependant, les effets sur les exportations de beurre pourraient être plus importants, ce produit pouvant être fourni par d'autres pays, comme la Nouvelle-Zélande, voire remplacé partiellement par des matières grasses végétales.

Les effets de ces mesures restent cependant très hypothétiques tant le contexte demeure mouvant. L'escalade entre la Chine et les États-Unis pourraient nettement modifier le panorama du marché mondial des produits laitiers. Par exemple, les États-Unis exportent plus de 50% de leur production de lactosérum et de lactose et la Chine est, de loin, le premier acheteur de ces produits jusqu'ici très compétitifs en prix. Les relèvements successifs des droits de douane entre les deux pays pourraient profiter à d'autres exportateurs, dont l'UE.

Si la guerre commerciale imposée par le président Donald Trump pourrait affecter les exportations françaises et européennes, elle menace également les exportations de produits laitiers étasuniens qui ont encore besoin de nouveaux marchés pour soutenir la production. Aujourd'hui, plus de la moitié des exportations de produits laitiers américains sont destinées au Mexique, au Canada et à la Chine. Et les effets de la hausse des droits de douane imposée par Trump pourraient être plus globaux. Le 21 avril dernier, les prévisions de croissance mondiale du Fonds Monétaire International (FMI) ont été sensiblement revues à la baisse par rapport à l'édition de janvier 2025, les États-Unis et la Chine étant particulièrement concernés.

Lait de vache » Consommation »

L'inflation modérée soutient les achats de produits laitiers

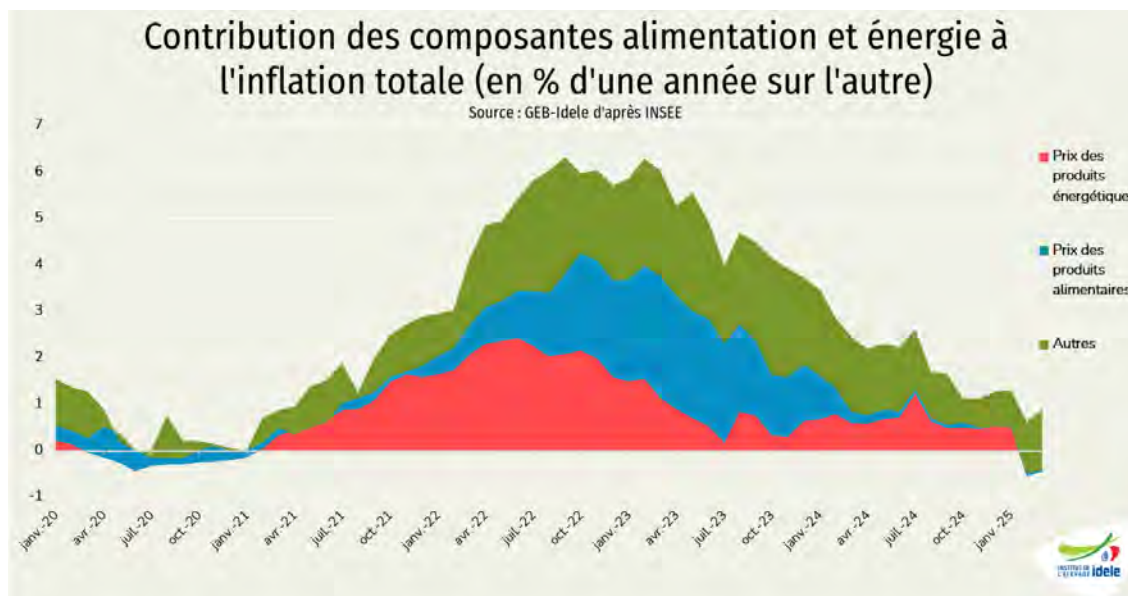
Dernière révision le 28 avril 2025

Début 2025, l'inflation des prix à la consommation est restée contenue, grâce à la baisse des prix de l'énergie et un ralentissement des hausses alimentaires. Les prix des produits laitiers en sortie usine ont peu progressé, à l'exception du beurre. En magasins, les achats de produits laitiers sont restés dynamiques.

Inflation contenue

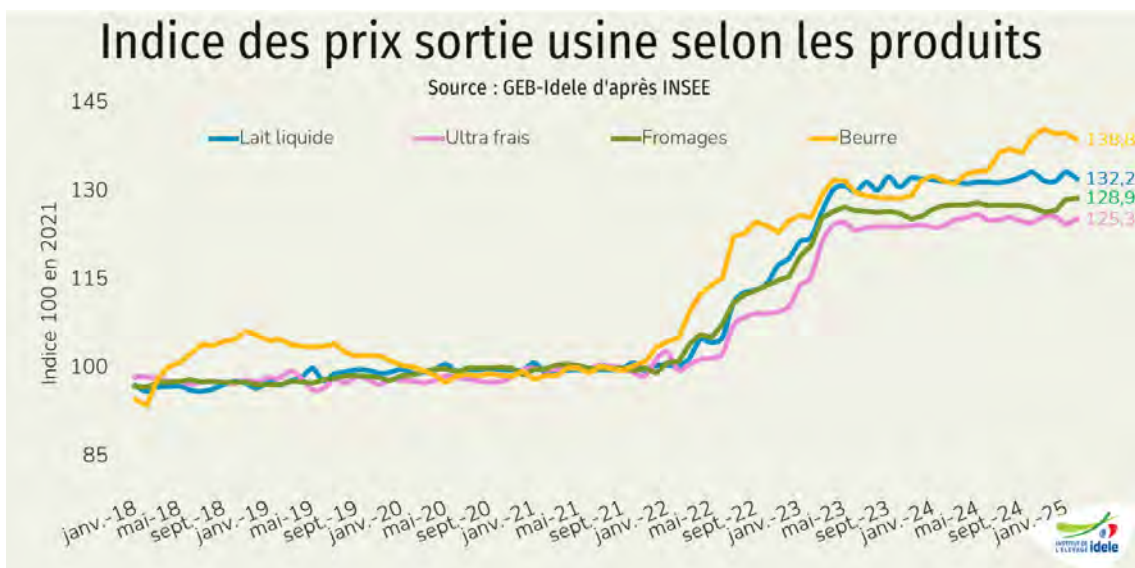
Sur le 1er trimestre 2025, les prix à la consommation en France n'ont progressé que de 1% /1er trimestre 2024 prolongeant une tendance à l'accalmie observée l'an dernier (+2% /2023). Ce ralentissement de l'inflation s'explique avant tout par la baisse des prix de l'énergie. Les produits alimentaires, de leur côté, n'ont que peu pesé dans la dynamique globale. Après une hausse modérée de 1,3% en 2024, leurs prix n'ont augmenté que de 0,3% au premier trimestre 2025. Une progression limitée qui contraste après deux années de flambée : entre novembre 2021 et novembre 2023, les prix alimentaires avaient grimpé de 22%.

Selon l'INSEE, l'inflation en France devrait rester mesurée dans les mois à venir. Une légère remontée est toutefois prévue d'ici l'été, portée par des hausses attendues dans les services et l'alimentation. Les prix de l'énergie, eux, devraient poursuivre leur repli.

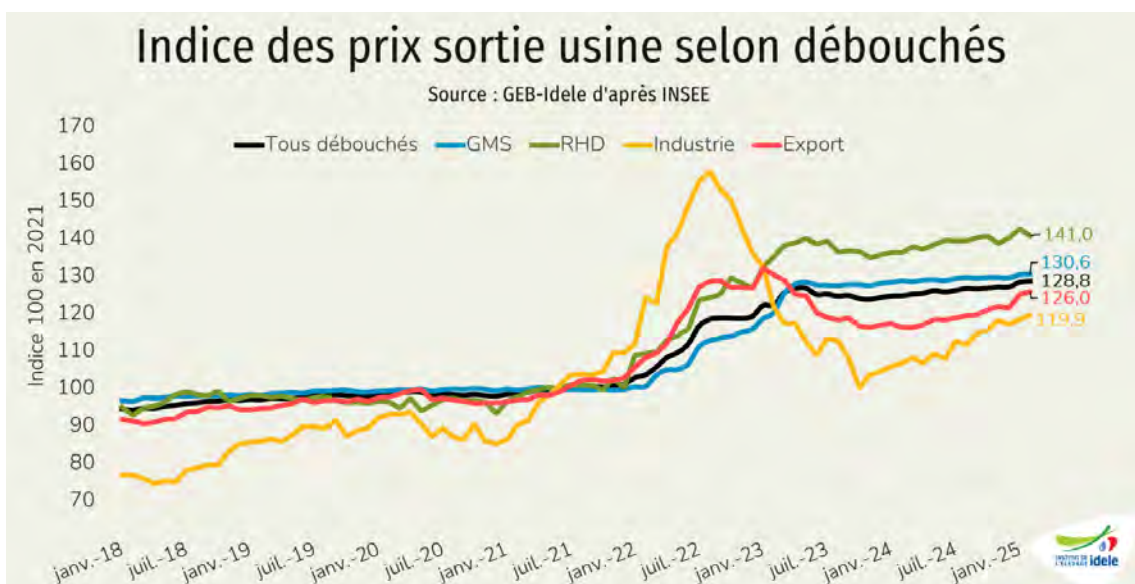


Prix sortie usine : le beurre en hausse, des différences marquées selon les débouchés

En sortie usine, les prix des produits laitiers ont peu augmenté à l'exception notable du beurre. En février 2025, les prix du lait conditionné ont progressé de 0,4% /février 2024, ceux de l'ultra frais et des fromages de 1%. Seul le beurre se distingue avec une augmentation marquée de 5,4%, portée par un marché de la matière grasse sous tension.

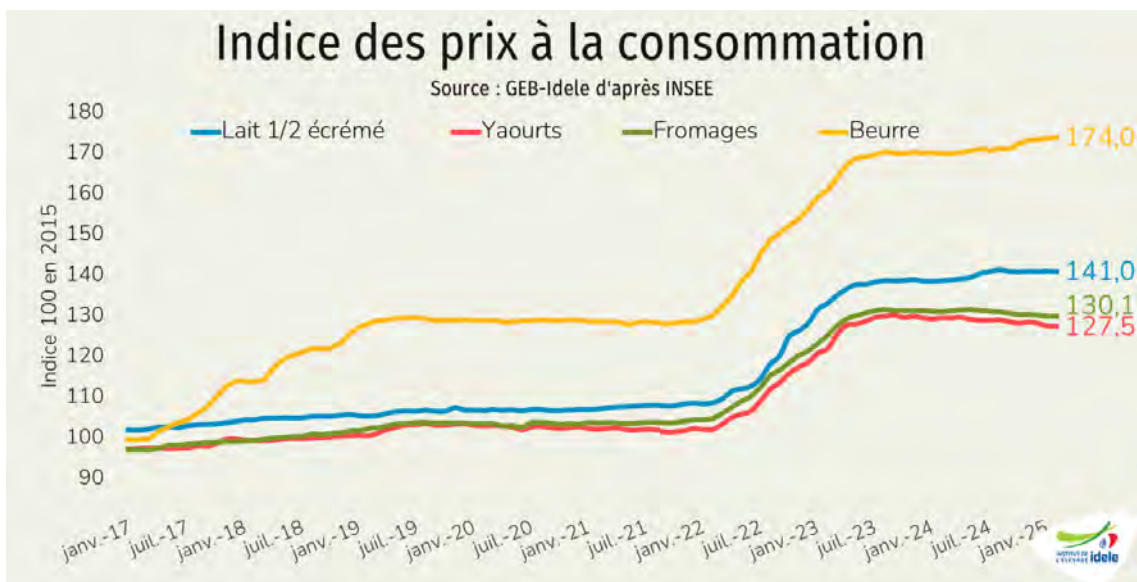


Les prix des produits laitiers en sortie usine sont globalement en progression avec **des différences marquées selon les circuits**. En février 2025, les prix vers la grande distribution (GMS) ont progressé de 1,3% sur un an, et ceux destinés à la restauration hors domicile (RHD) ont augmenté de 3,3%. En revanche, les prix vers l'export et les autres industries utilisant des ingrédients laitiers ont enregistré des hausses plus fortes, respectivement de 8,2% et 12,2%.



Des évolutions de prix à la consommation des produits laitiers contrastées

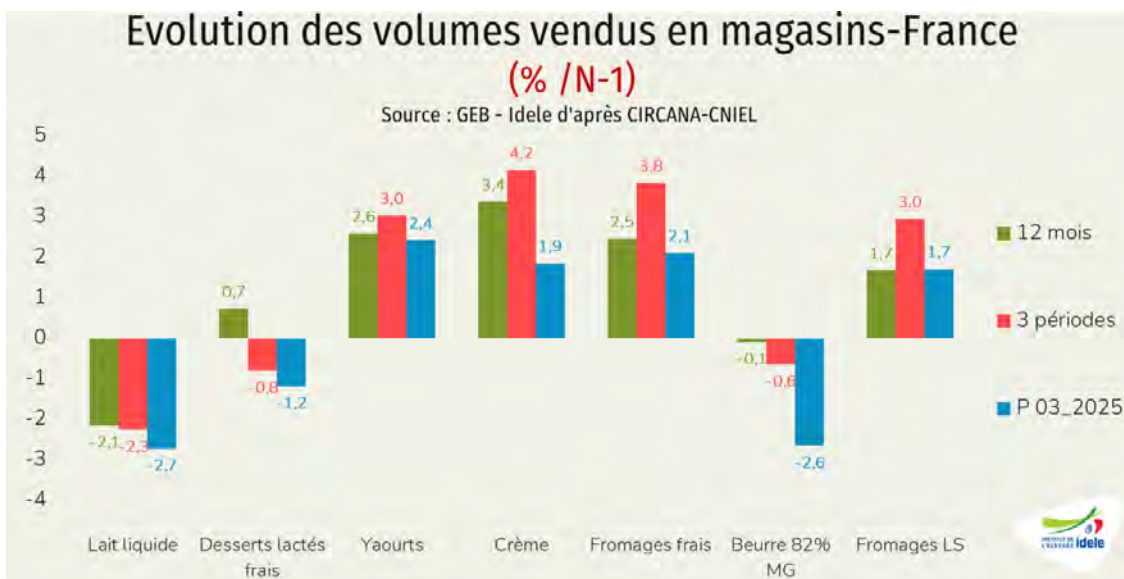
D'après l'INSEE, l'**indice des prix à la consommation des produits alimentaires**, quel que soit le circuit de distribution, **révèle des évolutions hétérogènes pour les produits laitiers**. En février 2025, le prix du beurre a augmenté de 2,3% sur un an, tandis que celui du lait demi-écrémé a progressé de 1,6%. En revanche, les prix des yaourts ont diminué de 1,6%, et ceux des fromages ont reculé de 0,8%.



Des ventes en magasins généralistes dynamiques

En 2024, la consommation de produits laitiers par les ménages a progressé, avec une hausse de 0,5% des ventes en équivalent lait dans les magasins généralistes. Cette tendance s'est confirmée début 2025 : **sur les trois premières périodes de l'année, les achats ont augmenté de 1,2% en équivalent lait**, bien que les dynamiques varient selon les produits. Le recul des ventes en volume du lait liquide (-2,3% sur 1 an) a été plus important que celui du beurre (-0,6%). A l'inverse, les ventes de crème, d'ultra frais et de fromages ont affiché un fort dynamisme.

Côté prix, les enseignes généralistes ont présenté des baisses sur un an pour les yaourts (-0,1%) et la crème (-1,7%), une stabilité pour les fromages, et de légères hausses pour le lait (+1,6%) et le beurre (+2,1%). Ces évolutions tarifaires semblent avoir soutenu la dynamique de consommation.



La moindre inflation des prix alimentaires semblerait avoir **renforcé la consommation des marques nationales**.

Toutefois, cette dynamique varie selon les produits et reste à confirmer dans les mois à venir.

Sur les trois premières périodes de l'année, les ventes de lait liquide ont poursuivi leur repli, à l'exception des produits en marques de distributeurs (MDD), qui ont progressé et atteignent désormais 59% de parts de marché. Le segment de la crème a affiché une hausse globale, portée par les MDD, tandis que les marques nationales ont reculé. A l'inverse, les marques nationales en beurre et ultra frais ont regagné des parts de marché, alors que la tendance reste plus nuancée du côté des fromages.

Evolution des ventes de Marques Nationales (MN) et de Marques De Distributeurs (MDD)

Source : GEB - Idele d'après CIRCANA-CNIEL

		PDM cumulée P1 à P3 2024	PDM cumulée P1 à P3 2025	
Lait liquide	MN	36%	34%	Hausse MDD
	MDD	56%	59%	
Crème	MN	35%	33%	Hausse MN
	MDD	63%	66%	
Beurre	MN	45%	46%	Hausse MDD
	MDD	50%	49%	
Ultra frais	MN	46%	47%	Hausse MN
	MDD	50%	50%	
Fromage LS	MN	37%	37%	Stable
	MDD	56%	56%	

Période P1 à P3 2024 : du 01/01/2024 au 24/03/2024

Période P1 à P3 2025 : du 30/12/2024 au 23/03/2025

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

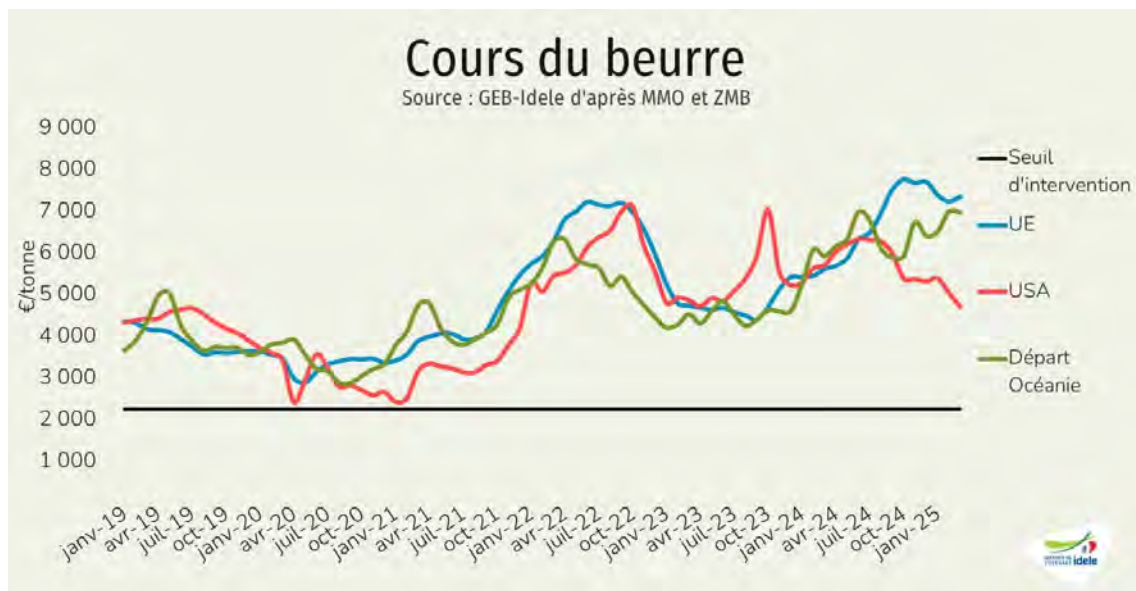
Prix des beurres, poudres, fromages : les États-Unis à la baisse

Dernière révision le 28 avril 2025

Si les cotations du beurre, de la poudre maigre et des fromages restent plutôt soutenues en Océanie comme en Europe, elles continuent de se replier aux États-Unis à l'heure où l'administration Trump lance une guerre commerciale au reste du monde.

Forte chute du cours du beurre aux États-Unis

Les cotations du beurre restent élevées en UE et en Océanie, mais continuent de se replier aux États-Unis. En mars 2025, les cours étasuniens du beurre étaient en retrait marqué sur un mois (-7% /février 2025 et -17% /mars 2024, à 4 728 €/t). Avec une demande à l'export encore dynamique, les prix étaient plus stables en Nouvelle-Zélande en euro malgré le léger retrait du dollar néo-zélandais (= /février 2025 et +18% /mars 2024, à 6 986 €/t). Les cotations sont restées soutenues dans l'UE (+2% /février 2025 et +31% /mars 2024, à 7 369 €/t) où les stocks industriels étaient limités.

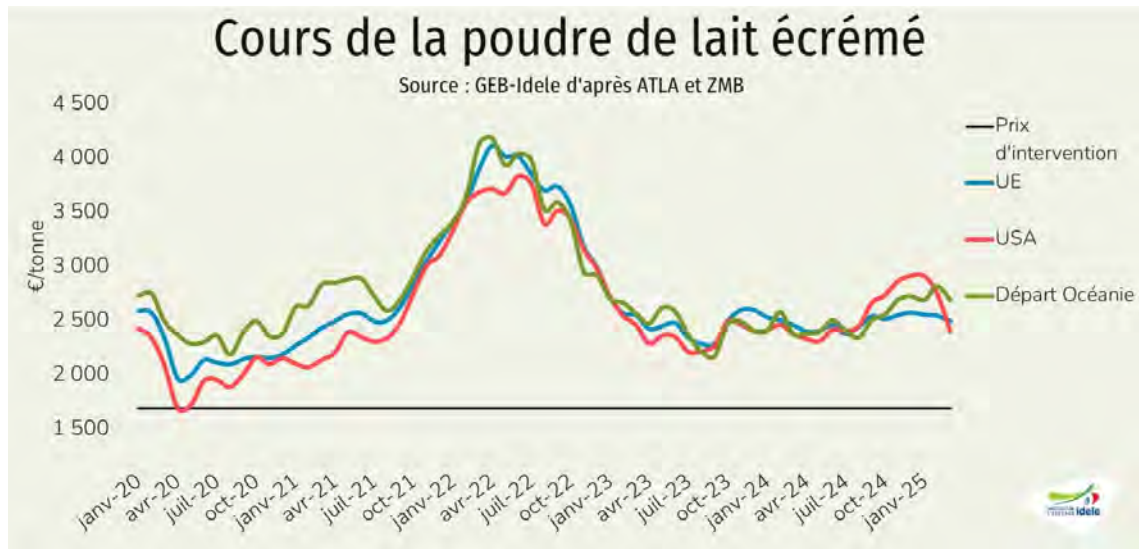


Aux États-Unis, d'après l'USDA, la demande intérieure de beurre est contrastée tant pour le secteur de la grande distribution que pour celui de la restauration. Si la demande de beurre de la part des acheteurs internationaux est forte, **la hausse des droits de douane imposée par Trump entraîne une approche attentive des clients potentiels**. La production de beurre est saisonnièrement soutenue et les stocks de beurre sont globalement en nette augmentation.

Les cotations étasuniennes de la poudre maigre plongent

En mars 2025 comme les mois précédents, les cotations de la poudre maigre ont suivi des évolutions variées.

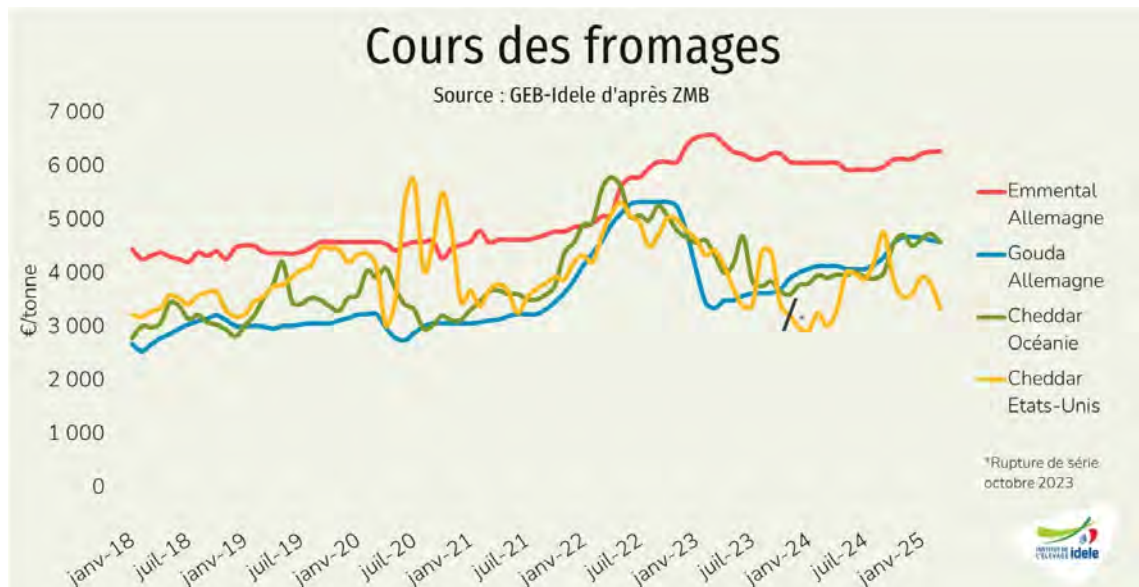
C'est aux États-Unis que la baisse a été la plus marquée, le cours flirtant désormais avec le niveau de début 2024 (-13% /février 2025 et +1% /mars 2024, à 2 400 €/t). Ils étaient en léger retrait sur un mois en Océanie (-4% /février 2025 et +13% /mars 2024, à 2 695 €/t) et dans une moindre mesure en UE (-2% /février 2025 et +2% /mars 2024, à 2 501 €/t) malgré la vigueur de l'euro qui rend la poudre maigre européenne moins compétitive sur le marché mondial.



Aux États-Unis, d'après l'USDA, l'activité commerciale a ralenti alors que les disponibilités restaient importantes. Les prix sont donc orientés à la baisse.

Le cours du cheddar étasunien en retrait

A l'instar des ingrédients laitiers, **les cours des fromages aux États-Unis sont sous pression**. En mars 2025, le cours du cheddar étasunien a nettement reculé sur un mois à 3 352 €/t (-12% /février 2025 mais +12% /mars 2024) alors que les stocks sont encore conséquents et que la production de fromages a augmenté d'après l'USDA.



Les prix restaient mieux orientés au sein de l'UE (= /février 2025 et +4% /mars 2024 pour l'Emmental allemand, à 6 300 €/t) et dans une moindre mesure en Océanie (-4% /février 2025 et +17% /mars 2024 pour le cheddar néo-zélandais, à 4 592 €/t).

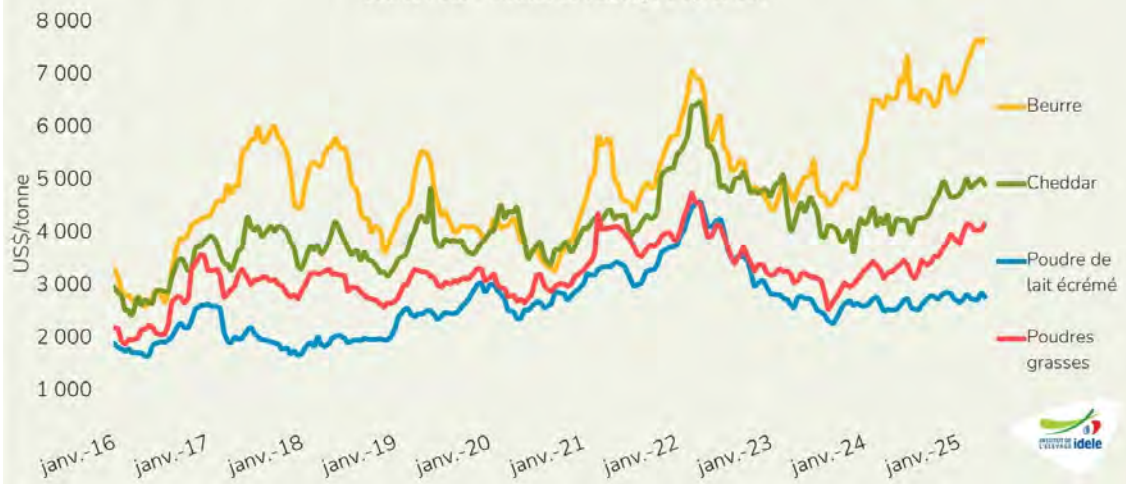
Des prix en hausse sur la plate-forme *Global Dairy Trade*

Alors que la guerre commerciale lancée par le Président Donald Trump laisse planer le doute sur le devenir des marchés laitiers, **les enchères du *Global Dairy Trade* sont restées soutenues et les tendances globalement haussières depuis le début de l'année**. Le 15 avril 2025, les prix ont atteint :

- 7 679 US\$/t pour le beurre (+13% depuis le début de l'année),
- 2 795 US\$/t, pour la poudre de lait écrémé (+4% depuis le début de l'année).
- 4 923 US\$/t pour le cheddar (+4% depuis le début de l'année),
- 4 171 US\$/t, pour les poudres grasses (+10% depuis le début de l'année).

Prix des produits échangés sur la plateforme Global Dairy Trade

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après GDT



Seule la cotation de l'agneau français s'envole pour Pâques

Dernière révision le 28 avril 2025

Viande ovine » France »

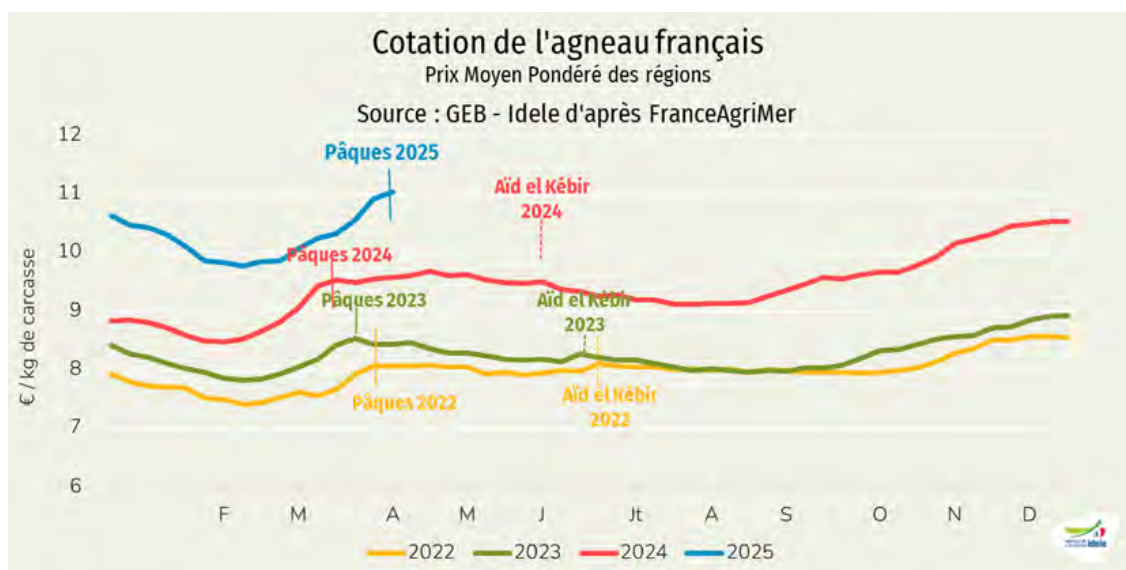
Contre toute attente, la production française dépasserait ses niveaux des années passées pour Pâques

Dernière révision le 28 avril 2025

Alors que la FCO a provoqué une surmortalité élevée dans plusieurs départements français au 2nd semestre 2024, les producteurs et organisations ont su se mobiliser et s'organiser pour sortir les agneaux présents pour le traditionnel pic de consommation pascal.

La cotation bat encore des records pour Pâques

En semaine 16 de 2025 (se terminant le 20 avril), **la cotation française de l'agneau lourd a atteint un nouveau record pour la semaine de Pâques, à 11,04 €/kg**, en hausse de 0,12 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 1,48 €/kg comparée à la même semaine en 2024.



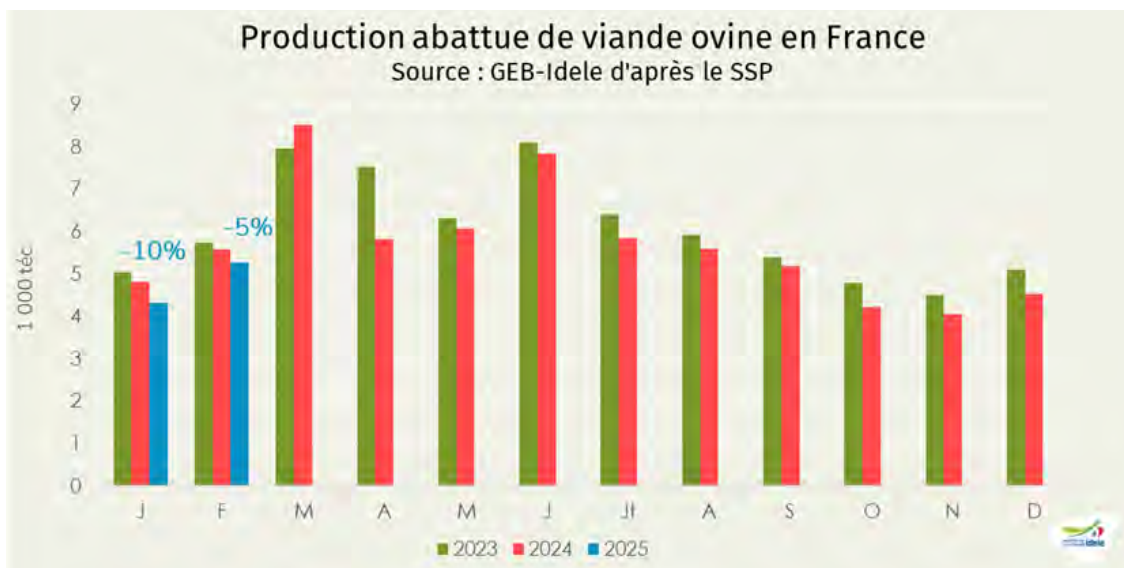
La filière a répondu présent pour approvisionner les magasins à Pâques

L'incertitude planait encore début avril dans un contexte de manque structurel d'offre, mais les producteurs français ont su s'organiser pour que les agneaux sortent pour le **pic de demande de Pâques** (semaine 16). En semaine 15, soit à leur pic, une semaine avant Pâques, **les abattages ont dépassé leurs niveaux des semaines équivalentes en 2023 et 2024** selon les données d'Ovinfos. En semaine 16, ils ont en revanche plus fortement reculé que les années passées, signe d'une concentration de ces derniers sur la semaine 15.

Malgré tout, selon les professionnels de la filière, il aurait tout de même manqué d'agneaux SIQO pour répondre à la demande. Chaque année l'offre en France ne parvient de toutes façons pas à satisfaire la demande des consommateurs pour Pâques, ce qui se traduit par le fameux pic de la cotation de l'agneau.

La production encore en baisse début 2025

Selon Agreste, **la production abattue de viande ovine était en recul de 8% d'une année sur l'autre sur les deux premiers mois de 2025**, à 9 600 téc, et de 15% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).



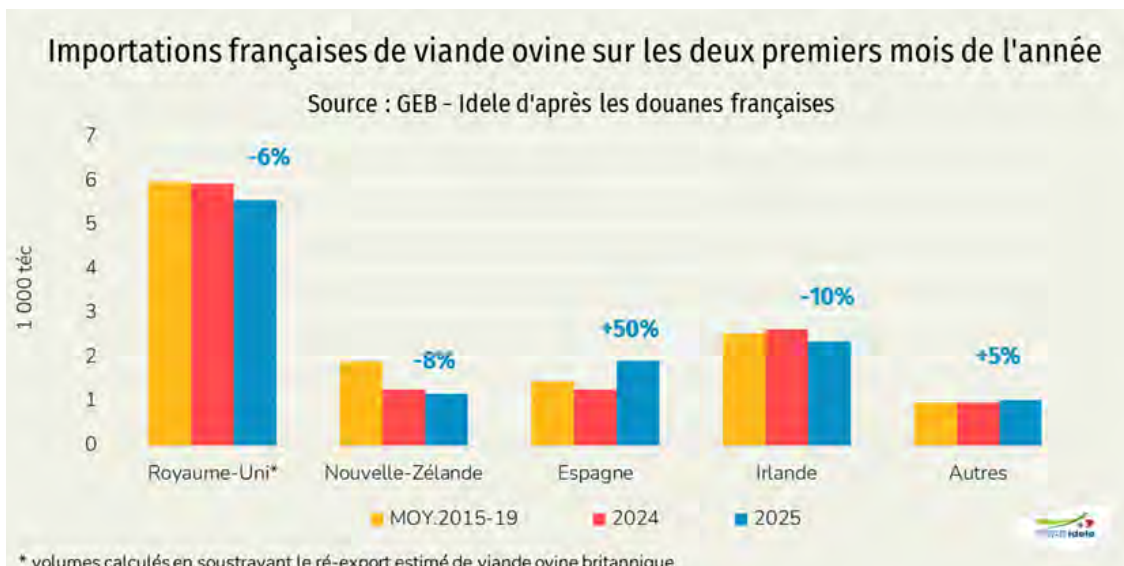
Sur cette période, les abattages **d'agneaux** ont diminué de 9% en effectif et de 8% en volume, à 437 000 têtes et 8 000 téc, avec un poids de carcasse à 18,4 kgéc (+0,2 kgéc /2024). Les **réformes** ont vu leurs carcasses s'alourdir plus nettement, passant en moyenne de 26,3 kgéc à 27,2 kgéc d'une année sur l'autre. Leur nombre a diminué de 9% /2024 (57 700 têtes) et en volume la baisse de production est logiquement moins prononcée (-6%, à 1 570 téc). Ces replis sont au moins en partie imputables à l'épidémie de **FCO** qui a provoqué une forte mortalité et des soucis de reproduction chez les mâles et les femelles dans les zones touchées.

Les **importations d'agneaux vivants**, tous en provenance d'Espagne, ont **diminué** sur les deux premiers mois de 2024, de 4% /2024, totalisant 81 000 têtes. Les imports de réformes, elles aussi 100% espagnoles, ont baissé de 45%/2024.

Les **exportations d'agneaux vivants** ont **diminué** de 17% sur deux mois comparés à la même période en 2024, totalisant 3 800 têtes. Les envois vers l'Allemagne ont plus que triplé d'une année sur l'autre et ceux vers l'Espagne augmenté de 2% /2024 mais cela n'a pas suffi à contrebalancer la baisse des ventes vers l'Italie (-63%). Les exportations de réformes ont en revanche progressé, de 13%, à 6 700 têtes.

Léger recul des importations de viande ovine sur deux mois en 2025

Après un léger recul sur l'année 2024, **les importations françaises de viande ovine reculent toujours sur les deux premiers mois de 2025**, de façon plus modeste (-0,5% /2024), totalisant 12 000 téc.



Elles suivent la tendance observée sur l'année 2024 avec des baisses en provenance du Royaume-Uni et d'Irlande, et une nette hausse d'Espagne. Par ailleurs, alors qu'ils progressaient en 2024, les volumes en provenance de Nouvelle-Zélande diminuent début 2025 (-8%) : la chute de février (-32%) contrebalance la hausse de janvier (+25%). **Les exportations espagnoles devraient encore être dynamiques sur les mois qui viennent** : l'annulation de l'export de milliers d'ovins pour la fête du Sacrifice au Maroc a provoqué un regain des abattages en Espagne et la viande d'agneau espagnole, moins chère, a fait de l'ombre à l'agneau standard français dans nos rayons à l'approche de Pâques.

Le disponible français en viande ovine recule début 2025

Sur les deux premiers mois de 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre tandis que les importations de viande ovine reculent très légèrement.



Le **disponible français en viande ovine recule ainsi de 4% /2024 sur deux mois en 2025** et de 13% comparé à la moyenne 2015-2019.

D'après le panel *Kantar*, le **repli des achats de viande ovine s'est accentué sur les deux premiers mois de 2025** pour atteindre -15% d'une année sur l'autre ; les prix, eux, continuent de croître, en moyenne de 8% /2024. Les achats de bœuf et de veau suivent la même tendance, mais de façon plus modérée : volumes en baisse et prix haussiers. À l'inverse, les viandes blanches, moins onéreuses, voient leurs volumes de vente augmenter.

Les commandes aux abatteurs ont été dynamiques pour la Pâques chrétienne tandis que la demande pour le halal était en-deçà du niveau habituel à cette période de l'année. Il est possible que les consommateurs de viande halal aient décidé de restreindre leurs dépenses après le ramadan, ou que l'agneau espagnol, moins cher, ait eu la préférence des boucheries halal, réduisant la demande auprès des abatteurs pour de l'agneau standard français.

IPAMPA stable en février 2025

L'**IPAMPA ovin viande** poursuit très progressivement sa baisse amorcée fin 2022 mais **la baisse a marqué le pas en février** : l'IPAMPA était stable d'un mois sur l'autre en février 2025 mais reculait de 1% /2024. Si on regarde dans le détail :

- L'indice énergie et lubrifiants baissait de 3% d'un mois sur l'autre et de 10% /2024 ;
- L'indice engrais était en hausse de 3% d'un mois sur l'autre comme d'une année sur l'autre ;
- L'indice aliments achetés était également stable d'un mois sur l'autre et reculait de 3% /2024.

Viande ovine » UE et monde »

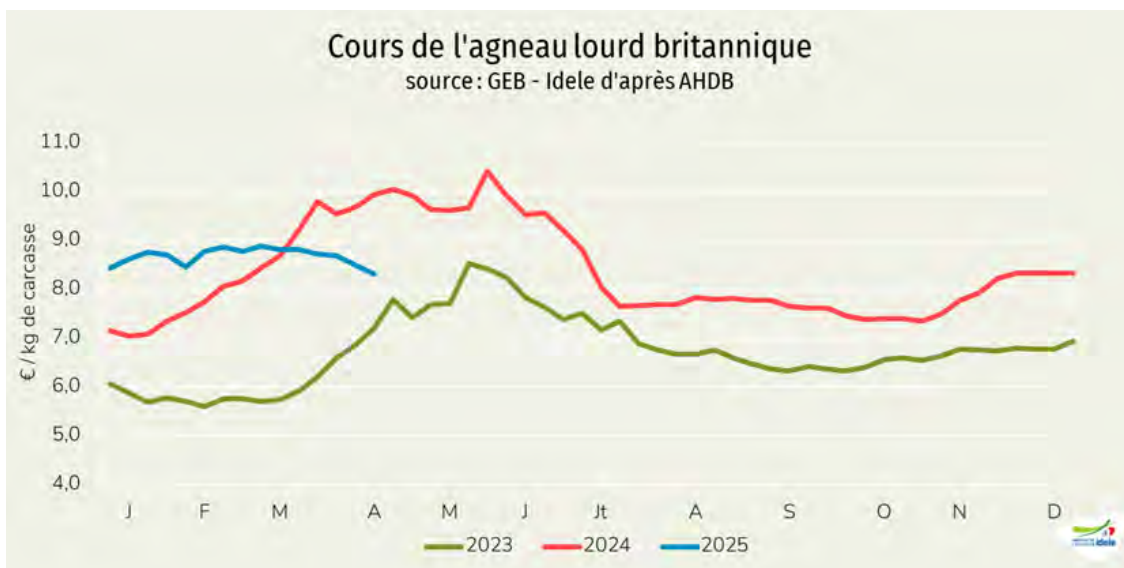
L'Espagne, seul grand producteur à voir ses abattages progresser début 2025

Dernière révision le 28 avril 2025

Les sorties des agneaux irlandais, britanniques et français reculent nettement en ce début d'année 2025. L'Espagne tire son épingle du jeu, au moins en janvier, grâce à un cheptel reproducteur qui se serait enfin stabilisé fin 2024.

Royaume-Uni : la baisse des achats britanniques s'accroît et pèse sur les cours

La cotation de l'agneau britannique atteignait 8,33 €/kg en semaine 15 de 2025, soit -0,16 €/kg d'une semaine sur l'autre et -1,62 €/kg comparée à 2024.



Les dernières données du *Defra* (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales) indiquent que **la production britannique de viande ovine a atteint 65 600 t au 1^{er} trimestre, soit un recul de 4% /2024**. Les mauvaises conditions météorologiques et les maladies pendant la saison d'agnelage de 2024, ont probablement exercé une pression à la baisse sur l'offre disponible début 2025.

Les abattages d'agneaux ont totalisé 2,8 M de têtes sur la période, soit -4% /2024, avec une légère hausse des poids moyens de carcasse, passant de 20,4 à 20,6 kgéc, et ceux des réformes ont davantage reculé, de 13%, à 317 000 têtes, avec un allègement des carcasses, de 27,6 à 26,9 kgéc en moyenne.

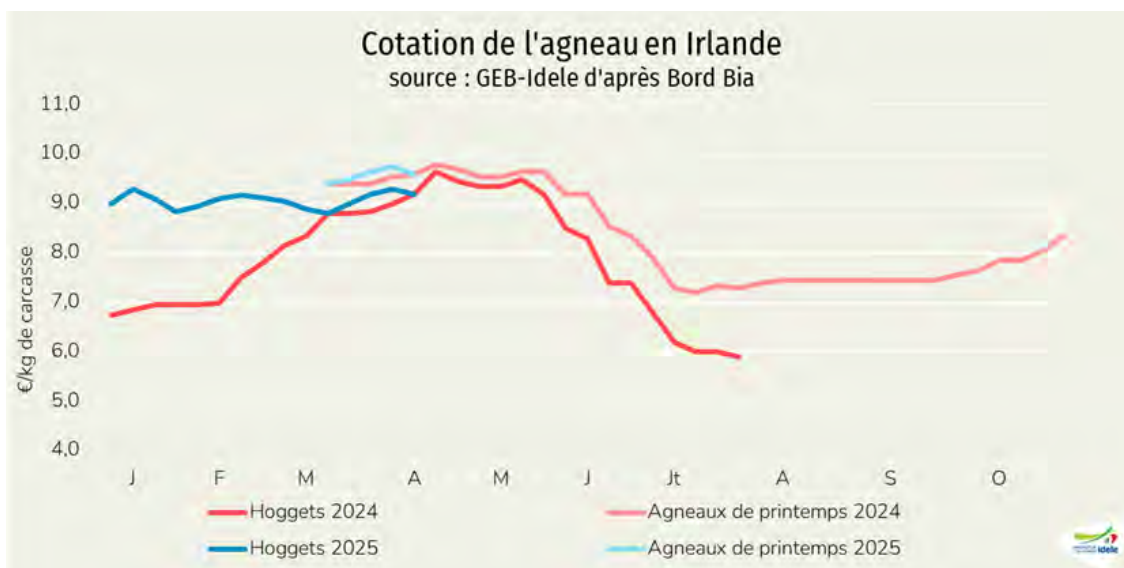
Après un bond en 2024, **les importations de viande ovine poursuivent leur croissance début 2025**, augmentant de 11% /2024 sur les deux premiers mois de 2025, à 11 300 téc, avec +17% en provenance de Nouvelle-Zélande et +14% d'Australie mais -47% d'Irlande.

Les exportations britanniques de viande ovine étaient en recul de 2% sur la période, à 13 000 téc. Elles se tenaient toutefois 3% au-dessus de leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). On observe une forte hausse vers les Pays-Bas (+49% /2024) – plaque tournante permettant beaucoup de réexport – mais des baisses vers l'Italie (-47%) et l'Allemagne (-6%).

Les ventes d'agneau au détail ont enregistré une baisse de 17% en volume en glissement annuel au cours du 1^{er} trimestre 2025. Les dépenses ont diminué de 13% au cours de cette période d'après Kantar, via une hausse de 5% des prix moyens payés.

Irlande : la cotation peine à augmenter malgré des abattages en retrait

En semaine 15 de 2025, la cotation de l'agneau de printemps irlandais atteignait 9,60 €/kg de carcasse, en baisse de 0,15 €/kg d'une semaine sur l'autre et stable comparé à la même semaine en 2024. Les abatteurs expliquent cette stabilisation des prix entrée abattoir par une baisse des achats des consommateurs du fait d'un agneau devenu trop onéreux.



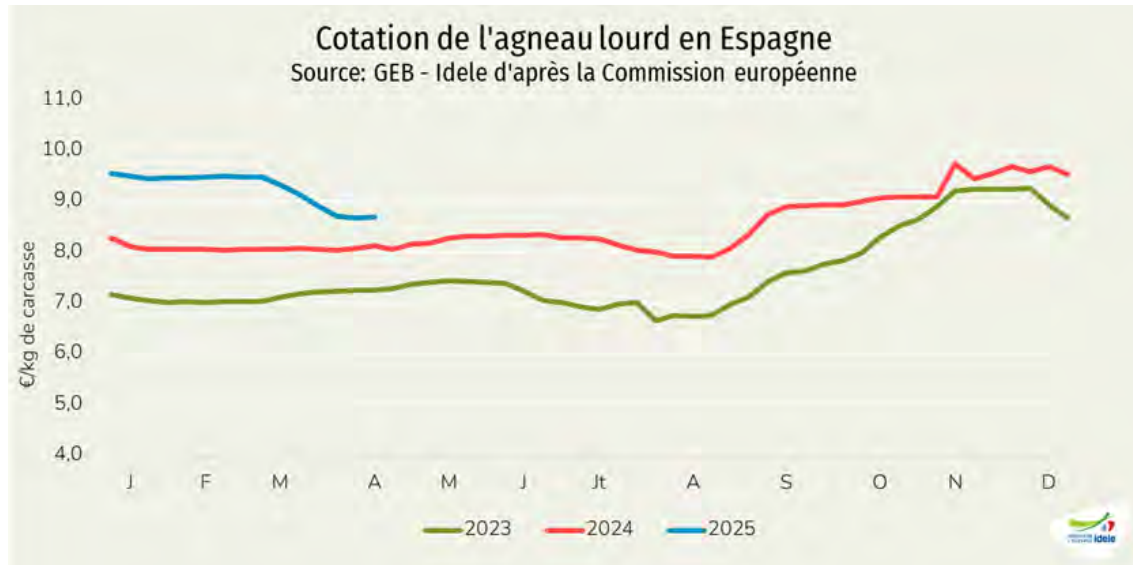
Après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, **la production irlandaise de viande ovine a chuté de 18% /2024 sur les deux premiers mois de 2025**, totalisant 8 800 tonnes : c'est 13% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années. Les effectifs d'agneaux abattus ont chuté de 21% /2024 et de 19% en volume, illustrant une hausse de leur poids moyen de carcasse, de 22,1 à 22,6 kg. Ceux des réformes ont aussi reculé, de 14% /2024, et de 11% en volume, leur poids moyen de carcasse passant de 25,5 kgéc à 26,4 kgéc.

Selon l'IFA, **les abattoirs sont inquiets concernant l'approvisionnement en Hoggets, resté particulièrement bas comparé à l'an passé.** Les prix chez leurs principaux clients à l'export restent élevés et les abattoirs essaient de s'aligner. Ils proposent aujourd'hui des prix compris entre 9,00 et 9,30 € le kg pour les Hoggets, entre 9,50 et 9,80 € le kg pour les agneaux de printemps et entre 5,50 et 5,80 € le kg pour les brebis de réforme. Pour le moment, les agneaux de printemps représentent encore une petite part des abattages comparés aux Hoggets. En semaine 16, soit la semaine de Pâques, les exports d'agneaux d'Irlande du Nord vers la République d'Irlande pour abattage direct étaient en hausse.

Sur les deux premiers mois de 2025, les exportations de viande ovine irlandaise ont baissé de 8% d'une année sur l'autre, avec une hausse de 11% vers la France (donnée cependant non-concordante avec celle des douanes françaises) et une chute de 48% vers le Royaume-Uni.

Espagne : l'annulation des envois vers le Maroc pèse sur le cours de l'agneau

Le cours espagnol entrée abattoir a chuté de près de 50 centimes du kilo entre mi-mars et début avril, suite à l'annonce du roi du Maroc d'annuler l'import de plusieurs centaines de milliers d'ovins vivants espagnols prévu pour abonder le marché lors de la fête du Sacrifice début juin. **En semaine 15, le cours était tout de même à 8,69 €/kg,** soit +0,03 €/kg d'un mois sur l'autre et +1,45 €/kg /2024.



En partie grâce à la stabilisation du cheptel en fin d'année, signe d'un début de recapitalisation réussi, **la production de viande ovine espagnole a bondi de 13% d'une année sur l'autre en janvier 2025,** totalisant 6 900 téc. On constate un alourdissement des carcasses chez les agneaux comme chez les réformes. 465 000 agneaux ont été abattus, soit +2%/ 2025, contre +11% en volumes : leur poids moyen de carcasse étant passé de 10,4 à 11,3 kgéc entre janvier 2024 et 2025. Près de 63 000 réformes ont été abattues, soit +12% /janvier 2024 et là encore, la hausse est plus importante en volumes, +18% /2024, via un alourdissement des carcasses, passant en moyenne de 24,1 à 25,3 kgéc.

Tirés par une demande marocaine toujours vive sur les deux premiers mois de 2025 (113 000 têtes exportées vers le Maroc sur 144 000 au total), **les envois d'agneaux vivants ont augmenté de 16% /2024.** Parallèlement, les envois de réformes ont reculé de 14%, via une nette baisse des envois à destination du marché marocain (-70%). Ces flux illustrent la dépendance du marché espagnol d'ovins vivants au Maroc.

Après s'être maintenues entre 2023 et 2024 à de modestes niveaux comparés aux années passées, **les exportations de viande ovine espagnole étaient en nette hausse d'une année sur l'autre sur les deux premiers mois de 2025, de 50%/ 2024,** à 7 800 téc. Les regains vers l'Algérie (de 23 à 2 870 téc) et la France (de 1 950 à 2 700 téc) expliquent ce résultat. L'Algérie prévoirait, à l'image du Maroc, d'importer près d'un million d'ovins pour recapitaliser son cheptel et avait ciblé pour cela la Roumanie... mais ce pays étant touché par la PPR (Peste des Petits Ruminants), la demande se reporterait finalement sur l'Espagne.

On devrait voir les abattages espagnols augmenter en mars et avril, vu le nombre important d'ovins vivants prévus pour le Maroc et finalement restés au pays. Cela devrait peser sur les cours de la viande ovine espagnole, la rendant plus compétitive, **boostant ainsi ses envois,** notamment vers la France.

Nouvelle-Zélande : hausse de l'offre et des envois en février 2025

Après avoir augmenté de 2% /2023 en 2024, **la production ovine abattue en Nouvelle-Zélande s'est maintenue d'une année sur l'autre en janvier puis a augmenté de 2% en février 2025, totalisant 98 000 téc en cumul sur deux mois (+1% /2024.)**

Sur ces deux premiers mois de 2025, le nombre d'agneaux abattus a diminué de 5% /2024, à 3,9 M de têtes, tandis que celui des réformes a augmenté de 22%, à 1 M de têtes.

À l'image de la production, **les exportations de viande ovine ont parallèlement été stables d'une année sur l'autre en janvier 2025 puis ont augmenté en février, totalisant 84 000 téc sur deux mois (+2% /2024).**

Exportations néozélandaises de viande ovine

Source: GEB-Idele, d'après NZ Statistics



Les fabrications se maintiennent malgré la collecte en recul

Dernière révision le 28 avril 2025

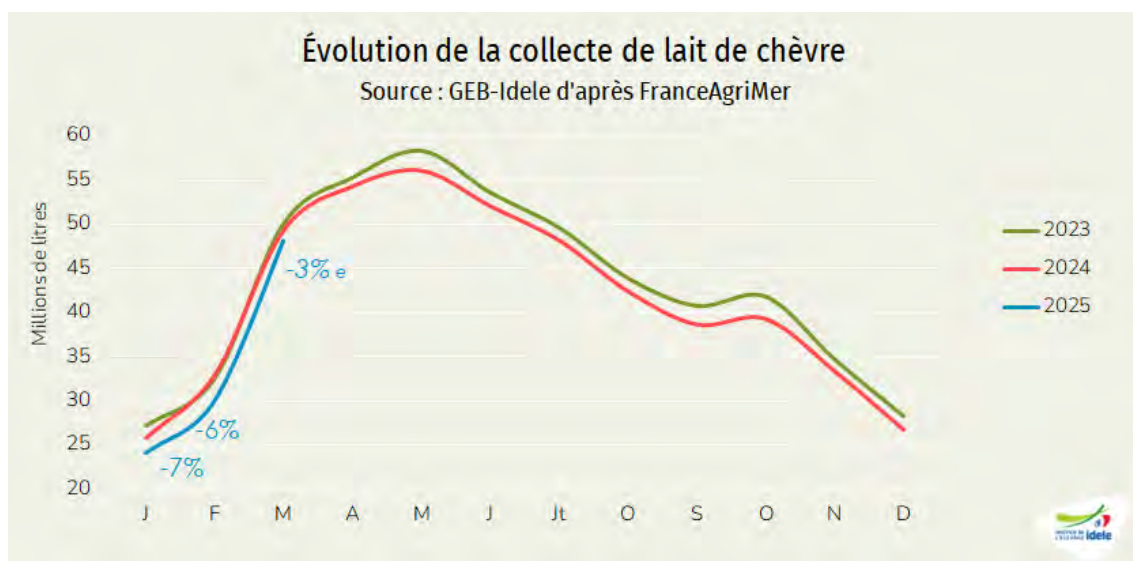
Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre » En attendant des fourrages meilleurs

Dernière révision le 25 avril 2025

Dans la continuité de janvier, la collecte de lait de chèvre est restée très en retrait en février par rapport à 2024. Elle semble se redresser légèrement en mars. Sur les deux premiers mois de l'année, les fabrications de fromages au lait de chèvre sont stables.

-6% de lait livré en février

La collecte de lait de chèvre a plafonné à **30,1 millions de litres en février 2025**, soit un retrait de 9% par rapport à février 2024. En corrigeant l'effet année bissextile des données de février 2024 (en les ramenant à 28 jours), **le retrait est tout de même de 6% en février 2025, dans la même lignée que janvier.**



NB : février 2024 corrigé de l'effet année bissextile ; mars 2025 estimé d'après l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer

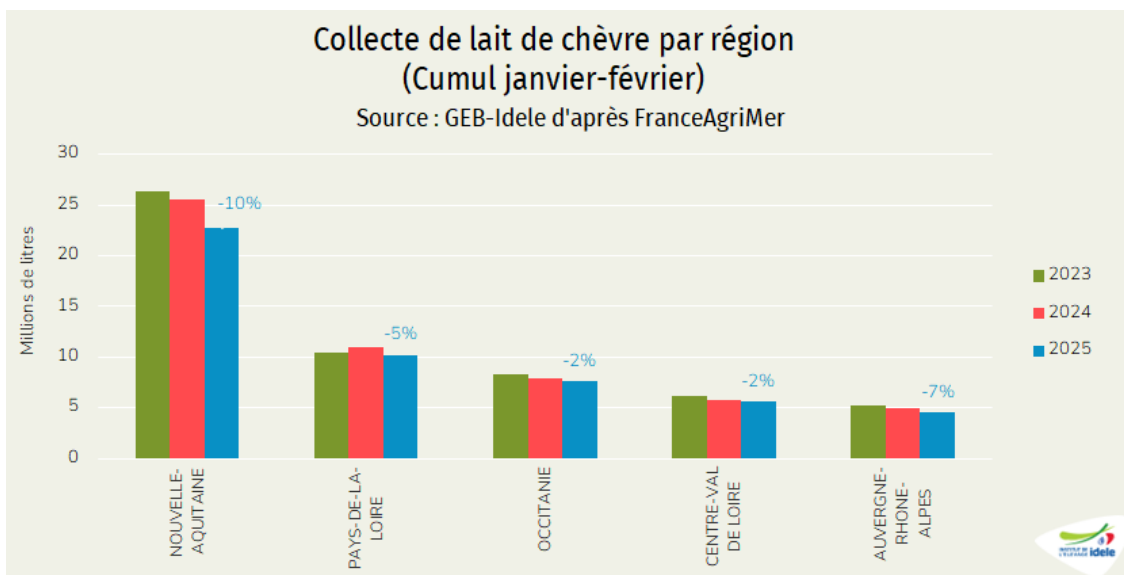
En mars, d'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, il semble que la collecte se « redresse » légèrement, autour de 48 millions de litres (-3% /2024). Début avril, le recul serait toujours du même ordre, entre -3 et -4% /2024.

En cumul sur 2 mois, les livraisons sont en diminution de 6,1% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile en 2024). Les éleveurs doivent toujours composer avec les **fourrages de qualité médiocre de 2023 puis 2024 qui pénalisent la production par chèvre**, en attendant les récoltes 2025. Selon la note agro-climatique d'Idele publiée mi-avril, les températures ont été supérieures aux normales et les précipitations ont été déficitaires en mars, de 20% par rapport à la normale, avec des fortes disparités régionales. Ainsi, « *les premières fauches précoces ont été réalisées avec pour objectif de récolter des fourrages de qualité et ainsi compenser la faible valeur des stocks de 2024. Quant aux semis de maïs, ils débutent à peine dans certaines régions, alors qu'ils sont déjà bien avancés ailleurs, les éleveurs cherchant à profiter de cette fenêtre météo favorable avant le retour attendu des pluies à la mi-avril* ». La majorité des fourrages récoltés au printemps restent à venir, et leur qualité dépendra de la météo des prochaines semaines.

Livraisons en retrait dans toutes les régions

En février 2025, la collecte a évolué comme suit d'une année sur l'autre (avec correction de l'effet année bissextile) :

- -2% en Occitanie et Centre-Val de Loire,
- -4% en Pays de la Loire,
- -5% en AURA,
- -10% en Nouvelle-Aquitaine.

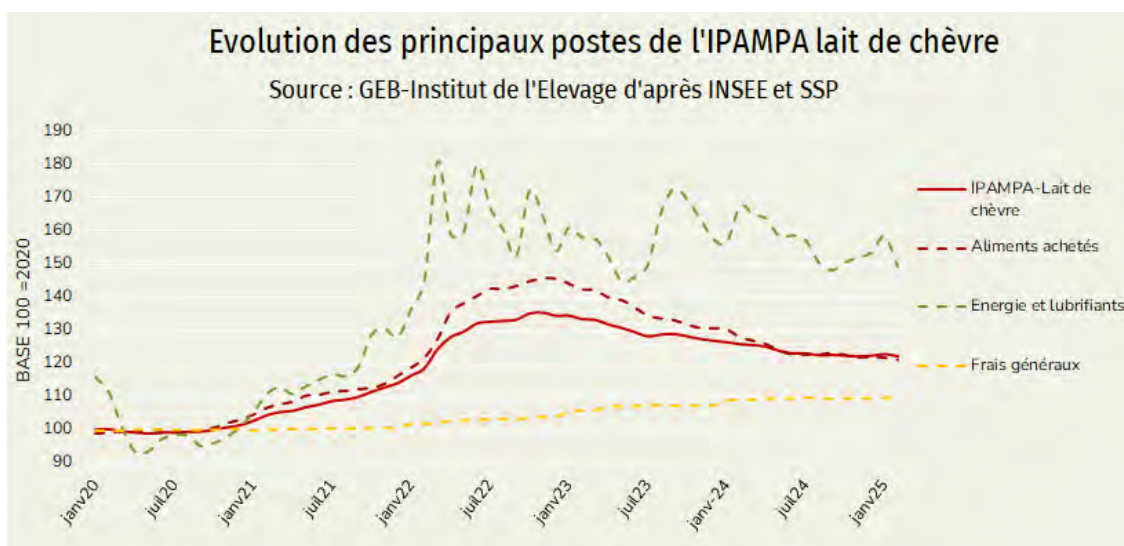


Graphique corrigé de l'effet année bissextile

En cumul sur les deux premiers mois de l'année, les tendances sont les mêmes : -10% /2024 en Nouvelle-Aquitaine, -5% en Pays de la Loire, -2% en Occitanie et en Centre-Val de Loire et -7% en AURA. Le niveau de production en mars, à l'approche du pic de lactation, sera important pour la suite de l'année. Point d'attention : l'évolution de la collecte en début d'année peut être difficile à interpréter : en fonction des dates de mise-bas, les lactations débutent plus ou moins rapidement.

Recul de l'IPAMPA lait de chèvre

En février, l'IPAMPA lait de chèvre a reculé de 2,9% /2024 sur un an.



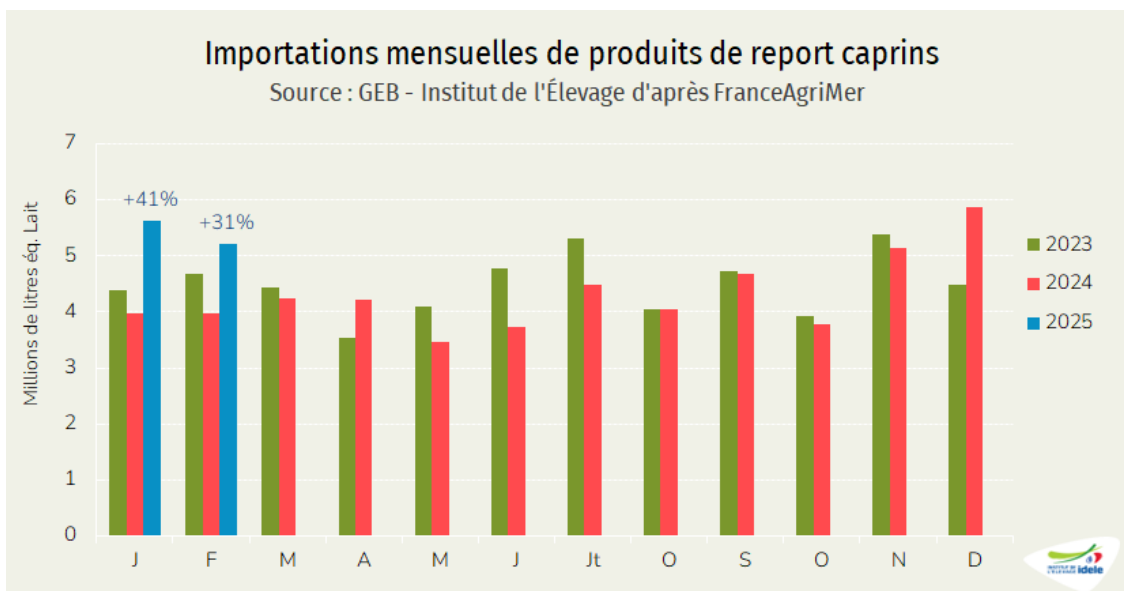
Dans le détail :

- l'indice **aliments acheté** est en baisse de 5,2% sur un an et de 0,5% sur un mois sous l'effet du recul des prix des tourteaux,
- les produits vétérinaires sont en hausse de 2,2% /2024,
- le poste énergie et lubrifiants affiche un retrait de 10,9% sur un an.

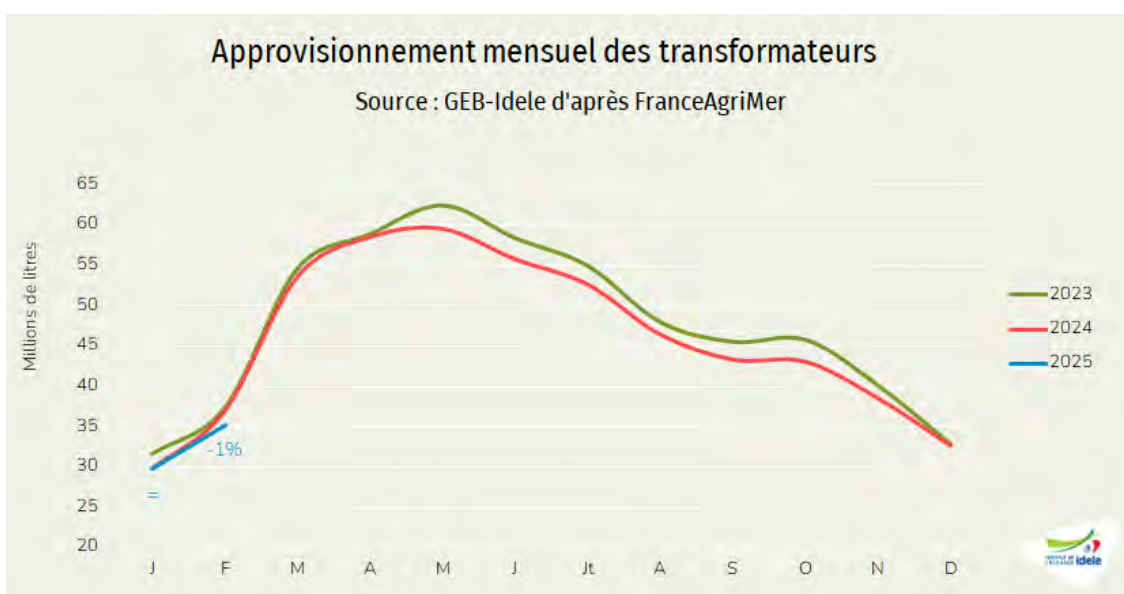
Légère baisse des approvisionnements des industriels

En recul pour le sixième mois consécutif, **les stocks de produits de report caprins s'élèveraient à 2 314 tonnes équivalent lait en février (-34% /2024)**. À cette période de l'année, les livraisons n'ayant pas atteint leur plein potentiel, les transformateurs utilisent habituellement leurs stocks. Le début de 2025, entre consommation dynamique et recul de la collecte, ne fait pas exception.

En complément, **les industriels français ont importé 5,2 millions de litres équivalent lait en février (+31% /2024)**. Les volumes importés restent sous les niveaux de 2022 et des années antérieures ; 2023 et 2024 avaient atteint les plus bas niveaux des 10 dernières années.



Ainsi, **les approvisionnements des transformateurs sont en baisse par rapport à février 2024** (-2%, avec correction de l'effet année bissextile sur la collecte), à 35,3 millions de litres.



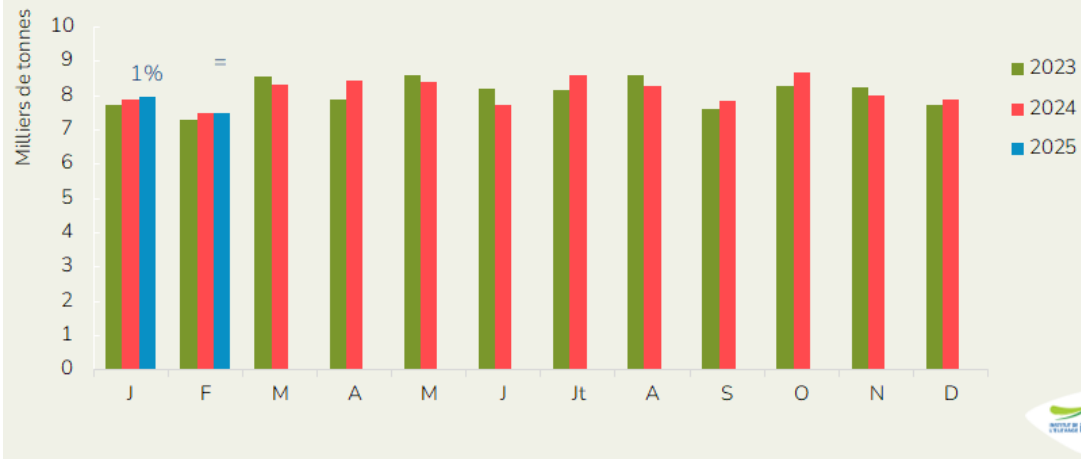
En cumul sur janvier et février, les transformateurs ont pu mettre en œuvre 65 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations), soit -1% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile).

Fabrications de fromages de chèvre stables

7 475 tonnes de fromages ont été produites en février. En corrigeant 2024 de l'effet année bissextile, la production de fromages de chèvre a été stable tant sur un mois qu'en cumul sur janvier et février.

Fabrications industrielles de fromages de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



Graphique corrigé de l'effet année bissextile

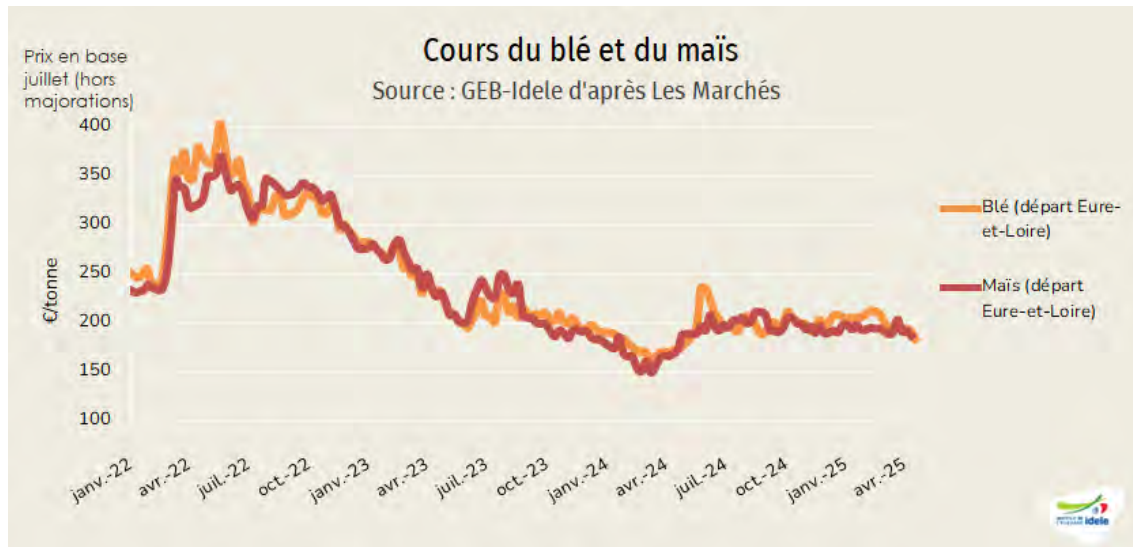
L'ultra-frais, après une baisse en janvier, retrouve la dynamique de 2024, avec 1 240 tonnes fabriquées en février (+5% /2024). En cumul sur 2 mois, les fabrications d'ultra-frais sont stables par rapport à 2024.

Marchés stables malgré les incertitudes

Dernière révision le 28 avril 2025

Blé et maïs sous les 200 €/t mi-avril

Début avril, le cours du blé en France reste sous 200 €, niveau autour duquel il oscille depuis deux ans. Le maïs suit la même évolution. Le blé disponible Eure-et-Loir affiche ainsi 193 €t le 10 avril et le maïs est à 187 €t.



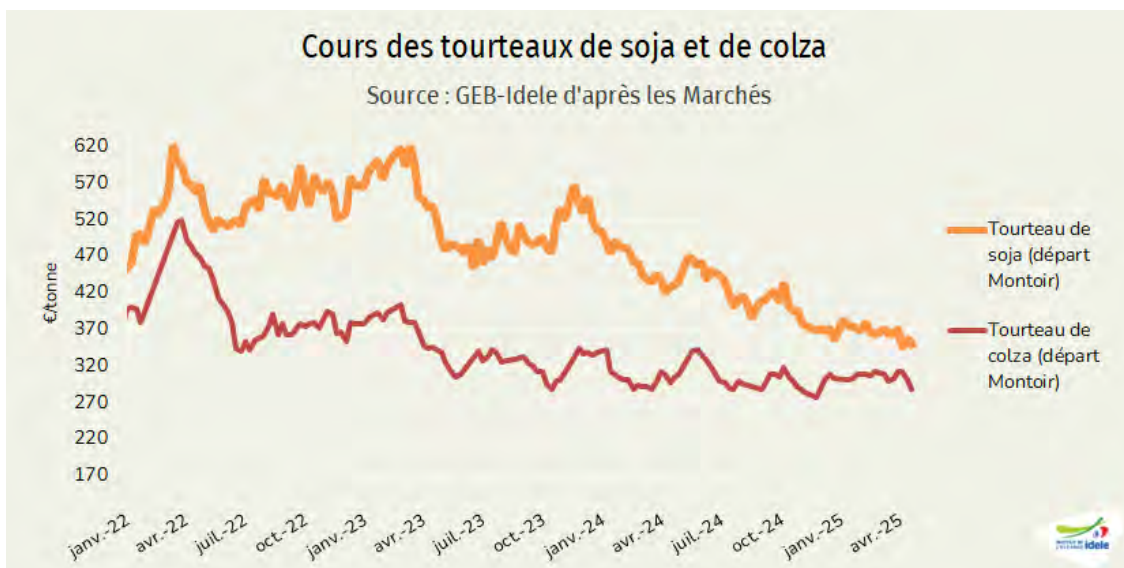
Pour la récolte 2025, selon Agreste, « la sole de blé tendre en 2025 est estimée à 4,63 Mha, en hausse de 10 % par rapport au point bas de 2024, mais à peine au-dessus de la moyenne 2020-2024 ». Les conditions de culture sont ne sont pas optimales partout. Après des précipitations importantes en début d'année suivies d'une période plus sèche, le retour de la pluie mi-avril était attendu. La récolte s'annonce sous de meilleurs auspices qu'en 2024 à la même période. Si le cours du blé européen sera probablement peu affecté par la politique douanière de Donald Trump, la fermeture du marché algérien est un coup dur pour la filière française. Cette dernière a déjà souffert du faible disponible exportable sur la campagne 2024/2025. À cela s'ajoute la hausse de la parité euro/dollar qui entraîne un manque de compétitivité de l'origine française à l'export.

La production mondiale de blé pour la campagne 2025/2026 est estimée à 806 millions de tonnes (+1% / campagne 2024/2025) par le conseil international des grains (IGC). Côté échanges mondiaux de blé, l'USDA prévoit des exports en recul de 7% sur la campagne 2024/2025 par rapport à la précédente. Dans un contexte, à date, d'absence de tension sur l'offre les cours du blé restent stables.

Pour le maïs, la production mondiale pour la campagne 2025/2026 serait en hausse par rapport à la précédente. Les semis sont en cours dans l'hémisphère Nord et se déroulent a priori dans de bonnes conditions. La demande dynamique, notamment pour le bioéthanol, pourrait soutenir les cours.

Les cours des tourteaux de soja et de colza poursuivent leur baisse

Le cours du tourteau de soja à Montoir poursuit sa baisse, à 358 €T en avril 2025, soit 17% de moins que la même semaine en 2024. Un peu plus stable sur un an, le tourteau de colza à Montoir est à 303 €t à la même date (+2% /2024).



Selon le dernier Infos Rapides d'Agreste, « les surfaces cultivées de colza en France en 2025 seraient supérieures de 7,4 % à la moyenne des cinq années précédentes malgré une baisse de 3,0 % sur un an. Le développement des cultures est globalement satisfaisant, avec des conditions sèches qui limitent l'apparition de maladies ».

Valse des droits de douane : le soja le plus exposé

La surenchère des tarifs douaniers imposés par les États-Unis ces dernières semaines et les réponses (ou non) des pays concernés font planer de nombreuses incertitudes sur l'évolution des cours dans les semaines et mois à venir. **Les enjeux sont différents selon les matières premières, des mesures de rétorsion de la part de l'UE pourraient faire monter les prix :**

- **Le blé est peu exposé pour les éleveurs français** : les États-Unis exportent toujours mais à un niveau bien moindre à celui d'il y a 10 ans et l'Europe ne s'approvisionne pas ou peu auprès des USA. Les répercussions sur le prix du blé devraient être limitées.
- Pour le maïs, les choses sont différentes. **Si l'Europe importe peu de maïs directement des États-Unis, le prix de ses imports d'autres provenances est influencé par les cours du maïs étatsunien.** Deux scénarios pourraient se produire : la perte des débouchés à l'export pourrait faire baisser les prix aux USA, ce qui se répercuterait sur les cours UE ; ou une tension sur l'offre mondiale en maïs suite à l'absence de maïs étatsunien sur les marchés pourrait faire monter les prix.
- Concernant **le soja**, les USA sont un acteur important de la production et de l'export. **Si l'Union européenne décidait de riposter aux droits de douane imposés par Donald Trump, cela entraînerait une hausse du prix du soja ou un report des achats sur d'autres pays producteurs et de tensions.**

À visionner sur ce sujet, la vidéo de l'IFIP, consultable ici.

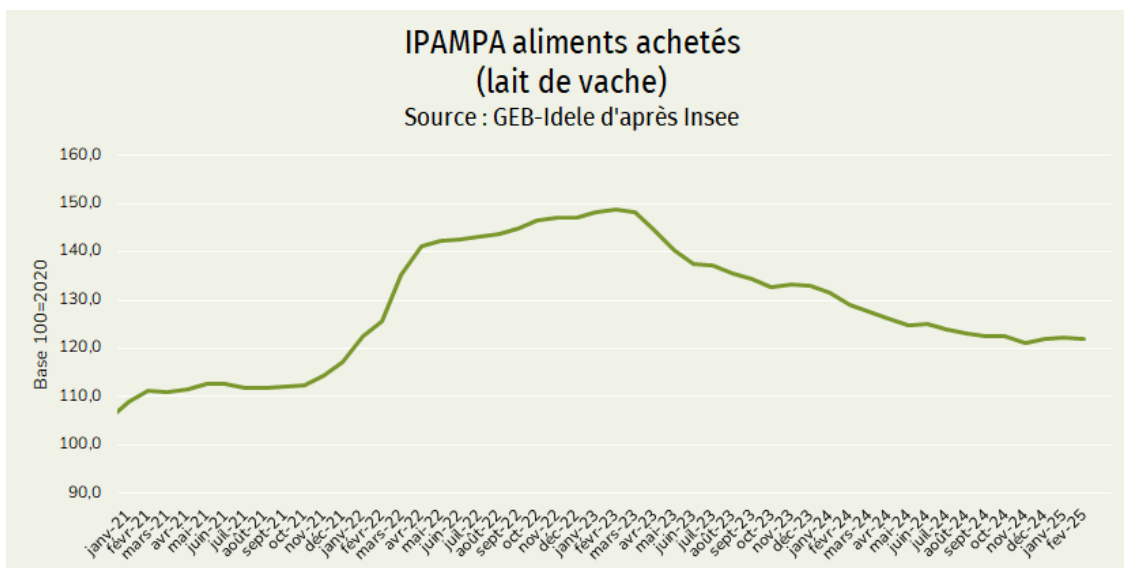
En complément de ces éléments, **le différend qui oppose le Canada et la Chine pèse sur le cours du canola canadien et pourrait mettre la pression sur les prix du colza européen.**

Compte tenu des incertitudes géopolitiques et des conflits commerciaux nombreux, l'OMC a revu mi-avril ses prévisions annuelles à la baisse concernant le commerce mondial : « basé sur les mesures en place au 14 avril, y compris la suspension des tarifs douaniers réciproques, le volume de marchandises échangées en 2025 est estimé en recul de 0,2% ». Cette nouvelle estimation est inférieure de près de 3 points à son niveau estimé sans les derniers changements de politique douaniers. « Elle marque un tournant significatif par rapport au début d'année, quand les économistes de l'OMC s'attendaient à une progression continue du commerce, soutenue par un contexte macroéconomique amélioré », ajoute l'OMC. Les céréales sont bien sûr concernées par ce recul des échanges.

Symbole des craintes des investisseurs, l'or, valeur refuge, a atteint des sommets début avril avant de se détendre lorsque Donald Trump a annoncé suspendre les droits « réciproques ». Un nième revirement.

L'IPAMPA aliments achetés baisse lentement

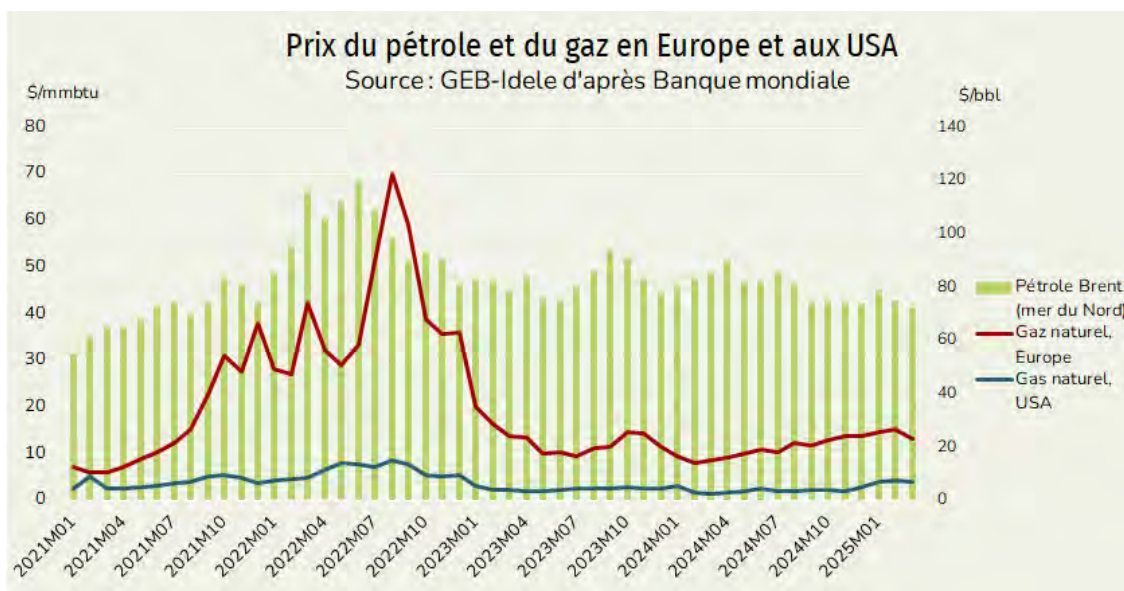
À 122,1 en février 2025 (base 100=2020), l'IPAMPA aliments achetés lait de vache (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) est en retrait de 5,5% sur un an et de 0,2% sur un mois.



L'indice aliments achetés lait de vache revient ainsi à son niveau de janvier 2022, juste avant le début de la guerre en Ukraine et de l'explosion des prix des matières premières. C'est lié principalement au recul des cours des tourteaux.

Énergie : prix du pétrole en baisse, mais prix du gaz en hausse en Europe

Du côté du prix de l'énergie, le cours du pétrole s'est plutôt réduit au cours de l'année 2024 et début 2025, celui du gaz naturel en Europe était haussier sous la pression des tensions géopolitiques.



Le cours du pétrole est en baisse sur un an, à 73 \$/bbl en mars 2025 (-15% /mars 2024) selon les données de la Banque Mondiale. Cette baisse est liée notamment à la décision des pays de l'Opep+ d'augmenter la production et à la contraction de l'économie mondiale. Le prix du gaz naturel en Europe a montré des signes de remontée sous l'effet des tensions géopolitiques, et, à 13 \$/mmbtu en mars 2025, reste très supérieur à son niveau un an plus tôt (+55%) mais toujours très loin des 70 \$ atteints en août 2022. Producteur et exportateur de gaz, les États-Unis bénéficient toujours d'un prix très bas de cette source d'énergie.